



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

43^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

Débats de la Chambre des communes

Compte rendu officiel
(Hansard)

VOLUME 149 NUMÉRO 005

Le mercredi 11 décembre 2019

Présidence de l'honorable Anthony Rota

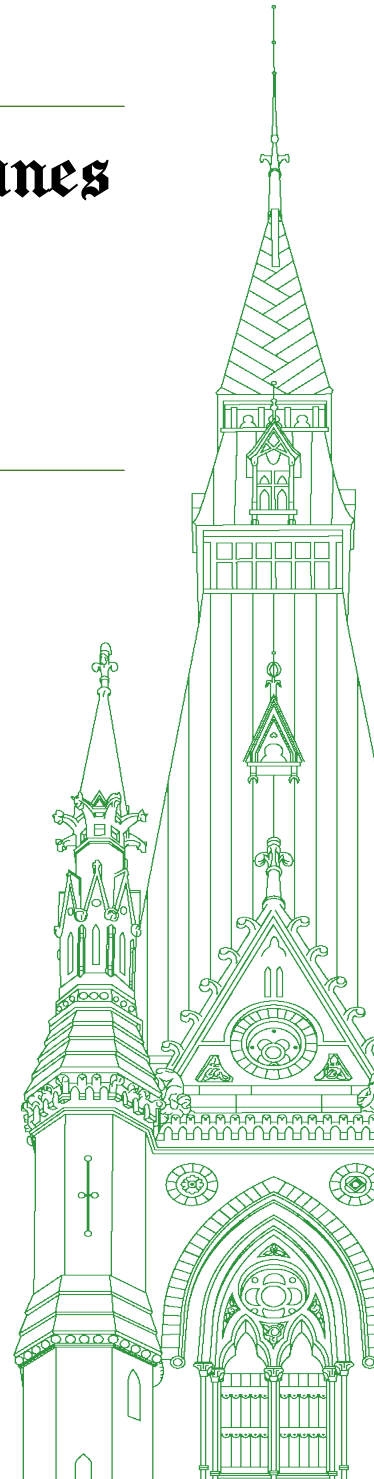


TABLE DES MATIÈRES

(La table des matières quotidienne des délibérations se trouve à la fin du présent numéro.)

CHAMBRE DES COMMUNES

Le mercredi 11 décembre 2019

La séance est ouverte à 14 heures.

Prière

• (1405)

[Traduction]

Le Président: Puisque nous sommes mercredi, nous allons maintenant chanter *Ô Canada*, qui sera entonné par le député de Kitchener—Conestoga.

[Les députés chantent l'hymne national.]

DÉCLARATION DE DÉPUTÉS

[Français]

LA FERMETURE DE LA FONDERIE BRUNSWICK

M. Serge Cormier (Acadie—Bathurst, Lib.): Monsieur le Président, je me permets d'abord de remercier les électeurs d'Acadie—Bathurst qui m'ont donné le privilège de les servir pour un deuxième mandat.

[Traduction]

Toutefois, j'interviens aujourd'hui pour vous annoncer une bien triste nouvelle: la fonderie Brunswick dans le village de Belledune a décidé de fermer ses portes. Je suis fort déçu de cette décision, car cette fonderie est le plus grand employeur de notre région. Sa fermeture entraînera la perte de 280 emplois et de centaines d'emplois indirects. Cela aura des répercussions majeures sur l'économie régionale.

[Français]

Je suis fier des investissements sans précédent que notre gouvernement libéral a faits dans Acadie—Bathurst depuis 2015. Nous avons démontré que le Nord du Nouveau-Brunswick est un endroit idéal pour les grandes industries, mais n'oublions pas que les petites entreprises ont toujours été parmi les créateurs d'emplois les plus importants. Leur travail est un facteur essentiel de la réussite économique de la région.

Je tiens à rassurer toutes les personnes touchées par la fermeture de la fonderie. Elles ont mon appui et celui du gouvernement, et nous allons faire tout ce que nous pouvons pour leur venir en aide.

BELLECHASSE—LES ETCHEMINS—LÉVIS

L'hon. Steven Blaney (Bellechasse—Les Etchemins—Lévis, PCC): Monsieur le Président, je dédie mes premiers mots aux ci-

toyennes et aux citoyens de Bellechasse—Les Etchemins—Lévis qui ont renouvelé leur confiance en moi pour un cinquième mandat consécutif. Je les remercie du fond du cœur.

Je remercie également notre formidable équipe de bénévoles, ma famille et ma merveilleuse épouse, Marie. Toute mon équipe et moi sommes là pour aider les gens de la circonscription. Il y a de gros défis, mais malheureusement, il n'y a rien dans le discours du Trône sur la pénurie de main-d'oeuvre, sur la construction navale ni sur Internet haute vitesse et la téléphonie cellulaire en région.

On dit toujours qu'une campagne électorale commence le soir des élections, mais au Québec, au Canada et dans ma circonscription, Bellechasse—Les Etchemins—Lévis, on se retrouve les manches et on garde le cap sur la prospérité durable.

[Traduction]

NEWMARKET—AURORA

M. Tony Van Bynen (Newmarket—Aurora, Lib.): Monsieur le Président, je suis fier de prendre la parole pour la première fois à la Chambre à titre de député de Newmarket—Aurora au cours de la 43^e législature.

Je tiens à remercier les bonnes gens de Newmarket—Aurora de m'avoir élu pour les représenter. Je remercie aussi tous les bénévoles et les personnes qui m'ont appuyé et, surtout, ma famille, particulièrement Roxanne, avec qui je suis marié depuis 49 ans.

Je tiens aussi à remercier Kyle Peterson de sa contribution en tant qu'ancien député ainsi que de son dévouement et de son engagement au sein de la collectivité.

J'ai très bien compris que la population est préoccupée par les changements climatiques, le logement abordable, le financement des infrastructures, les soins de santé et le besoin d'élaborer un plan financier à long terme, mais pas au point de créer un déficit social. Ces éléments constitueront mes priorités au cours du mandat actuel.

J'ai hâte de collaborer avec mes collègues pour réaliser des progrès notables au cours du présent mandat.

• (1410)

[Français]

JEAN PAGÉ

Mme Kristina Michaud (Avignon—La Mitis—Matane—Matapédia, BQ): Monsieur le Président, il y a de ces personnes qui ont une famille élargie plus grande que les autres au Québec. Jean Pagé, en s'invitant tous les samedis dans nos foyers avec la *Soirée du hockey*, était membre officieux de bien des familles de chez nous.

Déclarations de députés

Au nom du Bloc québécois, je tiens à offrir mes plus sincères condoléances à sa famille et à ses proches. L'animateur sportif au sourire indélogeable a laissé sa marque non seulement sur la légendaire *Soirée du hockey*, mais sur la télévision québécoise. C'était aussi l'inimitable voix des Jeux olympiques. Il nous a accompagnés à travers les triomphes de nos athlètes.

M. Pagé fait partie des moments d'émotion qui ont convaincu d'innombrables jeunes filles et garçons, dont mon frère et moi-même, à chausser les patins sur un lac, dans un parc et jusque dans les plus grands arénas du monde.

Pour des générations de Québécoises et de Québécois, il n'y a pas d'univers sportif sans Jean Pagé. Nous le remercions aujourd'hui du fond du cœur.

* * *

LA 43^E LÉGISLATURE

M. Fayçal El-Khoury (Laval—Les Îles, Lib.): Monsieur le Président, au début de cette 43^e législature, j'aimerais tout d'abord féliciter tous les membres du Conseil des ministres pour leur nomination, ainsi que les députés réélus. Finalement, je souhaite la bienvenue aux nouveaux députés élus.

[Traduction]

J'ai hâte de collaborer étroitement avec mes collègues à la Chambre afin de servir fièrement les Canadiens, étant donné qu'ils méritent un meilleur pays. Savez-vous pourquoi, monsieur le Président? Parce que, comme le dit le premier ministre, « il est toujours possible de faire mieux. »

[Français]

Je voudrais également profiter de ce moment pour souhaiter de tout cœur à tous les Canadiens et les Canadiennes, en particulier à tous les résidents et les citoyens de Laval—Les Îles, les vœux les plus chaleureux. Je leur souhaite une année exceptionnelle, un joyeux temps des Fêtes durant ce mois-ci en compagnie de leur famille et de leurs amis, santé, bonheur, progrès et prospérité.

* * *

LE PROGRAMME DES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS TEMPORAIRES

M. Luc Berthold (Mégantic—L'Érable, PCC): Monsieur le Président, je lance aujourd'hui à la Chambre un cri du cœur de la part des entreprises de Mégantic—L'Érable et de Chaudière-Appalaches.

La région manque de main-d'œuvre, les entreprises mettent des projets d'expansion sur la glace et certaines doivent même fermer des quarts de travail parce qu'elles ne trouvent pas les employés nécessaires.

Chaque jour, mon bureau reçoit des appels d'entrepreneurs à bout de souffle. Non seulement ils voient disparaître le potentiel de développement de leur entreprise, mais le recours aux travailleurs étrangers temporaires est un vrai chemin de croix. Le processus est complexe, long et dispendieux pour des PME.

Les entreprises n'ont pas le droit à l'erreur. Les travailleurs étrangers deviennent des numéros, et gaffe à celui qui omet de cocher une case ou qui manque un délai de quelques jours. Les travailleurs étrangers devront retourner chez eux et tout recommencer. Ces travailleurs qui viennent chercher un peu d'espoir au Canada

sont humains. Ce sont des personnes avec des familles et des rêves. Ce sont des gens qui cherchent seulement à améliorer leur vie en participant à l'essor de notre pays.

Il est plus que temps de simplifier et d'humaniser ce programme et son administration pour donner un peu d'air frais à nos régions.

* * *

[Traduction]

LES VŒUX DU TEMPS DES FÊTES

M. Gagan Sikand (Mississauga—Streetsville, Lib.): Monsieur le Président, c'est la période la plus merveilleuse de l'année. C'est le moment d'illuminer la vie des gens qui nous entourent. Dans ma circonscription, Mississauga—Streetsville, il y a tant de choses à célébrer en plus de la naissance de Jésus-Christ.

Alors que nous nous rappelons les enseignements de Jésus et que nous sommes animés par l'esprit de la générosité, il y a des aspects de Streetsville qui rendent ce temps-ci de l'année vraiment spécial. Je sais que Noël arrive parce que la bonne humeur a envahi le centre-ville de Streetsville.

Que les gens se rassemblent autour d'une bonne table, dans un lieu de culte ou au pied du sapin, je tiens à souhaiter à tous les résidents de Mississauga—Streetsville et de partout au Canada un très joyeux Noël.

* * *

● (1415)

LE MILIEU ARTISTIQUE

Mme Julie Dzerowicz (Davenport, Lib.): Monsieur le Président, vendredi dernier, j'ai été ravie de participer à la présentation annuelle de *Casse-Noisette* à l'invitation de l'école de ballet Pia Bouman, qui a organisé le spectacle. Située dans ma circonscription, Davenport, l'école Pia Bouman permet aux enfants qui le souhaitent de s'adonner à la danse en tant que créateurs, élèves ou artistes. Dieu merci, je ne suis pas tombée en bas de la scène. Ce fut un grand honneur pour moi de partager la scène avec un si grand nombre d'artistes talentueux.

Ma participation au ballet *Casse-Noisette* m'a rappelé à quel point l'art permet de rassembler les gens, de donner vie à des mondes imaginaires et de faire ressortir la magie du temps des Fêtes.

Davenport a beaucoup chance d'abriter un milieu artistique dynamique, comme en témoignent le théâtre Paradise, qui vient de rouvrir, et les innombrables artistes visuels, galeries d'art, musées de calibre mondial, musiciens, cinéastes et troupes de théâtre et de danse qui s'y trouvent. Mes concitoyens disposent donc de nombreuses occasions de se rassembler.

J'encourage les Canadiens à profiter des nombreuses activités artistiques organisées chez eux, qui leur permettent de chanter leurs chansons de Noël préférées, d'écouter leurs histoires favorites, de se réunir entre parents et amis et de partager l'ambiance chaleureuse du temps des Fêtes.

Je souhaite à tous un joyeux Noël et un merveilleux temps des Fêtes.

LES VŒUX DU TEMPS DES FÊTES

Mme Kelly Block (Sentier Carlton—Eagle Creek, PCC): Monsieur le Président, c'est un honneur de prendre la parole pour la première fois en cette 43^e législature.

Je remercie les habitants de Sentier Carlton—Eagle Creek de m'accorder leur confiance et de m'avoir élue pour les représenter à Ottawa. Avec le quatrième plus haut taux de participation électorale au pays, ils ont envoyé un message clair. Je promets de travailler fort tous les jours pour faire entendre leur voix.

Comme la période des Fêtes et la pause parlementaire approchent à grands pas, j'en profite pour offrir mes vœux de Noël aux habitants de ma circonscription, à ma famille et à mes amis.

Nous sommes très choyés au Canada. Durant les célébrations de Noël, laissons l'humble naissance de Jésus nous rappeler que nous devons prendre soin des plus vulnérables d'entre nous.

À tous les députés et à tous les Canadiens, je souhaite une saison des fêtes marquée par la foi, l'espoir et l'amour, et une nouvelle année remplie de grâce.

Soyez prudents et joyeux Noël.

* * *

MISSISSAUGA—ERIN MILLS

Mme Iqra Khalid (Mississauga—Erin Mills, Lib.): Monsieur le Président, c'est un honneur pour moi d'intervenir aujourd'hui pour la première fois à la Chambre en cette 43^e législature afin de souhaiter la bienvenue aux nouveaux députés ainsi qu'à ceux qui sont de retour. J'aimerais aussi vous féliciter, monsieur le Président, pour votre élection.

Je remercie les habitants de Mississauga—Erin Mills de m'avoir fait confiance une fois de plus pour défendre leurs intérêts avec passion à Ottawa. Je remercie mes bénévoles et mon équipe pour leur optimisme et leur travail assidu.

Pendant l'été, j'ai écouté les habitants de ma circonscription et j'ai bien reçu leur message quant aux dossiers qui leur tiennent le plus à coeur, des changements climatiques et de l'assurance-médicaments en passant par le logement abordable jusqu'aux droits fondamentaux de la personne, aux enjeux propres aux aînés et à l'autonomisation des femmes. J'ai axé mes efforts sur nombre de ces enjeux et je continuerai à défendre ces causes au cours de cette nouvelle session parlementaire.

Je suis impatiente de me mettre au travail, avec tous les députés de cette enceinte, afin de faire sérieusement avancer les choses.

* * *

[Français]

JEAN PAGÉ

M. Richard Martel (Chicoutimi—Le Fjord, PCC): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui afin d'honorer un grand du monde sportif de chez nous. M. Jean Pagé est décédé lundi soir dernier, sereinement, entouré des siens, se rappelant qu'il avait vécu une belle vie.

Il fait partie des nombreux acteurs du milieu des médias issus du Saguenay. Très jeune, à 18 ans, il a eu l'occasion de briller à un micro. De la couverture des Jeux du Québec Timi au Lac Clair à Saint-David-de-Falardeau, sa passion l'a amené à couvrir 12 Jeux

Déclarations de députés

olympiques, à animer *La Soirée du hockey* à Radio-Canada pendant 17 saisons et à piloter l'une des émissions cultes au Québec, *110 %*.

Son amour du public, démontré avec plaisir et de façon professionnelle à chacune de ses interventions, a permis à « Monsieur 110 » de récolter huit trophées MetroStar et deux prix Gémeaux. Il a reçu la Médaille de l'Assemblée nationale en reconnaissance de sa contribution au Québec.

Mes collègues et moi désirons offrir nos plus sincères condoléances à sa conjointe, Brigitte, et à toute sa famille.

Monsieur Pagé, pour tous ces beaux moments de plaisir à la télévision, merci.

* * *

[Traduction]

L'IRAN

M. James Bezan (Selkirk—Interlake—Eastman, PCC): Monsieur le Président, je prends la parole pour rendre hommage à la bravoure et à la ténacité dont les Iraniens font montre dans les affrontements qui les opposent à un des régimes les plus oppressifs au monde, la République islamique d'Iran.

Les manifestations, qui ont débuté le 15 novembre, se poursuivent aujourd'hui, malgré la réaction violente du régime, à l'origine de plus de 1 000 morts, 4 000 blessés et 12 000 détentions. Ce régime impitoyable exige même des familles qu'elles paient les balles qui ont tué leurs proches avant de leur rendre leurs corps.

Hier, c'était la Journée internationale des droits de la personne. Pour condamner les violations des droits de la personne commises en Iran en ce moment, le gouvernement libéral doit faire plus que se contenter de publier un pitoyable communiqué de presse de cinq phrases. Grâce à la loi de Sergueï Magnitski, une mesure législative des conservateurs, le Canada a les moyens d'agir concrètement en sanctionnant enfin les dirigeants iraniens responsables de ces atrocités.

Les conservateurs appuieront toujours le peuple iranien dans sa recherche de la liberté, de la démocratie et de la reconnaissance des droits de la personne.

* * *

• (1420)

L'ENDETTEMENT DES ÉTUDIANTS

Mme Lindsay Mathyssen (London—Fanshawe, NPD): Monsieur le Président, je profite de l'occasion pour remercier mes amis, ma famille, mes parents, mon conjoint, ainsi que les partisans et les bénévoles qui m'ont aidé. Je tiens aussi à remercier tout particulièrement les habitants de London—Fanshawe, qui ont choisi de me faire confiance pour les représenter dans cette enceinte. Au cours de la dernière année, je me suis intéressée à leurs préoccupations, à leurs luttes, à leurs espoirs et à leurs rêves. Je leur promets de me battre pour eux et de faire sans cesse entendre leur voix à la Chambre.

Des jeunes ont participé à ma campagne, des étudiants comme Jesse, Alyssa, Reenya et Nate, mais ils se voient refuser l'accès à l'éducation. Ils sont forcés d'abandonner leurs rêves parce qu'ils ne peuvent pas payer des frais de scolarité qui montent en flèche. Les jeunes se retrouvent aux prises avec des dettes d'études écrasantes au moment même où ils devraient se réjouir à l'idée de planifier leur avenir.

Questions orales

Au lieu de radier des milliards de dollars en prêts aux grandes entreprises, le gouvernement pourrait faire de l'accès à l'éducation une réalité pour les Canadiens. Il est temps d'éliminer les taux d'intérêt sur les prêts d'études. Il est temps que le gouvernement fédéral cesse de profiter de l'endettement des étudiants.

* * *

[Français]

LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-PHILIPPE

M. Alain Therrien (La Prairie, BQ): Monsieur le Président, c'est avec fierté que je rends hommage à la municipalité de Saint-Philippe qui vient de conclure les activités entourant son 275^e anniversaire de fondation.

En effet, c'est samedi dernier, le 7 décembre, que se sont rassemblés les citoyennes et les citoyens à l'occasion d'une fête de Noël grandiose qui concluait une année de célébrations couronnée de succès.

Je tiens à féliciter Saint-Philippe et sa mairesse, Mme Johanne Beaulac, ainsi que son conseil municipal pour les efforts déployés afin de faire découvrir ou redécouvrir l'histoire de cette municipalité et de créer des occasions uniques de festoyer en famille.

Je tiens également à souligner le travail de Mme Marie-Josée Roy, directrice du Service des loisirs, qui a coordonné avec brio les différents événements auxquels la population de Saint-Philippe a répondu tout au long de la dernière année.

Je félicite celles et ceux qui ont contribué de près ou de loin à cette année marquante et je souhaite un bon 275^e anniversaire à la Ville de Saint-Philippe!

* * *

[Traduction]

L'EMPLOI EN ALBERTA

Mme Rachael Harder (Lethbridge, PCC): Monsieur le Président, pour être fort, le Canada doit être uni. Les préoccupations de toutes les provinces sont importantes et doivent être prises en compte. À l'heure actuelle, 20 % des jeunes hommes de l'Alberta sont en chômage. Je ne parle pas uniquement de chiffres, mais de vraies personnes et de vraies histoires de vie.

Joshua, un jeune diplômé en TI de 24 ans, figure au nombre des 33 000 jeunes hommes de la province qui sont actuellement à la recherche d'un emploi, mais qui n'en trouvent pas. Quant à Sean, il a dû quitter la province pour trouver du travail; son salaire horaire est maintenant inférieur de 3 \$ au salaire considéré comme décent. Tyler, qui a 24 ans, doit pour sa part faire trois heures de route pour se rendre au travail, où il gagne à peine assez d'argent pour subvenir aux besoins de ses deux petites filles. Cette situation est inacceptable.

L'Alberta a déjà connu une grande prospérité. Auparavant, des jeunes de l'Est du Canada venaient dans l'Ouest à la recherche d'aventure et de travail et pour bâtir leur avenir, mais ce n'est plus le cas aujourd'hui. Le taux de chômage a doublé au cours des sept derniers mois, et la dernière fois que cela s'est produit, c'était en 1983, sous l'ancien gouvernement Trudeau.

Nous traversons une crise, et l'actuel premier ministre doit se pencher sur la situation immédiatement, sans attendre à demain ou à la semaine prochaine.

[Français]

LES ANCIENS COMBATTANTS

M. Francesco Sorbara (Vaughan—Woodbridge, Lib.): Monsieur le Président,

Deux minutes, je vous prie. C'est si peu de temps
Pour les filles et garçons, qui sont partis au loin
[...]
Qu'on n'oublie jamais, [...]
C'est si peu de temps

[Traduction]

Cette année marque le 75^e anniversaire de la campagne d'Italie. J'ai eu l'honneur de faire partie de la délégation canadienne qui a refait le parcours des 93 000 courageux soldats canadiens qui ont contribué à libérer l'Italie du fascisme. Les nombreuses rangées de croix dans les cimetières de guerre et l'appréciation exprimée par les Italiens ont suscité en moi une immense fierté et un fort sentiment de gratitude envers les soldats canadiens.

Près de 6 000 soldats canadiens ont fait l'ultime sacrifice lors de la campagne d'Italie pour défendre la liberté qui nous est si chère. En parcourant les routes de l'Italie en compagnie de 15 anciens combattants canadiens de la Seconde Guerre mondiale, nous avons terminé la chanson que voici:

[Français]

Deux minutes, je vous prie. C'est si peu de temps.
[...]
Qu'ils reposent en paix
Qu'on n'oublie jamais, leur mort
C'est si peu de temps

[Traduction]

N'oublions jamais.

QUESTIONS ORALES

● (1425)

[Français]

LE COMMERCE INTERNATIONAL

L'hon. Andrew Scheer (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, après avoir donné et donné sur l'ALENA, nous avons découvert hier que le premier ministre voulait que les Canadiens en donnent davantage.

Est-ce que le premier ministre peut expliquer exactement quelles concessions il a faites sur l'aluminium canadien?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, laissez-moi être très clair. Le nouvel accord de l'ALENA, y compris les modifications que nous avons signées hier, représente un gain pour les travailleurs de l'aluminium.

Nous sommes très fiers d'avoir toujours été là pour défendre les travailleurs de l'aluminium, et nous allons continuer de le faire.

Nous nous assurons maintenant que la production automobile en Amérique du Nord comprendra 70 % d'aluminium provenant de l'Amérique du Nord, dont la plus grande partie du Québec.

[Traduction]

L'hon. Andrew Scheer (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, hier, un démocrate haut placé a dit que le Canada avait accepté à peu près toutes les demandes des États-Unis pour le nouvel ALENA. L'an dernier, ce sont des républicains haut placés qui ont dit que le premier ministre avait donné généreusement. Les démocrates et les républicains ne sont pas toujours du même avis, mais ils semblent s'entendre sur le fait que le premier ministre a laissé tomber les Canadiens dans la négociation du nouvel ALENA.

Le premier ministre va-t-il enfin reconnaître qu'il est revenu de Washington avec un accord affaibli?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, permettez-moi de profiter de l'occasion pour féliciter de tout cœur toute l'équipe canadienne pour son excellent travail de négociation, et tout particulièrement la vice-première ministre, la députée de University—Rosedale.

Nous avons renforcé les protections environnementales, nous avons amélioré les mesures de soutien des travailleurs, et nous avons apporté des améliorations du côté de la propriété intellectuelle et des règles d'origine dans le secteur automobile. Nous avons vu à consolider pour longtemps l'accès au marché de notre plus important partenaire commercial. Voilà ce qu'a accompli l'équipe canadienne qui a négocié le nouvel ALENA.

* * *

L'ÉCONOMIE

L'hon. Andrew Scheer (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, on parle d'être honnêtes avec les Canadiens, mais il est évident que le premier ministre tente de passer sous silence qu'il n'a absolument aucun plan pour équilibrer le budget et que sa politique affaiblit l'économie du pays en plus de s'accompagner d'une lourde réglementation et d'un lourd fardeau fiscal.

Le premier ministre s'engagera-t-il à déposer au Parlement, cette semaine, des prévisions financières et économiques à long terme, et fera-t-il le nécessaire pour protéger l'économie canadienne contre les vents contraires?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, nous avons fait un choix très différent de celui des conservateurs. Au lieu d'opter pour les compressions budgétaires et l'austérité, comme l'avaient fait les conservateurs, nous avons adopté une approche économique fondée sur des investissements dans les Canadiens et dans leurs collectivités, et sur la conviction qu'il faut, pour bâtir un avenir meilleur, veiller à ce que chacun ait des chances réelles et égales de réussite. C'est le choix qu'a fait le Parti libéral. Les Canadiens nous ont accordé leur appui en 2015 et en 2019 pour que nous concrétisions un plan qui investit dans les Canadiens afin de bâtir un avenir meilleur pour tous.

L'hon. Andrew Scheer (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, je suis heureux qu'il mentionne les choix des libéraux. Regardons un peu les conséquences de ces choix. Le mois dernier, 71 000 Canadiens ont perdu leur emploi. De plus, 48 % des Canadiens sont à 200 \$ près d'être incapables de payer leurs factures, et l'investissement étranger direct au Canada a chuté de 56 %. Alors que d'autres pays connaissent une croissance supérieure à celle du Canada, le premier ministre a créé des conditions propices à une récession d'origine purement canadienne.

Le premier ministre renoncera-t-il à cette voie?

Questions orales

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, je suis heureux d'avoir l'occasion de parler de ce que nous avons fait pour les Canadiens. Au cours des quatre dernières années, les Canadiens ont créé plus d'un million d'emplois. Les politiques libérales qui ont mis en place des investissements dans les Canadiens ont permis de sortir plus de 900 000 Canadiens de la pauvreté, dont 300 000 enfants.

Nous reconnaissons qu'il y a encore du travail à faire. C'est pourquoi nous allons continuer à investir dans les familles et à appuyer les Canadiens afin de bâtir un avenir meilleur au quotidien, de concert avec les Canadiens de toutes les collectivités du pays.

* * *

LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

L'hon. Andrew Scheer (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, hier, la Chambre a montré qu'elle prend au sérieux la crise qui sévit entre le Canada et le gouvernement de la Chine en votant pour la création d'un comité spécial qui examinera tous les aspects touchant à la façon dont le gouvernement gère les relations sino-canadiennes. La Chine a emprisonné illégalement deux Canadiens. Elle a cessé d'importer du canola et d'autres produits d'exportation canadiens. Malgré cela, le premier ministre tarde encore à prendre la défense des Canadiens.

Le premier ministre prendra-t-il au moins la mesure très concrète de retirer le financement canadien de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures?

• (1430)

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, au cours de la dernière année, nous avons œuvré à tous les niveaux afin d'assurer la sécurité des Canadiens qui sont incarcérés, et nous continuons de réclamer leur libération. Nous n'oublions pas pour autant de défendre les intérêts des producteurs de canola et des exportateurs de porc et de bœuf du pays alors que nous poursuivons les négociations avec cet important partenaire commercial, tout cela sans jamais perdre de vue les droits de la personne.

Nous sommes conscients que le comité spécial sur la Chine permettra d'élargir les possibilités de collaboration. Nous espérons seulement que les partis d'opposition n'en profiteront pas pour jouer de petits jeux politiques et mettre en danger la vie de ces Canadiens.

* * *

[Français]

LE COMMERCE INTERNATIONAL

M. Yves-François Blanchet (Beloeil—Chambly, BQ): Monsieur le Président, hier, on craignait que le nouvel ALENA ne soit une catastrophe pour les alumineries au Québec. Aujourd'hui, on le sait.

Non seulement l'aluminium n'est pas protégé, comme l'acier, mais pire encore, l'entente prévoit que l'aluminium ne pourra pas être protégé pendant un minimum de 10 ans. J'en lis un extrait: « Dix ans après l'entrée en vigueur du présent accord, les Parties examinent les exigences appropriées qui sont dans l'intérêt des Parties pour que l'aluminium puisse être considéré comme originaire. »

Le premier ministre a-t-il décidé d'abandonner les travailleurs?

Questions orales

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, permettez-moi de rétablir un petit peu les faits, parce que l'honorable député d'en face se trompe.

L'ALENA représente un gain pour les travailleurs de l'aluminium. À partir de ce moment, avec cet accord, la production automobile en Amérique du Nord va exiger 70 % d'aluminium fait en Amérique du Nord. On le sait, une grande partie est faite au Québec. Cela va être bon pour les travailleurs de l'aluminium. Nous sommes toujours contents de défendre les travailleurs de l'aluminium.

M. Yves-François Blanchet (Beloeil—Chambly, BQ): Monsieur le Président, un de nous deux se trompe, en effet. Je ne suis pas sûr duquel.

J'ai lu un extrait du document mis en ligne par le gouvernement, qui établit sans l'ombre d'un doute que, pendant 10 ans, le Canada s'interdit de protéger l'aluminium comme il le fait de l'acier.

Il me semble que c'est très clair et je veux savoir quelle est la réponse accordée aux travailleurs des régions du Québec quant à ce sacrifice.

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, le nouvel ALENA représente un gain net pour les travailleurs du secteur de l'aluminium. Non seulement nous avons pu le défendre en faisant enlever les tarifs punitifs relevant de l'article 232, mais nous avons toujours pu défendre l'accès aux marchés américains. Nous nous sommes assurés que les automobiles construites en Amérique du Nord utiliseront au moins 70 % d'aluminium fait en Amérique du Nord. On sait que cela avantage les travailleurs canadiens.

[Traduction]

M. Jagmeet Singh (Burnaby-Sud, NPD): Monsieur le Président, les libéraux se sont précipités pour signer le nouvel ALENA sans vraiment chercher à protéger les travailleurs ou l'environnement. Les politiciens américains ont fait le travail que les libéraux auraient dû faire.

[Français]

Sans avoir de protection pour l'environnement ou pour nos travailleurs, les libéraux étaient prêts à renoncer à notre avenir.

Au lieu de compter sur les Américains pour défendre nos travailleurs, est-ce que le premier ministre s'engage à améliorer le processus pour l'avenir?

[Traduction]

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, nous nous sommes entendus sur des améliorations qui, dans le nouvel ALENA, permettent de mieux protéger l'environnement et les travailleurs, d'améliorer les règles d'origine dans le secteur de l'automobile, de renforcer la protection de la propriété intellectuelle et d'obtenir un mécanisme de règlement des différends entre États plus solide. Voilà les améliorations que nous avons apportées à cet accord. Le NPD a déjà déclaré que ce nouvel ALENA est le meilleur accord possible.

D'ailleurs, les néo-démocrates présents à la réception organisée par Unifor ont souligné que cet accord est de loin supérieur à celui qui avait été signé il y a 24 ans. Ce sont les paroles de Jerry Dias, le président d'Unifor. Nous savons que cet accord est bon pour les Canadiens.

• (1435)

[Français]

L'ASSURANCE-MÉDICAMENTS

M. Jagmeet Singh (Burnaby-Sud, NPD): Monsieur le Président, ce sont juste de belles paroles sans action pour les gens. Hier, le premier ministre s'est engagé à mettre en œuvre un programme national et universel pour l'assurance-médicaments.

[Traduction]

Cependant, la réalité, c'est que les libéraux promettent un régime universel d'assurance-médicaments depuis 1997. Les Canadiens ne devraient pas avoir à attendre. Les libéraux peuvent se mettre à la tâche immédiatement.

Quel est l'échéancier? Quand les Canadiens auront-ils droit à des médicaments couverts par un régime d'assurance?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, aucun Canadien ne devrait avoir à choisir entre se nourrir ou acheter des médicaments sur ordonnance. C'est pourquoi nous avons agi sans tarder. Le gouvernement libéral en a fait plus que tout autre gouvernement en une génération pour réduire le coût des médicaments.

Il est maintenant temps de faire un pas de plus vers un régime universel d'assurance-médicaments. Nous allons donc discuter avec les provinces afin de déterminer la marche à suivre en ce qui a trait aux médicaments coûteux pour le traitement des maladies rares et à l'établissement d'une agence canadienne des médicaments, qui sera responsable d'élaborer un formulaire national. Nous prenons déjà beaucoup de mesures parce que nous croyons que les Canadiens méritent un système de santé qui profite à tout le monde.

* * *

LE COMMERCE INTERNATIONAL

L'hon. Erin O'Toole (Durham, PCC): Monsieur le Président, c'est la deuxième fois que le gouvernement libéral annonce que le nouvel ALENA est enfin bouclé. On dirait que, chaque fois que le Canada se présente à la table de négociations, il fait de nouvelles concessions. Peut-être que nous devrions ratifier cette version-ci au plus vite avant que le gouvernement ne nous refasse le coup du secteur des produits laitiers et dise oui à tout ce qu'on lui demande.

Les secteurs mexicains de l'automobile et de la production manufacturière ne cessent de prendre de l'ampleur, alors pourquoi le gouvernement a-t-il renoncé aux dispositions qui nous auraient permis de vendre plus d'aluminium là-bas?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, je comprends que c'est encore tout nouveau, mais je recommande au député d'en face de regarder de plus près ce qui a été négocié, parce qu'il s'agit d'une avancée...

Des voix: Oh, oh!

Le Président: Je sais que je commence à me faire vieux, mais le bruit est de plus en plus fort. Je devrais pouvoir entendre ce que disent les députés à partir d'ici, mais c'est très difficile. Je tenais à le signaler aux députés, au cas où ils se demanderaient pourquoi j'ai interrompu les interventions. Les députés se mettent parfois à être passablement bruyants, et j'aimerais que le premier ministre puisse répondre à la question du député de Durham.

Questions orales

Le très hon. Justin Trudeau: Monsieur le Président, le nouvel ALENA représente une avancée de taille pour les travailleurs de l'aluminium et de l'acier du Canada, car nous avons désormais la garantie que 70 % de l'acier et de l'aluminium destinés à l'industrie nord-américaine de l'automobile proviendront d'ici. Il s'agit d'un réel gage de stabilité pour les travailleurs du Canada, qui sauront ainsi à quoi s'attendre.

Nous allons continuer à tout faire pour défendre les travailleurs d'ici, comme nous le faisons depuis quatre ans.

L'hon. Erin O'Toole (Durham, PCC): Monsieur le Président, le président du comité des voies et moyens aux États-Unis a remercié le Canada de s'être plié à toutes les nouvelles modifications proposées à l'ALENA. Ces concessions font suite à celles que les libéraux ont gracieusement consenties dans le cadre de l'accord initial. Nous savons que les libéraux ont cédé devant les Américains dans le dossier de l'aluminium, ce qui aura une incidence sur des milliers de travailleurs au Québec. Les dernières concessions du premier ministre ne viennent que quelques semaines avant la fermeture de l'usine de GM à Oshawa.

Comment le premier ministre peut-il dire que le Canada ressort gagnant de l'accord lorsque des travailleurs au Québec et des travailleurs de l'automobile en Ontario en ressortiront perdants?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, les propos du député d'en face sont tout simplement erronés. L'accord améliorera la situation des travailleurs d'un bout à l'autre du Canada, surtout celle des travailleurs de l'acier et de l'aluminium. Nous avons travaillé très fort avec toutes les parties, c'est-à-dire nos homologues mexicains ainsi que les démocrates et les républicains, afin que l'ALENA soit un accord gagnant pour les trois pays. Je signale que les améliorations que nous avons réussi à apporter dans la version la plus récente de l'ALENA, la version définitive, sont nettement meilleures pour les Canadiens.

Nous défendrons toujours les travailleurs canadiens et nos accords commerciaux d'une importance capitale avec les Américains.

[Français]

M. Richard Martel (Chicoutimi—Le Fjord, PCC): Monsieur le Président, à moins d'abandonner l'ALENA, il ne peut y avoir pire entente de libre-échange que celle que le Canada vient de négocier. C'est simple: les États-Unis et le Mexique avaient un plan de match, nous autres, nous n'en avons pas. Comme le dit Jean Simard, président et chef de la direction de l'Association de l'aluminium du Canada, le Mexique est devenu la cour arrière de la Chine. Le premier ministre a laissé tomber nos travailleurs.

A-t-il des solutions pour l'industrie, afin d'exporter davantage notre aluminium saguenéen, le plus vert de la planète?

• (1440)

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, le nouvel accord de l'ALENA représente un gain pour les travailleurs de l'aluminium.

Je comprends que la préoccupation de nos collègues à la Chambre, c'est de faire des jeux politiques et de faire peur aux gens, mais la réalité, c'est que nous sommes là pour défendre les travailleurs de l'aluminium. L'accord que nous allons signer représente un gain.

Quiconque voterait contre cet accord de l'ALENA serait en train de voter contre les travailleurs en aluminium au Saguenay et ailleurs au Québec et au Canada.

[Traduction]

M. Randy Hoback (Prince Albert, PCC): Monsieur le Président, pendant que les États-Unis et le Mexique continuaient de se négocier un meilleur ALENA, le gouvernement libéral est de nouveau resté sur la touche. Les libéraux ont donc manqué une occasion d'aider les industries de l'aluminium et du bois d'œuvre. Le secteur forestier est en difficulté. Les scieries doivent fermer leurs portes. Les gens perdent leur emploi.

Pourquoi le premier ministre accepterait-il de conclure un accord qui n'apporte rien aux producteurs d'aluminium ou aux travailleurs forestiers du pays?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, avec ce nouvel ALENA, les travailleurs de l'aluminium ont beaucoup à gagner. Pour ce qui est des travailleurs forestiers, nous demeurons extrêmement préoccupés par leurs conditions difficiles. Nous allons continuer de travailler très fort auprès de nos homologues américains et des premiers ministres des provinces afin de soutenir les travailleurs forestiers canadiens et d'encourager les États-Unis à conclure un accord sur le bois d'œuvre.

[Français]

Mme Leona Alleslev (Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill, PCC): Monsieur le Président, hier, l'opposition a démontré au premier ministre qu'il n'a plus le contrôle de la Chambre. Toutefois, le premier ministre a signé le nouvel ALENA sans consulter l'opposition. Il est clair, selon les médias, que les démocrates étaient au courant et qu'ils l'ont pratiquement négocié. Les conservateurs ne l'accepteront pas automatiquement.

Quand le premier ministre acceptera-t-il qu'il a besoin de l'accord de l'opposition avant de prendre des décisions importantes?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, nous avons été très contents de gagner la confiance de la Chambre, hier, pour continuer de faire avancer notre plan pour aider les Canadiens, pour investir dans les communautés et servir les Canadiens dans tout le pays.

Nous allons toujours travailler avec nos collègues à la Chambre des communes pour bien représenter les Canadiens. Nous savons que ce nouvel ALENA va aider les travailleurs canadiens, y compris dans l'industrie de l'acier et de l'aluminium. Ils auront plus de sécurité d'emploi et plus de croissance dans leurs communautés.

[Traduction]

Mme Leona Alleslev (Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill, PCC): Monsieur le Président, non seulement le premier ministre n'a pas informé les députés canadiens au sujet du nouvel ALENA, mais il a aussi lâchement accepté les conditions imposées par nos partenaires commerciaux. Selon des démocrates de haut rang, le premier ministre a, dans ce dernier accord final, renoncé à presque toutes nos exigences.

N'est-ce pas là l'entente finale, définitive? Quand le premier ministre se rendra-t-il compte qu'ici, au Canada, il n'a pas le contrôle du Parlement et qu'il a besoin de l'appui de l'opposition avant de prendre des décisions importantes?

Questions orales

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, je suis heureux de souligner que nous avons fait des gains tout au long du processus final. Le texte final négocié entre le Canada, les États-Unis et le Mexique présente d'importants avantages pour le Canada. Nous avons obtenu d'excellents résultats pour les travailleurs canadiens, pour les entreprises canadiennes ainsi que pour l'ensemble de la population canadienne.

Nous avons hâte de débattre à la Chambre de la ratification de l'ALENA, et je suis certain que tous les parlementaires appuieront cet accord, qui est bon pour les Canadiens.

[Français]

M. Yves-François Blanchet (Beloeil—Chambly, BQ): Monsieur le Président, avant qu'il réponde la même chose encore une fois, j'invite le premier ministre à bien écouter.

L'acier doit venir de l'Amérique du Nord pour fabriquer des pièces commercialisées en Amérique du Nord. L'aluminium peut venir de n'importe où dans le monde pour fabriquer des pièces d'aluminium commercialisées en Amérique du Nord. Ce n'est pas la même protection.

Je demande au premier ministre de confirmer cette interprétation des faits tels qu'ils l'ont signé.

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, je peux dire que l'honorable député se trompe dans les détails.

Nous avons assuré la protection pour notre secteur de l'aluminium. Nous avons assuré la protection pour nos travailleurs de l'aluminium: 70 % de l'aluminium utilisé par l'industrie de l'automobile nord-américaine va devoir venir du Canada, ou plutôt de l'Amérique du Nord, dis-je. C'est une chose positive pour nos travailleurs.

• (1445)

M. Yves-François Blanchet (Beloeil—Chambly, BQ): Monsieur le Président, c'est un beau lapsus.

Il pourra venir d'à peu près n'importe où, mais manifestement pas du Canada et du Québec.

Est-ce que le premier ministre réalise qu'en s'abstenant de protéger l'aluminium pour au moins 10 ans, il invite les sociétés et les alumineries à investir ailleurs qu'au Québec?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, encore une fois, l'honorable député se trompe dans son interprétation de ce qui a été conclu hier avec les États-Unis et le Mexique.

Cet accord est un gain pour l'industrie de l'aluminium au Québec et au Canada, et nous savons que l'industrie de l'aluminium, avec des projets comme AP60 et Elysis, est réellement une industrie de l'avenir pour le Québec et pour le Canada.

Nous pouvons en être très fiers, et nous allons toujours défendre nos travailleurs et notre industrie de l'aluminium.

M. Alain Rayes (Richmond—Arthabaska, PCC): Monsieur le Président, malgré ce qu'essaie de nous répéter le premier ministre depuis le début de la période des questions orales, on a appris hier qu'un secteur important de l'économie québécoise et canadienne a payé le prix des négociations des libéraux dans le nouvel accord de l'ALENA. Il s'agit du secteur de l'aluminium, dont on parle depuis le début.

Le gouvernement libéral a refusé de se tenir debout pour ces travailleurs qui, grâce à notre hydroélectricité, fabriquent l'aluminium le plus vert au monde.

Est-ce que le premier ministre peut nous dire aujourd'hui ce qu'il compte faire afin de s'assurer que ces travailleurs de l'aluminium, partout au Québec et au Canada, sont protégés?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, laissez-moi réessayer.

Cette entente, c'est un gain pour les travailleurs de l'aluminium. Avant cette entente, il y avait une garantie de 0 % d'aluminium nord-américain dans la production d'automobiles. Maintenant, avec cet accord, on est à 70 % de contenu d'aluminium provenant d'Amérique du Nord.

C'est un gain énorme pour les travailleurs de l'aluminium, que nous allons toujours défendre.

M. Alain Rayes (Richmond—Arthabaska, PCC): Monsieur le Président, à part le premier ministre, personne ne croit la version des faits qu'il nous rapporte. Les républicains, les démocrates, les gens du secteur de l'aluminerie; tout le monde revendique le fait qu'il y a eu des pertes pour ce secteur au Québec et au Canada.

On avait déjà un discours du Trône qui ne faisait rien pour répondre aux demandes spécifiques du Québec. Le Bloc, qui l'a appuyé pour sauver le gouvernement, doit se mordre les doigts aujourd'hui.

Après les producteurs laitiers, c'est au tour des gens de l'aluminerie. Que va-t-il faire pour protéger ces travailleurs?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, le nouvel accord de l'ALENA, c'est un gain pour nos travailleurs de l'aluminium. Cela oblige les producteurs d'automobiles à utiliser au moins 70 % d'aluminium de l'Amérique du Nord. Avant ce nouvel accord, ce pourcentage était de zéro.

C'est un gain pour protéger les travailleurs de l'aluminium, au Saguenay et partout au Canada, et nous en sommes très fiers.

* * *

[Traduction]

LES RESSOURCES NATURELLES

M. Kenny Chiu (Steveston—Richmond-Est, PCC): Monsieur le Président, aujourd'hui, la guerre que les libéraux mènent contre le secteur canadien de l'énergie fait encore une autre victime. Dans ma province, la Colombie-Britannique, les médias confirment que Chevron se retire du plus important investissement du secteur privé dans l'histoire du Canada, soit le projet de Kitimat LNG, d'une valeur de 40 milliards de dollars. Cette nouvelle tombe le lendemain même d'une déclaration du ministre de l'Environnement et du Changement climatique où il a mis en doute publiquement l'avenir du gaz naturel liquéfié au Canada.

Quand le gouvernement prendra-t-il les choses au sérieux? Quand appuiera-t-il le secteur canadien de l'énergie et le gaz naturel liquéfié en Colombie-Britannique?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, nous nous sommes réjouis d'avoir attiré le plus important investissement du secteur privé dans l'histoire du Canada: 40 milliards de dollars dans le gaz naturel liquéfié au pays. Nous reconnaissons que le gaz naturel liquéfié est un élément charnière...

Questions orales

Des voix: Oh, oh!

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît. J'invite le premier ministre à terminer sa réponse.

Le très hon. Justin Trudeau: Nous reconnaissons que le gaz naturel liquéfié est un élément charnière de la transition vers une économie moins dépendante aux hydrocarbures. C'est pourquoi nous sommes heureux d'investir dans des projets de gaz naturel liquéfié et d'établir des partenariats pour favoriser la multiplication de ce type de projets à l'échelle du pays. Nous savons que c'est une étape importante pour jouir d'une économie carboneutre, comme nous le ferons en 2050.

• (1450)

M. Dan Albas (Central Okanagan—Similkameen—Nicola, PCC): Monsieur le Président, le plus important investissement du secteur privé de l'histoire du Canada est maintenant compromis, et c'est en raison des actions du gouvernement libéral. De plus, à la suite des commentaires désobligeants du ministre de l'Environnement relativement au gaz naturel liquéfié, l'avenir s'annonce maintenant incertain. À preuve, Chevron se retire du projet à Kitimat.

Nous avons besoin d'un gouvernement qui défend les emplois canadiens. Il faut modifier le projet de loi C-69 pour que les pipelines et les installations puissent être aménagés.

Le premier ministre pense-t-il, comme son ministre de premier plan de la Colombie-Britannique, que dénigrer l'énergie canadienne soit la bonne chose à faire?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, le Canada est bien placé pour devenir un acteur majeur dans l'industrie mondiale de l'énergie. Nous avons proposé des projets dans l'Ouest comme dans l'Est et nous avons mis en place des mesures solides pour attirer les investissements tout en réduisant les émissions.

Des milliers d'emplois ont été créés grâce au plus important investissement du secteur privé de l'histoire du Canada...

Des voix: Oh, oh!

Le Président: Je dois momentanément interrompre le premier ministre. J'ai du mal à entendre la réponse. Je tiens à ce que tout le monde puisse l'entendre.

Le premier ministre a la parole.

Le très hon. Justin Trudeau: Monsieur le Président, nous continuerons de prendre des mesures pour maintenir le Canada sur la bonne voie afin qu'il devienne le producteur de gaz naturel liquéfié le plus propre au monde et que ce produit parvienne aux divers marchés dans le monde.

* * *

LES AFFAIRES AUTOCHTONES

Mme Leah Gazan (Winnipeg-Centre, NPD): Monsieur le Président, des années 1950 aux années 1980, on estime à 20 000 le nombre d'enfants autochtones qui ont été arrachés à leur famille et à leur communauté dans ce qu'on a appelé la rafle des années 1960. Des agressions sexuelles et des actes de violence physique, émotionnelle, culturelle et spirituelle dans les familles adoptives ont été rapportés. Un règlement a été conclu, mais le processus d'application accumule les problèmes, et certains survivants n'ont toujours pas été informés du montant auquel ils ont droit. Les victimes ont le droit d'obtenir justice.

Le premier ministre repoussera-t-il, oui ou non, la date limite pour présenter une demande, sans que cela amène ceux qui ont déjà fait une demande à attendre plus longtemps?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, la rafle des années 1960 est un chapitre sombre et douloureux de l'histoire canadienne. Le processus du règlement amiable approuvé par le tribunal en est à l'étape du versement des montants aux survivants. Le règlement prévoit une somme de 50 millions de dollars pour l'établissement d'une fondation axée sur la guérison, la commémoration, l'éducation, les langues et la culture.

Nous savons que d'autres dossiers n'ont pas été réglés et c'est pourquoi nous travaillons à redresser les torts subis par d'autres enfants autochtones en raison de la rafle des années 1960.

M. Charlie Angus (Timmins—Baie James, NPD): Monsieur le Président, pendant sept mois, le corps de Devon Freeman, 16 ans, a été accroché à un arbre à 35 mètres du foyer de groupe d'où il avait disparu, et personne ne l'a retrouvé. Quel triste symbole pour cette nation.

Les familles des Premières Nations perdent sans cesse leurs enfants à cause de ce que le Tribunal des droits de la personne qualifie de discrimination délibérée et inconsidérée qui découle du sous-financement systémique du gouvernement actuel.

Je demande au premier ministre de cesser de tenir des propos mielleux et de rappeler les avocats qui s'acharnent contre les Autochtones. S'engagera-t-il à rencontrer Cindy Blackstock pour s'assurer que la décision du Tribunal des droits de la personne est respectée, afin que plus aucun enfant ne meure sous sa garde ou sous la nôtre?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, nous sommes tout à fait d'accord pour indemniser les enfants autochtones qui ont été lésés par les politiques gouvernementales antérieures.

Nous voulons veiller à ce que les Autochtones auxquels le système discriminatoire de protection de l'enfance a causé des torts soient indemnisés de façon à la fois juste et rapide. Nous voulons travailler avec tous les partis pour régler ce problème. Nous avons démontré l'engagement qui est le nôtre de répondre aux besoins de longue date en matière de services à l'enfance et à la famille des enfants des Premières Nations, des Inuits et des Métis.

* * *

LE COMMERCE INTERNATIONAL

M. Adam van Koevorden (Milton, Lib.): Monsieur le Président, comme il s'agit de ma première intervention à la Chambre, j'aimerais profiter de l'occasion pour vous féliciter pour vos deux victoires électorales et remercier mes concitoyens de Milton de m'avoir donné l'occasion de les représenter à la Chambre.

Les Canadiens savent combien il est important d'avoir un accès privilégié aux marchés de nos voisins. Deux millions d'emplois canadiens reposent de notre relation commerciale avec les États-Unis, notre plus important partenaire.

Le premier ministre pourrait-il faire le point sur les avantages qu'auront les derniers changements apportés au nouvel ALENA pour les travailleurs et les familles du Canada, comme mes concitoyens de Milton?

Questions orales

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais souhaiter la bienvenue à la Chambre des communes au député de Milton, une voix progressiste forte.

Hier, le Canada, les États-Unis et le Mexique se sont grandement rapprochés de la ratification du nouvel ALENA. Cet accord va permettre de maintenir des prix abordables pour les tout derniers médicaments, d'améliorer la protection des travailleurs et de l'environnement et de renforcer le mécanisme de règlement des différends entre États.

C'est un accord avantageux pour toutes les parties, un accord progressiste qui est bon pour les travailleurs, les familles de la classe moyenne et l'économie canadienne.

* * *

● (1455)

[Français]

L'EMPLOI

M. Gérard Deltell (Louis-Saint-Laurent, PCC): Monsieur le Président, ce qui n'est pas un gain pour les Canadiens, c'est la situation de l'économie actuelle. L'économie canadienne montre des signes de faiblesse. Le chômage a augmenté au cours du mois dernier; on frôle maintenant les 6 %.

Le mois dernier, 71 000 Canadiens, dont 45 000 Québécois comme le premier ministre et moi, ont perdu leur emploi.

Quel message le premier ministre peut-il adresser à ces 71 000 chefs de famille canadiens qui se cherchent un emploi aujourd'hui?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, nous reconnaissons à quel point cela est difficile pour les familles qui subissent des pertes d'emplois. C'est pourquoi nous sommes là pour les aider.

Au cours des quatre dernières années, les Canadiens ont créé plus de 1 million d'emplois, mais il reste encore plus à faire. C'est pourquoi nous allons continuer d'investir dans les familles, dans les communautés, dans nos enfants et dans nos aînés, tout en aidant à créer de la croissance économique partout au pays. C'est une priorité pour nous et nous allons continuer de travailler fort tous les jours pour aider ces Canadiens.

M. Gérard Deltell (Louis-Saint-Laurent, PCC): Monsieur le Président, ce sont des belles paroles, mais cela ne donne pas de *job* à ces 71 000 Canadiens qui ont perdu leur emploi au cours du dernier mois. Cela n'aide pas non plus la moitié des familles canadiennes qui sont chaque mois à 200 \$ d'être dans le trou.

Ni le premier ministre ni moi, ni personne ici n'a ce problème. Nous venons d'obtenir un bel emploi il y a à peine deux mois et nous ne sommes pas à 200 \$ près de l'insolvabilité, mais la moitié des familles canadiennes le sont.

Qu'est-ce que le premier ministre va leur dire, à part de belles paroles?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, la Stratégie nationale sur le logement, c'est plus que des belles paroles. L'Allocation canadienne pour enfants, c'est plus que des belles paroles. Cela aide des dizaines et des centaines de milliers de Canadiens à avoir un avenir plus solide, ainsi que les denrées et les appuis dont ils ont besoin aujourd'hui.

Nous reconnaissons qu'il reste encore beaucoup à faire, mais nous sommes sur la bonne voie. Nous allons continuer d'investir dans les familles et de les aider, de défendre nos travailleurs et de les aider. Nous allons continuer de créer de la croissance économique en travaillant main dans la main avec tous nos partenaires partout au pays.

[Traduction]

L'hon. Pierre Poilievre (Carleton, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre continue de répéter de belles paroles et de faire preuve de triomphalisme. On dirait qu'il n'a même pas remarqué que 71 000 personnes ont perdu leur emploi le mois dernier, que la moitié des Canadiens sont à moins de 200 \$ de la faillite et que les taux d'insolvabilité atteignent des sommets jamais vus depuis des décennies.

Le premier ministre va-t-il cesser de verser dans l'autocongratulation pendant un instant et s'écarter du chemin afin que les Canadiens puissent retourner au travail et améliorer leur sort?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, nous reconnaissons que, malgré les bonnes nouvelles et les chiffres enregistrés ces dernières années, beaucoup trop de Canadiens doivent encore faire face à des difficultés bien réelles. C'est pourquoi nous allons poursuivre notre stratégie de lutte contre la pauvreté. C'est aussi pourquoi nous allons continuer d'investir dans les familles et de soutenir les Canadiens qui ont besoin d'aide, notamment en bonifiant l'Allocation canadienne pour enfants dans le cas des enfants de moins de 1 an et en augmentant la Sécurité de la vieillesse pour les aînés de 75 ans et plus.

Nous savons qu'il reste encore beaucoup à faire et allons continuer à soutenir les Canadiens partout au pays, car c'est l'objectif que poursuit le gouvernement depuis toujours.

L'hon. Pierre Poilievre (Carleton, PCC): Monsieur le Président, si l'autocongratulation pouvait bâtir des économies et créer des emplois, alors nous n'aurions pas perdu 71 000 emplois le mois dernier. Le taux de chômage du Canada ne dépasserait pas la moyenne des pays du G7 ni celui des États-Unis, du Royaume-Uni, de l'Allemagne et du Japon. Des centaines de travailleurs des secteurs de l'énergie, de la foresterie et de la fabrication n'auraient pas perdu leur emploi.

Le premier ministre peut-il cesser d'être obnubilé par sa petite personne et s'enlever du chemin pour que les Canadiens puissent reprendre le travail?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, tandis que les députés d'en face font de la petite politique, nous restons concentrés sur les Canadiens.

Nous continuerons à investir dans les familles qui ont besoin d'aide. Nous continuerons à mettre en œuvre la Stratégie nationale sur le logement, qui comprend une allocation de logement transférable, qui offrira aux Canadiens davantage d'options et qui les aidera à mieux subvenir aux besoins de leur famille et à se trouver un logement. Nous continuerons à investir dans le genre de mesures qui aident concrètement les familles qui traversent une période difficile afin qu'elles puissent se reprendre et aller de l'avant.

Tandis que les partis d'en face lancent des injures et font de la petite politique, nous restons concentrés sur les familles.

• (1500)

[Français]

LE COMMERCE INTERNATIONAL

M. Mario Simard (Jonquière, BQ): Monsieur le Président, j'aimerais clarifier pour le premier ministre qu'il y a un pays en Amérique du Nord qui s'appelle le Mexique. Ce pays ne produit pas d'aluminium, mais le fait venir de la Chine. Il y a aussi une nation en Amérique du Nord qui s'appelle le Québec, lequel produit 90 % de l'aluminium de tout le Canada. Je le sais parce que cela se passe chez nous, au Saguenay—Lac-Saint-Jean.

Quand on vient me dire que cela n'aura pas de conséquences pour ma région, c'est un gros mensonge.

Le premier ministre pourrait-il nous dire pourquoi il utilise encore le Québec comme monnaie d'échange dans les accords internationaux?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, permettez-moi encore une fois d'être très clair. Le nouvel accord de l'ALENA représente un gain pour les travailleurs de l'aluminium. Il oblige les producteurs automobiles à utiliser au moins 70 % d'aluminium produit en Amérique du Nord. Avant cette nouvelle entente, ce pourcentage était de zéro.

Nous allons toujours défendre nos travailleurs de partout au pays, y compris dans le secteur de l'aluminium.

Le Président: Avant de continuer, j'aimerais rappeler aux députés qu'à la Chambre, ils doivent s'efforcer de tenir des propos qui respectent les règles parlementaires, afin d'éviter que ceux-ci soient reçus de la mauvaise manière. Ils devraient également s'abstenir d'accuser quelqu'un de faire quelque chose qui n'est pas judicieux. Je les invite à réfléchir avant de traiter quelqu'un d'un nom ou de suggérer qu'il fait quelque chose de non parlementaire. Je sais que c'est une nouvelle législature et que plusieurs personnes sont nouvelles, alors profitons de cette occasion pour apprendre ensemble.

L'honorable député de Lac-Saint-Jean a la parole.

M. Alexis Brunelle-Duceppe (Lac-Saint-Jean, BQ): Monsieur le Président, je constate que le premier ministre ne comprend pas ce qu'il signe, et cela fait peur.

Quand on parle d'aluminium, on parle surtout d'hommes et de femmes du Lac-Saint-Jean. Ce sont des pères et des mères de famille, pas des numéros dans des livres comptables. Les gens, l'industrie et les syndicats savent maintenant que l'aluminium du Québec a été sacrifié au profit de l'acier.

Plutôt que de faire croire que tout va bien, est-ce que le premier ministre est capable de penser deux minutes aux travailleurs de l'aluminium? L'inquiétude, dans ma région, elle est bien réelle.

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, je comprends l'inquiétude. J'ai eu plusieurs rencontres avec les travailleurs de l'industrie de l'aluminium au Saguenay, au Québec.

Je reconnais à quel point les innovations comme les technologies Elysis et AP60 représentent un avenir très fort pour ces travailleurs, mais je reconnais aussi qu'il est important de les rassurer quant à cette piste sur laquelle on est. C'est pourquoi je leur dis qu'on a su faire passer de 0 % à 70 % l'exigence relative à l'utilisation de l'aluminium de l'Amérique du Nord dans l'industrie automobile de l'Amérique du Nord. C'est une bonne chose pour les travailleurs de l'aluminium.

Questions orales

[Traduction]

M. Tony Baldinelli (Niagara Falls, PCC): Monsieur le Président, la semaine dernière, une dernière réunion a eu lieu sur la contestation déposée par l'Australie devant l'Organisation mondiale du commerce au sujet de l'exemption de la taxe d'accise fédérale sur les vins entièrement canadiens. Si le Canada perd sa cause, 9 000 emplois dans l'industrie vinicole canadienne seront menacés. Les Australiens ont déclaré qu'ils étaient disposés à négocier une entente. Cependant, pour une raison quelconque, cela ne s'est pas concrétisé.

Quand le premier ministre téléphonera-t-il à son homologue en Australie pour défendre l'industrie vinicole canadienne?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, j'ai discuté directement avec mes homologues australiens de la protection de l'industrie vinicole canadienne. Nous continuerons de travailler avec l'OMC et l'ensemble de nos partenaires commerciaux partout dans le monde afin de protéger les Canadiens tout en respectant la primauté du droit et le système commercial fondé sur des règles.

* * *

LES RESSOURCES NATURELLES

Mme Jag Sahota (Calgary Skyview, PCC): Monsieur le Président, c'est la première fois que je prends la parole à la Chambre. J'aimerais remercier ma famille, les bénévoles qui ont œuvré pour moi et les électeurs de Calgary Skyview qui m'ont fait confiance.

L'attaque que mène le premier ministre contre le secteur de l'énergie a eu des conséquences particulièrement sévères pour l'Alberta. Le premier ministre refuse de modifier son projet de loi C-69, qui vise à faire en sorte que plus aucun pipeline ne soit construit. Le premier ministre pense que les travailleurs de la construction ont un impact négatif sur les régions rurales. Hier, nous avons appris que le taux de chômage chez les jeunes hommes de ma province atteignait maintenant 20 %.

Est-ce là ce que le premier ministre souhaitait lorsqu'il parlait d'égalité des sexes?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, nous prenons très au sérieux la situation des travailleurs des Prairies, notamment en Alberta et en Saskatchewan. Voilà pourquoi j'ai été ravi de m'entretenir hier avec le premier ministre Kenney au sujet de diverses initiatives sur lesquelles nous pouvons collaborer pour résoudre certains problèmes auxquels sont confrontés les Albertains et les aider. Nous allons continuer à retrousser nos manches et à travailler fort pour aider les Canadiens d'un bout à l'autre du pays et créer des possibilités pour les travailleurs de l'Ouest.

Questions orales

• (1505)

LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Monsieur le Président, le gouvernement actuel a voté, il y a plus d'un an et demi, pour inscrire immédiatement le Corps des Gardiens de la révolution islamique du gouvernement iranien sur la liste des entités terroristes, ce qui n'est pas bien long à faire. Le Corps des Gardiens de la révolution islamique est un outil d'oppression généralisé. En Irak, des centaines de manifestants ont été tués parce qu'ils tentaient de résister à l'influence du régime iranien. Le gouvernement a une fois de plus manqué une occasion de défendre des gens qui revendiquent leur liberté. Au lieu de cela, il s'emploie à apaiser leurs oppresseurs.

Le gouvernement va-t-il aujourd'hui admettre qu'il n'a pas du tout l'intention d'inscrire le groupe en entier sur la liste?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, le député d'en face a parlé des manifestations en Irak. Nous condamnons vivement la violence croissante en Irak, qui a causé la mort de centaines de manifestants et qui a fait des milliers de blessés. C'est pourquoi nous exhortons toutes les parties à faire preuve de retenue et à s'abstenir d'avoir recours à la violence. Nous soutenons les Irakiens. Ils méritent la stabilité, la prospérité et la sécurité. Il faut respecter les droits de la personne, y compris le droit de manifester et le droit à la liberté d'expression. Nous continuons de suivre la situation en collaboration étroite avec nos alliés et nos partenaires et en y jouant un rôle constructif.

* * *

LA FISCALITÉ

M. Maninder Sidhu (Brampton-Est, Lib.): Monsieur le Président, puisque c'est la première fois que je prends la parole à la Chambre, je tiens à remercier ma famille ainsi que les bénévoles qui ont travaillé pour moi et les électeurs qui m'ont accordé le privilège de les représenter.

Cette semaine, le gouvernement a déposé un avis de motion de voies et moyens qui propose de baisser les impôts de la classe moyenne et de renflouer le fonds de roulement en faisant passer le montant personnel de base à 15 000 \$ d'ici 2023.

Le premier ministre pourrait-il dire à la Chambre ce que représentent ces changements pour les familles de la classe moyenne?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à féliciter le député de Brampton-Est. Je sais qu'il servira très bien ses concitoyens.

Le tout premier point à l'ordre du jour est d'alléger le fardeau fiscal de la classe moyenne et de ceux qui travaillent fort pour en faire partie. Dès 2020, ces mesures permettront de laisser plus d'argent dans les poches des Canadiens. Elles permettront également de sortir des dizaines de milliers de personnes de la pauvreté. Les familles, dont les familles monoparentales, économiseront près de 600 \$ chaque année. Nous espérons que tous les autres partis à la Chambre appuieront ces mesures.

* * *

LES TÉLÉCOMMUNICATIONS

L'hon. Michelle Rempel Garner (Calgary Nose Hill, PCC): Monsieur le Président, le fait d'avoir un plus grand nombre d'opérateurs de téléphonie mobile sans réseau au Canada ne sera pas sans conséquence. Les récentes décisions qui permettent un plus grand

nombre de ces opérateurs sont très contestées. Il s'agit d'un dossier controversé et de nombreux députés font l'objet de pressions considérables de la part des lobbys.

Étant donné l'importance de la question, j'aimerais connaître la vision du premier ministre concernant les opérateurs de téléphonie mobile sans réseau au Canada. Quelle est leur importance, selon lui? Quelle est la position de son gouvernement sur les récentes décisions auxquelles il est appelé à répondre?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, nous nous sommes engagés durant la dernière campagne électorale à réduire de 25 % les prix des services de téléphonie cellulaire au Canada. Nous allons le faire en collaborant avec l'industrie. Si elle ne réduit pas les prix, nous prendrons d'importantes mesures pour renforcer la concurrence, afin que l'industrie offre de meilleures options et possibilités aux Canadiens. Nous avons fait cette promesse, qui fera économiser des milliers de dollars aux familles canadiennes. Nous savons que la baisse des prix de la téléphonie cellulaire est une question prioritaire pour les Canadiens dont nous devons nous occuper.

* * *

L'AGRICULTURE ET L'AGROALIMENTAIRE

M. John Barlow (Foothills, PCC): Monsieur le Président, les éleveurs canadiens tentent de se relever de la crise de l'encéphalopathie spongiforme bovine depuis des dizaines d'années. Or, le gouvernement libéral leur a fait perdre du terrain de manière incroyable en ratant l'échéance pour soumettre une demande de statut de risque négligeable à l'Organisation mondiale de la santé animale. Les agriculteurs de l'Ontario, qui manquent de capacités de transformation et qui ne sont pas en mesure de vendre leurs bovins gras aux États-Unis, souffrent donc des conséquences de cet échec des libéraux.

Le premier ministre peut-il expliquer aux agriculteurs canadiens pourquoi il n'a pas réussi à soumettre une demande de statut de risque négligeable pour l'ESB à l'Organisation mondiale de la santé animale?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, nous allons continuer d'appuyer les producteurs agricoles canadiens, y compris les éleveurs de bovins et de porcs. Nous sommes heureux d'avoir réussi à rétablir l'accès au marché chinois au bout d'un certain temps. Nous allons continuer de montrer que nous appliquons des mesures de protection de calibre mondial à nos processus agricoles afin que le monde entier sache que les produits canadiens sont de première qualité, que ce sont les meilleurs du monde et qu'il faudrait faciliter l'accès à ces produits partout dans le monde.

* * *

LA JUSTICE

L'hon. Rob Moore (Fundy Royal, PCC): Monsieur le Président, les nouvelles règles de sélection des jurés mises en place par le gouvernement actuel ont déjà été déclarées inconstitutionnelles en Ontario. De plus, les tribunaux sont divisés sur la question de savoir s'il y a lieu d'appliquer ces modifications de manière prospective ou rétroactive. Cette confusion, créée uniquement par des mesures législatives libérales très mal conçues, pourrait avoir pour effet d'invalider plus de 30 verdicts de culpabilité, y compris dans un procès pour meurtre.

Comment le premier ministre compte-t-il corriger son erreur dans le but d'éviter que des meurtriers puissent se retrouver en liberté?

• (1510)

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, la confiance des Canadiens envers notre système judiciaire doit continuellement être renforcée. C'est pourquoi nous cherchons constamment des moyens d'améliorer l'administration de la justice et l'équité de notre système judiciaire partout au pays. Nous allons continuer de collaborer avec des experts, ainsi qu'avec nos partenaires. Je félicite le procureur général du Canada, qui a le mandat exceptionnel de veiller quotidiennement à l'amélioration de notre système de gouvernance et des mécanismes de surveillance judiciaire, et ce, dans l'intérêt des Canadiens.

* * *

[Français]

L'INFRASTRUCTURE

Mme Élisabeth Brière (Sherbrooke, Lib.): Monsieur le Président, les Canadiens ont clairement indiqué aux dernières élections qu'ils voulaient que leur gouvernement fédéral prenne des mesures pour lutter contre les changements climatiques. Ils ont clairement indiqué que nous devons non seulement mettre un prix sur la pollution, mais aussi investir dans des projets d'infrastructure qui nous aident à combattre et à atténuer les effets du changement climatique.

Est-ce que le premier ministre pourrait faire le point à la Chambre sur les investissements du gouvernement dans les infrastructures vertes à ce jour et dans les années à venir?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, je remercie la députée de Sherbrooke de sa question et je la félicite d'avoir remporté son siège.

L'infrastructure verte est indispensable pour bâtir un avenir durable pour notre pays. Nous avons alloué 30 milliards de dollars expressément à l'infrastructure verte. Partout au pays, des projets ont été approuvés, y compris des projets pour atténuer les inondations. Nous savons que nous devons en faire plus. Au cours des prochaines années, nous allons investir dans l'avenir de notre pays à l'aide de projets visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et bâtir des communautés plus résilientes et durables.

* * *

[Traduction]

LES RESSOURCES NATURELLES

M. Richard Cannings (Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest, NPd): Monsieur le Président, le gouvernement libéral a payé 4,5 milliards de dollars pour un vieux pipeline. Les libéraux avaient soutenu que cette transaction leur rapporterait de l'argent. Toutefois, le Bureau du directeur parlementaire du budget a signalé aujourd'hui que l'exploitation du pipeline fait perdre de l'argent au Canada, tout en accordant des milliards de dollars en allègements aux sociétés pétrolières. L'économiste Robyn Allan a montré que les droits de péage que le Canada impose sur le pipeline ne couvrent que les tiers de son coût réel.

Au lieu de donner des milliards de dollars de subventions aux sociétés pétrolières, pourquoi les libéraux ne se servent-ils pas de cet argent maintenant pour investir dans une économie à faibles émissions de carbone?

Hommage

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, nous reconnaissons à quel point il est important d'acheminer nos ressources vers des marchés autres que les États-Unis. Le gouvernement conservateur n'a pas réussi à le faire durant sa décennie au pouvoir. Pour y parvenir, nous avons décidé d'aller de l'avant pour ce qui est du projet d'expansion Trans Mountain.

Parallèlement, nous sommes conscients de la grande importance d'investir dans des énergies renouvelables et dans un avenir plus propre pour tous. C'est pourquoi tous les profits tirés du projet d'expansion Trans Mountain seront investis dans des solutions axées sur la nature et des nouvelles technologies qui permettront de continuer à stimuler la croissance économique canadienne et de créer des emplois à long terme, d'un bout à l'autre du pays.

Le Président: Il y a eu des discussions entre les représentants des partis, et je crois comprendre que nous rendrons maintenant hommage à notre regretté collègue Deepak Obhrai.

Je donne maintenant la parole au député de Lanark—Frontenac—Kingston.

* * *

L'HONORABLE DEEPAK OBHRAI

M. Scott Reid (Lanark—Frontenac—Kingston, PCC): Monsieur le Président, la Chambre des communes peut parfois être une arène où les échanges sont durs et sans pitié, et la 42^e législature s'est révélée particulièrement cruelle à cet égard. Entre les élections de 2015 et l'ajournement de la Chambre, il y a six mois, nous avons perdu plusieurs collègues. Je songe notamment à Jim Hillyer qui avait à peine 41 ans lorsqu'il est décédé dans son bureau de la Colonne parlementaire en mars 2016.

[Français]

Mauril Bélanger, dont le rêve d'être Président de la Chambre a été détruit par la SLA, la maladie de Lou Gehrig, nous a été enlevé le 16 août 2016.

[Traduction]

Arnold Chan, qui avait devant lui une carrière prometteuse, a été emporté par le cancer en septembre 2017. Quant à Gord Brown, il a été fauché par une crise cardiaque foudroyante en mai 2018. Mark Warawa est pour sa part décédé quelques jours avant l'ajournement de la Chambre en juin dernier.

Au moment de l'ajournement, il restait encore un pilier du Parti conservateur qui semblait éternel. En juin, Deepak Obhrai, député de Calgary Forest Lawn et doyen du caucus conservateur, semblait aussi en forme que dans les années précédentes. Il prévoyait briguer de nouveau les suffrages pour obtenir un huitième mandat de ses électeurs.

Or, quelques jours après la dernière séance de la 42^e législature, Deepak a été informé pas son médecin qu'il était atteint d'un cancer du foie en phase terminale. Quelques semaines plus tard, il nous avait quittés. Deepak n'a pas reçu l'hommage que nous rendons aux camarades disparus alors qu'ils sont encore en fonction.

Hommage

À titre d'information pour nos nouveaux collègues à la Chambre qui n'ont jamais assisté à ces hommages posthumes, je signale qu'on place sur le pupitre du député décédé un bouquet de fleurs blanches, un verre d'eau salé et un citron qui symbolisent respectivement les larmes et l'amertume que suscite un décès prématuré. Le fait que les dirigeants de tous les partis à la Chambre nous accordent aujourd'hui le temps de rendre hommage à Deepak Obrai témoigne de l'humanité profonde qui les anime.

Deepak avait une personnalité très forte et personne ne pouvait oublier sa première rencontre avec lui, pas plus que sa remarquable collection de foulards. Au bénéfice des nouveaux députés, je vais résumer la vie extraordinaire de Deepak Obhrai.

Il est né en Afrique, dans ce qui était alors la colonie britannique du Tanganyika, le 5 juillet 1950. Il a fait ses études en Inde et en Angleterre pour devenir contrôleur aérien puis comptable. À 27 ans, Deepak a émigré au Canada, pour finalement s'établir à Calgary où il est devenu un entrepreneur prospère.

Après avoir touché à la politique municipale et provinciale, il a été élu député fédéral de Calgary-Est en 1997. Deepak a été député pendant plus de la moitié du temps qu'il a vécu au Canada. Rares sont les pays où une telle chose est possible.

Deepak était un pionnier. Il a été le premier député fédéral d'origine hindoue et a fait partie de la première génération de députés d'origine indo-canadienne. Aujourd'hui, de nombreux Canadiens originaires d'Asie du Sud, qu'ils soient de première génération ou nés au Canada, et représentant diverses religions, sont députés à la Chambre pour différents partis politiques.

Deepak a occupé beaucoup trop de postes pour tous les énumérer ici. Pendant presque 10 ans, il a été secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères, parcourant la planète au nom du Canada. Ayant vécu sur trois continents avant de s'établir au Canada, il apportait un point de vue particulièrement cosmopolite à son poste. Le fait qu'il parlait trois langues en plus de l'anglais n'était pas étranger à cela.

• (1515)

[*Français*]

Malheureusement, le français ne faisait pas partie de ces trois langues, malgré les efforts héroïques de Deepak.

[*Traduction*]

C'était un puits sans fond de citations exquises. La plupart étaient tout sauf politiquement correctes, et il est probablement préférable qu'elles ne soient pas citées à la Chambre des communes par un homme blanc, mais je peux revenir sur une de ses réparties les plus connues.

Deepak est connu pour avoir conseillé au gouvernement de se réveiller en lui disant qu'il était « temps de s'ouvrir les yeux ». Maintenant qu'il est parti, je ne pourrai jamais lui demander ce qu'il fallait voir, mais j'ai une théorie.

Peut-être que ce qu'il faut voir, ou plutôt réaliser, c'est que nous sommes ici un jour et partis le lendemain. Peut-être que la réalité, c'est que notre séjour ici, que ce soit au Parlement ou sur Terre, passe en un clin d'œil. Peut-être que la réalité, c'est que, même si nous ne pourrions pas tous avoir une carrière parlementaire aussi longue et illustre que celle de Deepak, nous pouvons tous aspirer à apporter une contribution aussi importante que la sienne.

Écoutons les conseils de Deepak, ouvrons les yeux et réalisons que seul le moment présent compte. À l'instar de notre cher collègue, travaillons dès aujourd'hui et chaque jour par la suite à rendre le Parlement et le monde meilleurs.

M. Robert Oliphant (Don Valley-Ouest, Lib.): Monsieur le Président, je suis honoré et je me sens très privilégié de prendre la parole aujourd'hui à la Chambre au nom de mes collègues du caucus libéral afin de rendre hommage à Deepak Obhrai.

Son décès, survenu soudainement le 2 août, m'a scié les jambes. Je crois que la nouvelle a eu le même effet pour tous ceux qui ont siégé à ses côtés à la Chambre. J'offre nos plus profondes condoléances, à ses proches, en particulier aux membres du caucus conservateur, qui ont été profondément affligés par cette perte. Cependant, ils ne sont pas les seuls à pleurer sa perte. M. Obhrai était pour nous tous un estimé collègue et un ami cher.

J'ai tenu ma dernière conversation avec M. Obhrai à peine quatre semaines avant son décès prématuré. Comme on peut s'y attendre, c'était au gala annuel de remise du Global Indian Award de la fondation Canada-Inde. Ce soir-là, M. Obhrai est entré dans la salle avec une humilité profonde et authentique tout en dégagant un magnétisme irrésistible. Il portait son écharpe si caractéristique. Il s'est montré aussi chaleureux avec ses amis qu'avec les inconnus et il a régaler tout le monde de son sens de l'humour, sans manquer de lancer quelques flèches à mon endroit et à celui l'autre libéral qui était présent.

Nous étions là pour rendre hommage à l'ancien premier ministre Stephen Harper. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que peu de députés de ce côté-ci de la Chambre aient assisté à l'événement. Ce soir-là, M. Obhrai était très heureux que M. Harper reçoive un prix. Je me suis toutefois empressé de lui dire que les honneurs décernés par la fondation Canada-Inde lui revenaient tout autant qu'à l'ancien premier ministre étant donné l'attention qu'il ne manquait jamais de porter à tout ce qui touchait l'Inde et les Canadiens d'origine indienne.

M. Obhrai était un internationaliste. Il était contrôleur aérien de profession, mais rien ne semblait le rendre plus heureux que de sauter dans un avion pour représenter le Canada et le gouvernement dans pratiquement tous les pays du monde. Il avait de fortes habiletés diplomatiques et il se passionnait pour les droits de la personne. Il se souciait grandement des pauvres de ce monde et de ceux qui avaient besoin de l'aide canadienne au développement. Son engagement était authentique, constant et profond.

Quel parcours! Né au Tanganyika, qui est aujourd'hui la Tanzanie, il a fait ses études en Inde et au Royaume-Uni pour ensuite s'installer pour de bon à Calgary, en Alberta, au Canada.

Le député d'Ottawa-Sud me disait aujourd'hui qu'en plus d'être un grand citoyen du monde, Deepak était aussi — et surtout — un grand Canadien et que c'est dans sa reconnaissance envers son pays et son amour pour lui qu'il trouvait l'énergie pour s'acquitter de ses fonctions parlementaires.

Doyen du caucus conservateur au moment de sa mort, Deepak aimait son parti parce qu'il lui avait permis, à lui, le nouvel arrivant, de connaître le succès et de rappeler à tous ses concitoyens l'incroyable richesse que représentent les immigrants et les réfugiés pour notre pays. Deepak était un ardent défenseur de l'ouverture à l'autre et un grand pourfendeur de la discrimination, et il était animé d'une générosité sans borne ainsi que d'un profond sens de la justice.

Quand j'ai été nommé secrétaire parlementaire de la ministre des Affaires étrangères, c'est vers lui que je me suis tourné pour avoir des conseils, et il en avait beaucoup à me donner. Personne n'a occupé ce poste aussi longtemps que lui, et il n'hésitait pas à faire profiter les autres de son expérience. Il aimait me raconter toutes sortes d'anecdotes liées à ses voyages et à ses rencontres avec des dirigeants étrangers, non pas pour se mettre en valeur, mais pour le simple plaisir de me divertir. Deepak adorait me taquiner, pour ne pas dire me tourmenter, et il prenait un malin plaisir à afficher une partisanerie opiniâtre, certes, mais jamais immodérée.

Le député de Scarborough—Guildwood m'a rappelé ce matin que Deepak était loin de fuir les médias et qu'il se plaisait même à se faire appeler « Deepak de CPAC ».

Il a connu bien des premières dans sa vie. Il était fier d'être le premier hindou élu au Parlement canadien. Il était fier de ses origines africaines et indiennes. Il était fier de ses nombreuses victoires électorales et de devenir doyen de son caucus. Il était fier de devenir membre du Conseil privé de la Reine.

Mais ce dont il était le plus fier, je crois, c'est d'être le porte-parole des nouveaux arrivants au Canada et de les encourager à suivre ses traces et à prendre la place qui leur revient parmi les dirigeants, dans la collectivité, dans le monde des affaires, au Parlement, au sein des professions libérales et au gouvernement.

Deepak, tu t'es lié d'amitié avec moi en tant que nouveau député, porte-parole de l'opposition en matière de multiculturalisme, président novice de comité et secrétaire parlementaire néophyte. Beaucoup de députés de cette assemblée ont eu le privilège de t'avoir comme ami.

• (1520)

Aujourd'hui, nous nous souvenons tous de toi avec tendresse. Nous nous engageons à maintenir la passion qui était la tienne pour la justice, les droits de la personne et l'inclusion. Nous remercions tout particulièrement ton épouse bien-aimée, Neena, tes fiers enfants Priti, Kaajal et Amman, et tes adorables petits-enfants Davin Jacob et Evasha. Ils t'ont partagé avec les gens de Calgary, Calgary-Est, Calgary Forest Lawn, les Canadiens et les gens du monde entier, et t'ont permis de consacrer tes talents à faire de ce monde un meilleur endroit où vivre.

Merci, Deepak.

• (1525)

[Français]

M. Louis Plamondon (Bécancour—Nicolet—Saurel, BQ): Monsieur le Président, nous rendons aujourd'hui hommage à la mémoire de Deepak Obhrai. Son décès, survenu au cours de l'été, a laissé tous les parlementaires sous le choc.

M. Obhrai a servi, pendant 22 ans, les citoyens et les citoyennes de Calgary Forest Lawn. Travailler pendant 22 ans en politique fédérale, cela implique une volonté sincère de servir ses citoyens, un amour de sa communauté et une grande disponibilité. C'est aussi beaucoup de sacrifices, et encore plus de la part de sa famille. Souvent, les familles acceptent de prêter leur proche à leur nation, sans savoir si ce temps consacré au bien commun pourra un jour être rattrapé.

M. Obhrai est très connu pour son sens de l'humour et pour ses valeurs d'inclusion. Je garde de lui d'excellents souvenirs, principalement des souvenirs de comités durant les années 2000. Il était

Hommage

toujours bien préparé et respectueux. De plus, il était un excellent communicateur.

Il y a deux ou trois ans, il m'a dit, à la blague, que je devrais prendre ma retraite lors de la prochaine élection, parce qu'il était tanné d'être le doyen des conservateurs et qu'il voulait être le doyen de la Chambre des communes. Quand il me rencontrait, il me taquinait au sujet du fait que je suis le doyen de la Chambre.

Son parcours d'immigrant tanzanien, dans la vingtaine, jusqu'au statut de doyen d'un grand parti fédéral ne peut qu'être une inspiration pour les plus jeunes générations. Il s'est éteint à l'âge de 69 ans, victime d'un cancer qui l'a emporté en quelques semaines à peine. Son départ nous rappelle que nous avons tant à faire pour lutter contre cette horrible maladie qui, encore une fois, nous prend un collègue dévoué, un père, un grand-père et un époux.

Au nom des députés du Bloc québécois, je tiens à offrir mes sincères condoléances à sa famille, à ses proches et à ses collègues du Parti conservateur. Le grand auteur français Alexandre Dumas a dit un jour que les gens que nous avons aimés ne seront plus jamais où ils étaient, mais ils seront partout où nous sommes.

[Traduction]

M. Brian Masse (Windsor-Ouest, NPD): Monsieur le Président, c'est un honneur pour moi, en tant que doyen du caucus néo-démocrate, de prendre la parole à la Chambre pour rendre hommage au regretté doyen du caucus conservateur.

Je sais que Deepak avait l'intention de se présenter aux élections et avait hâte de faire campagne, espérant revenir à la Chambre cet automne. Nous avons tous été bouleversés par sa maladie et son décès subits. Je tiens à offrir nos plus sincères condoléances à sa famille, à ses amis, à ses collègues et aux gens de Calgary.

Comme en témoignent les hommages qui lui ont été rendus à la Chambre, nous avons perdu un collègue remarquable. Il a réalisé de grandes choses.

Deepak Obhrai a servi la Chambre des communes avec distinction pendant 22 ans. Il a été élu 7 fois, ce qui fait de lui le député d'origine sud-asiatique ayant siégé le plus longtemps. Il a occupé les postes de secrétaire parlementaire dans les domaines des affaires étrangères, de la coopération internationale et des droits internationaux de la personne. Il a représenté le Canada sur la scène internationale avec compétence. Les néo-démocrates n'avaient peut-être pas la même vision du monde que Deepak, mais, comme tout le monde ici, nous le respectons et respectons le travail qu'il faisait pour le Canada.

Après avoir été nommé au Conseil privé de la Reine par l'ancien premier ministre Stephen Harper, Deepak était très fier de porter le titre « l'honorable » et ne se privait pas de le rappeler à ses collègues, surtout durant les discussions qui se tenaient dans les corridors du Parlement.

L'histoire de Deepak ne se résume pas simplement au travail d'un Canadien au service de son pays. C'est aussi l'histoire d'un Canadien persévérant, qui a dû faire face au racisme dans toutes les facettes de sa vie, y compris sur les plans professionnel et politique. En fait, Deepak s'était présenté à la course à la direction du Parti conservateur parce que, pour lui, il était important de faire comprendre aux Canadiens que chaque citoyen, peu importe son origine ethnique, devrait avoir autant de chances que les autres de participer à tous les aspects du processus politique canadien.

Affaires courantes

Les médias qui ont suivi la campagne de Deepak ont qualifié celui-ci d'oncle rigolo, qui ne cesse de voler la vedette aux autres, et de personne charmante.

Nous sommes chanceux qu'il ait vécu assez longtemps pour voir un Canadien racialisé être élu à la tête de l'un des principaux partis politiques fédéraux. Deepak était rarement d'accord avec le NPD, mais il était conscient de l'importance d'une Chambre des communes diversifiée, où tous les députés sont respectés.

Les foudrards qui étaient sa marque de commerce vont nous manquer. Le mot « Deepackage » est inscrit sur celle que je porte aujourd'hui. Je la porte avec humilité et fierté, en hommage à un homme qui a toujours fait preuve d'un énorme respect envers ses collègues de la Chambre. Son humour et son rire vont nous manquer.

Le Parlement et l'ensemble du Canada ont perdu leur « oncle rigolo », mais celui-ci a su être notre mentor avant de s'éteindre.

• (1530)

Le Président: J'invite les députés à se lever pour observer un moment de silence en l'honneur de notre regretté collègue, Deepak Obhrai.

[*La Chambre observe un moment de silence.*]

AFFAIRES COURANTES

[*Français*]

LOI DE CRÉDITS N^o 3 POUR 2019-2020

L'hon. Jean-Yves Duclos (au nom du ministre de la Justice): Monsieur le Président, conformément à l'article 32(2) du Règlement, j'ai l'honneur de déposer, au nom du ministre de la Justice, l'énoncé concernant la charte portant sur le projet de loi C-2, Loi portant octroi à Sa Majesté de crédits pour l'administration publique fédérale pendant l'exercice se terminant le 31 mars 2020, dans les deux langues officielles.

* * *

[*Traduction*]

LES DÉLÉGATIONS INTERPARLEMENTAIRES

M. Darren Fisher (Dartmouth—Cole Harbour, Lib.): Monsieur le Président, conformément à l'article 34(1) du Règlement, j'ai l'honneur de présenter à la Chambre, dans les deux langues officielles, cinq rapports de la délégation canadienne de l'Association parlementaire canadienne de l'OTAN: le rapport concernant sa participation à la réunion de la Commission de la défense et de la sécurité, tenue à Hawaï, aux États-Unis, du 19 au 21 mars; le rapport concernant sa participation à la Session du printemps 2019, tenue à Bratislava, en Slovaquie, du 31 mai au 3 juin; le rapport concernant sa participation à la réunion de la Sous-commission sur l'avenir de la sécurité et des capacités de défense, tenue à Pékin et à Shanghai, en Chine, du 10 au 14 juin; le rapport concernant sa participation à la réunion conjointe du Conseil interparlementaire Ukraine-OTAN, de la Sous-commission sur les partenariats de l'OTAN et des membres de la Commission sur la dimension civile de la sécurité, tenue à Lviv, en Ukraine, les 24 et 25 juin; et le rapport concernant sa participation à la 65^e Session annuelle, tenue à Londres, au Royaume-Uni, du 11 au 14 octobre.

L'hon. Hedy Fry (Vancouver-Centre, Lib.): Monsieur le Président, conformément à l'article 34(1) du Règlement, j'ai l'honneur

de présenter à la Chambre, dans les deux langues officielles, cinq rapports de la délégation canadienne à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe: le rapport concernant sa participation à la 18^e réunion d'hiver de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE, tenue à Vienne, en Autriche, les 21 et 22 février; le rapport concernant sa participation à la mission d'observation de l'élection présidentielle de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE, menée à Kiev, en Ukraine, le 31 mars; le rapport concernant sa participation à la mission d'observation de deuxième tour de l'élection présidentielle, menée à Kiev, en Ukraine, le 21 avril; le rapport concernant sa participation à la 28^e Session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE, tenue à Luxembourg, dans le Grand-Duché de Luxembourg, du 4 au 8 juillet; le rapport concernant sa participation à la mission d'observation des élections parlementaires de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE, menée à Kiev, en Ukraine, le 21 juillet.

• (1535)

Mme Julie Dzerowicz (Davenport, Lib.): Monsieur le Président, conformément à l'article 34(1) du Règlement, j'ai l'honneur de présenter à la Chambre, dans les deux langues officielles, le rapport de la Section canadienne de ParlAmericas concernant sa participation à la 11^e rencontre du Réseau pour l'égalité des genres de ParlAmericas et à la 48^e réunion du conseil d'administration de ParlAmericas, tenues à Mexico, au Mexique, du 18 au 20 juin.

M. Terry Sheehan (Sault Ste. Marie, Lib.): Monsieur le Président, je vous félicite de votre récente victoire. Puisque j'ai la parole, j'aimerais également remercier les bons gens de Sault Ste. Marie de m'avoir élu de nouveau à la Chambre. C'est un grand honneur et un privilège.

Conformément à l'article 34(1) du Règlement, j'ai l'honneur de présenter à la Chambre, dans les deux langues officielles, le rapport de l'Association législative Canada-Chine et du Groupe interparlementaire Canada-Japon concernant leur participation à la 40^e assemblée générale de l'Assemblée interparlementaire de l'ANASE, qui a eu lieu à Bangkok, en Thaïlande, du 25 au 30 août.

* * *

LES COMITÉS DE LA CHAMBRE

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.) Monsieur le Président, j'aurais deux motions à présenter.

Il y a eu consultations entre les partis et vous constaterez qu'il y a consentement unanime pour adopter la motion suivante:

Que,

a. pour la durée de la 43^e législature, le Règlement soit modifié:

1. par substitution, à l'article 104(1), aux mots « 10 députés » des mots « 12 députés ».

2. par substitution, à l'article 104(2), de ce qui suit:

104(2) Les comités permanents, qui sous réserve du paragraphe (1) du présent article, comprennent le nombre de députés précisé ci-dessous, et pour lesquels on dressera une liste de membres, sont les suivants:

a) le comité de l'accès à l'information, de la protection des renseignements personnels et de l'éthique (11 membres);

b) le comité de l'agriculture et de l'agroalimentaire (12 membres);

c) le comité du patrimoine canadien (12 membres);

d) le comité de la citoyenneté et de l'immigration (12 membres);

e) le comité de l'environnement et du développement durable (12 membres);

f) le comité des finances (12 membres);

g) le comité des pêches et des océans (12 membres);

- h) le comité des affaires étrangères et du développement international (12 membres);
- i) le comité des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires (11 membres);
- j) le comité de la santé (12 membres);
- k) le comité des ressources humaines, du développement des compétences, du développement social et de la condition des personnes handicapées (12 membres);
- l) le comité des affaires autochtones et du Nord (12 membres);
- m) le comité de l'industrie, des sciences et de la technologie (12 membres);
- n) le comité du commerce international (12 membres);
- o) le comité de la justice et des droits de la personne (12 membres);
- p) le comité de la défense nationale (12 membres);
- q) le comité des ressources naturelles (12 membres);
- r) le comité des langues officielles (12 membres);
- s) le comité de la procédure et des affaires de la Chambre (12 membres);
- t) le comité des comptes publics (11 membres);
- u) le comité de la sécurité publique et nationale (12 membres);
- v) le comité de la condition féminine (11 membres);
- w) le comité des transports, de l'infrastructure et des collectivités (12 membres);
- x) le comité des anciens combattants (12 membres).

3. les articles 104(5), 104(6b), 114(2)e) et 114(2)f) du Règlement soient suspendus;

4. l'article 108(1c) soit modifié par adjonction, après le mot « sous-comités », de ce qui suit: « composés de députés de tous les partis reconnus, »;

b. le greffier de la Chambre soit autorisé à apporter les remaniements de textes et modifications corrélatives nécessaires au Règlement, y compris aux notes marginales.

● (1540)

Le Président: L'honorable député a-t-il le consentement unanime de la Chambre afin de proposer la motion?

Des voix: D'accord.

Le Président: La Chambre a entendu la motion, lui plaît-il de l'adopter?

Des voix: D'accord.

(La motion est adoptée.)

PROCÉDURE ET AFFAIRES DE LA CHAMBRE

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.) Monsieur le Président, encore une fois, vous constaterez qu'il y a consentement unanime à l'égard de la motion suivante:

Que le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre soit constitué afin de dresser et présenter une liste de députés qui doivent faire partie des comités permanents et mixtes permanents de la Chambre, et que ce Comité se compose de Ruby Sahota, Kevin Lamoureux, Ginette Petitpas Taylor, Kirsty Duncan, Churence Rogers, Mark Gerretsen, John Brassard, Blake Richards, Eric Duncan, Corey Tochor, Alain Therrien, et Rachel Blaney.

Le Président: L'honorable député a-t-il le consentement unanime de la Chambre afin de proposer la motion?

Des voix: D'accord.

Le Président: La Chambre a entendu la motion. Plaît-il à la Chambre de l'adopter?

Des voix: D'accord.

(La motion est adoptée.)

Affaires courantes

LES SERVICES DE BIEN-ÊTRE AUX ENFANTS DES PREMIÈRES NATIONS

M. Charlie Angus (Timmins—Baie James, NPD) Monsieur le Président, permettez-moi d'abord de vous féliciter d'avoir été élu au poste important de Président en tant que représentant de la merveilleuse région du Nord de l'Ontario et de la circonscription voisine de la mienne. Je vous souhaite la bienvenue dans votre nouveau fauteuil.

Je crois que vous constaterez qu'il y a consentement unanime à l'égard de la motion suivante:

Que la Chambre demande au gouvernement de respecter la décision historique du Tribunal canadien des droits de la personne ordonnant de mettre fin à la discrimination envers les enfants des Premières Nations, notamment:

a) en se conformant entièrement à l'ensemble des ordonnances faites par le Tribunal canadien des droits de la personne et en veillant à ce que les enfants et les membres de leur famille n'aient pas à rendre témoignage de leurs traumatismes devant les tribunaux;

b) en mettant en œuvre, pour les années à venir, un plan de financement prescrit par la loi qui mettra fin aux insuffisances systémiques des services de bien-être aux enfants des Premières Nations.

Le Président: Le député a-t-il le consentement unanime de la Chambre pour présenter la motion?

Des voix: D'accord.

Le Président: La Chambre a entendu la motion. Plaît-il à la Chambre de l'adopter?

Des voix: D'accord.

(La motion est adoptée.)

* * *

PÉTITIONS

L'IRAK

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Monsieur le Président, j'ai deux pétitions à présenter aujourd'hui. Les deux portent sur la situation en Irak, où des gens manifestent pacifiquement dans les rues pour que l'on mette fin à la corruption, au sectarisme et à l'ingérence étrangère. Ils veulent un Irak fort, pacifique et pluraliste. La réponse à leurs revendications a été d'une violence terrible.

La première pétition vise à exhorter la Chambre des communes et le gouvernement à condamner vivement l'usage de la violence contre les manifestants et à demander au gouvernement du Canada d'exercer des pressions sur le gouvernement de l'Irak afin qu'on fasse enquête sur cette violence et qu'on y mette un terme en traduisant les responsables en justice.

La deuxième pétition vise à exhorter le gouvernement et la Chambre à collaborer avec le gouvernement irakien en vue de promouvoir le pluralisme et l'unité nationale. Les pétitionnaires demandent aussi au gouvernement du Canada d'imposer des sanctions Magnitski à ceux qui ont commis de graves violations des droits de la personne en Irak.

C'est un dossier crucial en matière de droits de la personne, et il me tarde de lire la réponse du gouvernement à ces pétitions.

*L'Adresse***QUESTIONS AU FEUILLETON**

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je demande que toutes les questions restent au Feuilleton.

Le Président: D'accord?

Des voix: D'accord.

* * *

DEMANDES DE DOCUMENTS

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je demande que toutes les motions portant production de documents soient reportées.

• (1545)

Le Président: D'accord?

Des voix: D'accord.

* * *

DEMANDE DE DÉBAT D'URGENCE

L'INDUSTRIE DU BOIS D'OEUVRE

Mme Cathy McLeod (Kamloops—Thompson—Cariboo, PCC): Monsieur le Président, conformément à l'article 52 du Règlement, j'interviens aujourd'hui pour demander à la Chambre d'autoriser la tenue d'un débat d'urgence sur une question importante.

Les députés le savent, l'industrie du bois d'oeuvre en Colombie-Britannique est en crise. Partout dans ma province, des collectivités sont ébranlées par les fermetures de scieries et les licenciements qui ont eu lieu au cours des derniers mois. Au moins 20 usines ont fermé ou réduit leur production, laissant des milliers de personnes dans les 27 collectivités de la Colombie-Britannique sans emploi. Nous croyons par ailleurs comprendre que de nouveaux licenciements sont prévus avant les vacances de Noël.

Ainsi que l'a indiqué le *Financial Post*, le Conseil des industries forestières est « la pierre angulaire de l'économie de la Colombie-Britannique depuis plus de 100 ans et le bien-être de 140 collectivités est étroitement lié à la bonne santé de ce secteur. » Selon le Conseil, l'industrie forestière représente 140 000 emplois et génère environ quatre milliards de revenus par an pour la province.

En dépit de la crise, le Canada n'a toujours pas signé d'accord sur le bois d'oeuvre avec les États-Unis, et les entreprises canadiennes sont touchées par des droits de douane dévastateurs. L'industrie du bois d'oeuvre est par ailleurs aussi absente de la version révisée de l'AEUMC signée mardi, et son avenir continue d'être incertain.

Le 6 décembre 2019, la vice-première ministre du Canada a dit à la Chambre des communes que le gouvernement fédéral a soumis la question de l'augmentation des droits de douane à l'Organisation mondiale du commerce. Or, hier, nous avons appris que l'avenir de l'organe d'appel de l'OMC est gravement menacé parce que les États-Unis persistent à bloquer les nouvelles nominations et qu'il n'y a plus quorum.

Je suis sûre que les députés s'entendent pour dire que la crise du bois d'oeuvre est un enjeu important à la Chambre cet hiver. C'est la principale priorité des travailleurs touchés, de leur famille et de leur collectivité. Pourtant, nous n'avons pas eu la possibilité de débattre des mesures prises par le gouvernement du Canada. Aucun plan

d'action clair n'est présenté à la Chambre pour appuyer les travailleurs, les collectivités et l'industrie.

Monsieur le Président, j'aimerais que vous vous penchiez sur cette question, surtout à l'approche du congé de Noël. J'espère que vous accepterez cette demande.

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

Le Président: Je remercie la députée de Kamloops—Thompson—Cariboo de son intervention. Je dois l'informer que la demande ne satisfait pas aux exigences du Règlement.

Je signale que la Chambre est actuellement saisie de l'Adresse en réponse au discours du Trône. La portée des débats est très vaste et permet de soulever des points importants pour les députés. Je ne doute pas que ce sujet en fera partie.

Le député de Calgary Shepard invoque le Règlement.

* * *

LE CAUCUS DU PARTI CONSERVATEUR

M. Tom Kmiec (Calgary Shepard, PCC): Monsieur le Président, conformément au paragraphe 49.8(5) de la Loi sur le Parlement du Canada, je dois m'acquitter de mes responsabilités et vous informer du résultat des votes par appel nominal qui ont eu lieu lors de la première réunion du caucus du Parti conservateur: en ce qui a trait à l'applicabilité des articles 49.2 et 49.3 au groupe parlementaire, oui; à l'applicabilité de l'article 49.4 au groupe parlementaire, oui; à l'applicabilité des paragraphes 49.5(1) à (3) au groupe parlementaire, non; et à l'applicabilité du paragraphe 49.5(4) et de l'article 49.6 au groupe parlementaire, non.

J'estime m'acquitter de l'obligation qui m'incombe à titre de président du caucus national du Parti conservateur reconnu à la Chambre en communiquant le résultat des votes par appel nominal, conformément au paragraphe 49.8(5) de la Loi sur le Parlement du Canada.

Monsieur le Président, j'espère que les autres partis reconnus feront de même et que le président de leur caucus vous communiqueront les résultats des votes.

Le Président: J'en prends bonne note.

DISCOURS DU TRÔNE

[Traduction]

REPRISE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE EN RÉPONSE

La Chambre reprend l'étude, interrompue le 10 décembre, de la motion portant qu'une adresse soit présentée à Son Excellence la gouverneure générale en réponse au discours qu'elle a prononcé à l'ouverture de la session, ainsi que de l'amendement.

M. John Brassard (Barrie—Innisfil, PCC): Monsieur le Président, je vais partager mon temps de parole avec le député de Barrie—Springwater—Oro-Medonte, avec qui j'ai servi au conseil municipal de la ville de Barrie. Je suis heureux qu'il se joigne à nous à la Chambre.

L'Adresse

Des hommages ont déjà été rendus à Deepak Obhrai, mais je tiens à dire à quel point il manquera non seulement aux gens de notre parti, mais aussi à tous les parlementaires. Un député a mentionné qu'il était un puits sans fond de citations. Chaque fois que Deepak prenait la parole, je l'écoutais ébahi par le nombre de fois où il disait « Monsieur le Président » ou « Madame la Présidente ». Dans ses discours, je crois que ces mots l'emportaient parfois sur la substance, mais il montrait ainsi le respect qu'il avait pour le Parlement et la présidence.

Comme c'est la première fois que je prends la parole à la 43^e législature, j'aimerais en profiter pour faire des remerciements.

D'abord et avant tout, je remercie les gens de Barrie—Innisfil de m'avoir confié un deuxième mandat. J'en suis honoré et reconnaissant. Je vais certainement continuer à travailler fort et intelligemment en leur nom.

Je tiens également à remercier tous les bénévoles qui ont aidé tout au long de la campagne, ainsi que ma directrice de campagne. Surtout, je tiens à remercier ma famille, mon épouse Liane et mes enfants de me soutenir de façon indéfectible et de comprendre les exigences de mon travail de député de Barrie—Innisfil. J'apprécie tout leur soutien, tant durant la campagne électorale qu'encore aujourd'hui.

Je vais maintenant parler du discours du Trône, ou plutôt des éléments qui ne s'y trouvent pas. On y trouve beaucoup de choses, beaucoup de platitudes et beaucoup de mots, mais rien sur les enjeux auxquels le pays est confronté. J'ignore pourquoi d'ailleurs, car ces enjeux sont d'une grande importance pour le pays. Je parle de l'unité nationale, par exemple.

Je vis en Ontario, et je ne pense pas que les Ontariens comprennent vraiment l'ampleur de la situation dans l'Ouest canadien. Évidemment, nous avons des collègues de l'Ouest canadien et nous entendons tous les jours ce qui se passe là-bas, et c'est terrible.

Or, dans son discours du Trône, le gouvernement n'a pas indiqué ce que nous devrions faire pour régler l'enjeu entourant nos ressources naturelles et leur commercialisation. Comment allons-nous traiter certaines des mesures législatives qui ont été adoptées au cours de la législature précédente et qui continueront d'avoir des répercussions sur notre secteur des ressources naturelles? Cette situation suscite d'importants problèmes liés à l'unité nationale.

La semaine dernière encore, le premier ministre de l'Alberta a mené une délégation à Ottawa. Nous avons entendu le premier ministre de la Saskatchewan et d'autres intervenants expliquer à quel point la situation est alarmante, mais le gouvernement ne semble pas leur accorder toute l'attention qu'ils méritent. Chose certaine, il ne fait pas le nécessaire, c'est-à-dire abroger certaines des mesures législatives qui ont une incidence sur nos collègues et nos amis dans l'Ouest canadien.

Le discours du Trône ne mentionnait pas non plus la politique économique et budgétaire. Il ne mentionnait rien au sujet de la dette, des déficits et du fait que le gouvernement libéral continuera à dépenser, donc on ne voit pas la lumière au bout du tunnel. Même si les libéraux disent qu'ils investissent, ils continuent à dépenser des milliards et des milliards de dollars, ce qui creuse non seulement la dette, mais aussi le déficit. Dans le contexte d'un gouvernement minoritaire, les autres partis de l'opposition exerceront d'énormes pressions pour accroître la dette et le déficit, ce qui est tout aussi inquiétant.

Ce qui me préoccupe le plus, et comme les élections viennent d'avoir lieu, je sais que cela préoccupe aussi les habitants de Barrie—Innisfil, c'est la capacité fiscale du Canada de résister à un ralentissement économique. Ce sera l'un des plus grands défis. Selon tous les indicateurs, l'économie est stagnante. Il y a eu 71 000 pertes d'emploi le mois dernier. Le ratio dette-PIB du Canada par rapport à celui des pays du G7 diminue. Nous sommes très inquiets de la capacité du gouvernement de faire face à cette situation si nous devons subir de fortes perturbations économiques.

● (1550)

Le discours du Trône ne parlait pas du rôle du Canada dans le monde. La crise entre le Canada et la Chine mérite de retenir notre attention, mais le discours du Trône n'en parlait pas non plus, et il a fallu une motion de l'opposition pour orienter le gouvernement dans la bonne direction.

Ce sont quelques exemples de choses qui me font tiquer parce qu'elles n'étaient pas dans le discours du Trône. Les amendements proposés par le chef de l'opposition aborderont bon nombre de sujets qui en étaient justement absents, dont la politique budgétaire et économique, les ressources naturelles et la revitalisation de l'économie de l'Alberta, de la Saskatchewan et de l'Ouest en général. Je demande au gouvernement d'étudier très sérieusement les amendements qui lui ont été soumis, car ils permettraient de remédier en bonne partie à la situation.

À première vue, on dirait que le gouvernement a joué son va-tout, comme dans une partie de poker: il a misé tous ses jetons sur la lutte contre les changements climatiques. Il n'y a pas un seul député et pas un seul Canadien qui refuse encore de croire que les changements climatiques ont été provoqués par les humains et qu'ils ont des conséquences bien réelles. Maintenant, il faut que le pays organise une grande conversation nationale pour savoir quoi en faire.

Durant la campagne électorale, les partis se sont livrés à beaucoup de discours et de joutes politiques sur la question des changements climatiques. Je suis d'accord avec ce que Frank McKenna, l'ancien premier ministre du Nouveau-Brunswick, a dit à ce sujet, à savoir qu'avant de nous diriger vers une économie carboneutre, nous devons d'abord comprendre les conséquences que cela aura sur l'économie nationale et sur la place du Canada dans le monde, ainsi qu'évaluer comment une telle initiative peut avoir une incidence mondiale.

L'Adresse

Honnêtement, le Canada fait plus que sa part dans le dossier des changements climatiques. Il faut changer de tactique. Nous devons plutôt discuter des répercussions qu'aurait cette initiative et de la façon dont nous assurerons la compétitivité économique du Canada à l'avenir quand les autres pays ne sembleront pas aller dans la même direction que lui. Le fait que nous sommes dans une situation de gouvernement minoritaire permettrait d'avoir cette discussion indispensable. En parlant d'autres pays, la Chine a récemment construit une ligne de chemin de fer dans le seul but d'acheminer du charbon vers des centrales électriques alimentées au charbon. Tout au long de la campagne, nous avons notamment parlé de l'incidence que pourrait avoir le Canada sur la crise climatique mondiale. Or, le premier ministre lui-même a admis que même si nous adoptions une économie carboneutre demain, cela n'aurait aucune incidence à l'échelle mondiale, tant et aussi longtemps que le Canada ne montera pas la voie à suivre en matière de technologies et d'innovation.

J'ai également été déçu du fait que, pendant la campagne électorale, un ministre est venu à Barrie pour annoncer que les libéraux allaient investir 40 millions de dollars pour le lac Simcoe. Je précise que cette annonce a été faite après que les conservateurs eurent promis d'investir dans le lac Simcoe et de rétablir le fonds pour son assainissement. Je tiens à m'assurer que le gouvernement comprend l'importance de la santé, de la vitalité et de la durabilité du lac Simcoe pour le centre de l'Ontario et pour l'écosystème canadien. Nous allons continuer d'exercer des pressions sur le gouvernement dans ce dossier.

Enfin, les électeurs de Barrie—Innisfil m'ont confié le mandat de les représenter à la Chambre des communes. Je demande donc au gouvernement d'écouter le son de cloche des électeurs, pas uniquement ceux de Barrie—Innisfil, mais ceux de l'ensemble du Canada, pour protéger l'unité nationale, l'économie, l'environnement et les secteurs énergétique et agricole et pour faire en sorte que la vie reste abordable pour les Canadiens. J'invite le gouvernement à appuyer l'amendement que nous avons présenté pour qu'il soit possible d'aller de l'avant.

• (1555)

M. Ken Hardie (Fleetwood—Port Kells, Lib.): Madame la Présidente, lors de ma première intervention il y a quelques jours j'ai oublié de dire à quel point je suis ravi d'être de retour à la Chambre pour représenter les résidents de Fleetwood—Port Kells de la ville de Surrey.

En réfléchissant au secteur pétrolier et gazier canadien, je me suis entre autres dit que pour bien des gens le problème tient à l'utilisation du pétrole et du gaz comme sources d'énergie, autrement dit comme combustibles. Si elles sont brûlées, ces matières dégagent des émissions de gaz à effet de serre. Or, même si on diffère d'opinion sur la gravité des changements climatiques, force est d'admettre qu'ils sont bien réels.

Je me demande si mon collègue pourrait parler des autres utilisations possibles du gaz et du pétrole. Le fait par exemple qu'on puisse utiliser des composés de plastique pour faire l'impression 3D d'une maison en une journée laisse entrevoir la possibilité de trouver de nouveaux marchés, de nouveaux produits et de nouvelles façons d'utiliser les ressources que l'Alberta produit si efficacement à des fins beaucoup plus productives.

M. John Brassard: Madame la Présidente, tout au long de la campagne, nous avons notamment parlé de mettre à profit l'ingéniosité, les technologies et l'innovation canadiennes ailleurs dans le

monde afin de contribuer à la réduction des émissions mondiales et de lutter contre les changements climatiques.

Le problème réside dans cette apparente attaque contre le secteur de l'énergie. C'est une question de compétitivité économique. Il est illusoire de croire que la planète va abandonner les combustibles fossiles ou le gaz naturel. Partout dans le monde, il y a une demande insatiable non seulement pour les combustibles fossiles et le gaz naturel liquéfié, mais aussi pour les technologies propres, y compris l'énergie solaire et l'énergie éolienne.

Il ne s'agit pas de choisir entre l'une ou l'autre source d'énergie, mais bien de choisir l'une et l'autre. Le Canada peut être un chef de file en matière d'innovation et d'ingéniosité et faire en sorte de les exporter partout dans le monde afin d'aider d'autres pays à réduire leurs émissions.

Comme je l'ai dit pendant mon discours, nous faisons plus que notre part en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

• (1600)

M. Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Madame la Présidente, je tiens à féliciter mon collègue de Barrie—Innisfil. Nous avons travaillé ensemble sur la défense des anciens combattants, des gens qui ont risqué leur vie afin que nous puissions jouir des libertés qui sont les nôtres aujourd'hui.

Le discours du Trône fait très peu mention des anciens combattants. En juin, le gouvernement s'est engagé à mettre fin à l'itinérance parmi les anciens combattants. Il a reçu l'appui unanime de la Chambre. De plus, en novembre de l'année dernière, le gouvernement a appuyé une motion du NPD visant à reporter les fonds inutilisés à l'année financière suivante. Nous attendons toujours qu'il respecte cet engagement.

Ma question porte sur l'itinérance et l'élimination de l'itinérance parmi les anciens combattants. À Victoria, un établissement du nom de Cockrell House vient en aide aux anciens combattants laissés pour compte en leur offrant un endroit sûr où vivre. L'organisme ne reçoit aucun fonds d'Ottawa. Ce serait peut-être une bonne idée que le gouvernement se servent de tous les fonds inutilisés non seulement pour satisfaire aux 16 normes de service qu'il ne respecte pas, mais aussi pour mettre fin définitivement à l'itinérance parmi les anciens combattants et leur construire des logements.

Mon collègue du Parti conservateur appuierait-il cette idée?

M. John Brassard: Madame la Présidente, le député de Courtenay—Alberni et moi-même avons œuvré de concert au Comité des anciens combattants. Je sais que c'est un ardent défenseur des intérêts des anciens combattants et de leurs familles qui — faut-il le rappeler — vivent la même situation.

De nombreux groupes communautaires et groupes de défense des droits des anciens combattants de tout le pays travaillent sur la question de l'itinérance. Or, je crois que la priorité absolue de tout gouvernement doit être de s'occuper des personnes les plus vulnérables, qui représentent un large éventail de la population, depuis les aînés jusqu'aux anciens combattants. Pour autant, l'itinérance des anciens combattants est un grave problème et j'ai été heureux de rencontrer l'ombudsman des anciens combattants pour approfondir la question et passer en revue le travail qui se fait actuellement.

L'Adresse

Un pays ne peut pas s'occuper de ses habitants les plus vulnérables s'il n'a pas une économie saine et concurrentielle et qu'il ne peut pas compter sur des revenus générés par la croissance. La prospérité doit être une priorité pour le gouvernement. Lorsqu'elle est là, tout le reste suit. Nous pourrions nous occuper de nos gens les plus vulnérables, y compris les anciens combattants, si nous avons un pays riche qui est viable et qui peut être développé pour les années et les générations à venir. Cela est faisable, certes, mais à condition de renoncer aux politiques que le gouvernement libéral a adoptées et qu'il continue d'adopter.

M. Doug Shipley (Barrie—Springwater—Oro-Medonte, PCC): Madame la Présidente, je remercie le député de Barrie—Innisfil de partager son temps de parole avec moi aujourd'hui. J'ai travaillé avec lui pendant de nombreuses années au conseil municipal. Il a été pour moi un excellent mentor. Je me réjouis à l'idée de passer les quatre prochaines années avec lui à Ottawa, ou peut-être un peu moins de temps. Nous verrons combien de temps cela va durer.

Je profite de l'occasion de prendre la parole en cette 43^e législature pour exprimer ma gratitude aux résidents de Barrie—Springwater—Oro-Medonte, qui m'ont accordé leur confiance afin que je les représente à la Chambre des communes. C'est un immense honneur, et je m'engage à faire de mon mieux pour représenter et aider tous ces gens.

J'aimerais aussi remercier mon équipe de campagne, en particulier Matthew Kelman, Marisa Breeze et les centaines de bénévoles et amis qui m'ont aidé à me faire élire.

Je tiens également à féliciter mon prédécesseur, Alex Nuttall, de l'excellent travail qu'il a accompli pendant quatre ans. Je lui souhaite la meilleure des chances dans ses nouveaux projets et j'espère qu'il pourra passer plus de temps avec sa famille.

J'aimerais aussi adresser mes derniers remerciements, mais non les moindres, à mon épouse, Lisa, et à nos deux fils, Wyatt et Luke, qui ont accepté que je m'absente de notre foyer afin que je consacre les nombreuses heures nécessaires à une campagne victorieuse, et qui m'ont aidé à relever de nouveaux défis à Ottawa.

Au début de la campagne électorale de 2019, mon équipe et moi avons décidé de mener une campagne constructive. Nous n'avons pas lancé une seule attaque personnelle contre nos adversaires politiques. Nous nous en sommes tenus à un discours sans médisance. Nous avons cogné au nombre incroyable de 70 000 portes. Les gens nous ont constamment dit qu'ils en avaient assez des campagnes de dénigrement, quel que soit le parti politique.

En fin de compte, je crois que tous les candidats de Barrie—Springwater—Oro-Medonte ont mené une campagne honnête; c'est grâce à cela que nous sommes tous restés amis. Nous avons peut-être des divergences de vues sur des politiques précises, mais nous partageons le désir de faire du Canada et de notre collectivité un endroit où la qualité de vie est encore meilleure. Donc, arrivé à Ottawa, je me réjouis grandement de constater que les mots qui reviennent constamment dans les discours des députés sont « coopération », « collaboration », « amabilité » et « travail d'équipe ». Les résidents de nos circonscriptions respectives nous ont élus pour obtenir des résultats pour eux et non pour nous quereller au Parlement et nous livrer à des échanges d'insultes indignes dans les médias. Nous devons collaborer au-delà des allégeances politiques pour réaliser les rêves des Canadiens.

Pendant la campagne électorale, la question des changements climatiques revenait souvent, et je crois qu'il y a un consensus entre les

partis pour dire qu'il s'agit d'un enjeu auquel le gouvernement du Canada devra s'attarder. L'environnement est un enjeu non partisan et je crois que nous serons en mesure de trouver un vaste terrain d'entente pour tout ce qui touche les changements climatiques au Canada et dans le reste du monde. Je sais que tous les partis peuvent collaborer, parce que, le 9 octobre, pendant la campagne électorale, pas plus tard que deux semaines après que le Parti conservateur eut annoncé qu'il rétablirait le Fonds d'assainissement du lac Simcoe, celle qui était alors ministre des Affaires étrangères, l'actuelle députée de University—Rosedale, s'est rendue sur les rives du lac Simcoe, à Barrie, pour annoncer que les libéraux rétabliraient le Fonds d'assainissement du lac Simcoe, alors que c'étaient eux qui l'avaient annulé en 2017. J'étais content de voir la députée de University—Rosedale venir dans Barrie—Springwater—Oro-Medonte.

Au moment de la création du fonds d'assainissement, en 2007, le lac Simcoe était dans un piteux état. Les populations de poisson et d'autres espèces peinaient à survivre et les niveaux de phosphore étaient très élevés et favorisaient l'éclosion et la prolifération d'algues destructrices.

Depuis sa création, le fonds d'assainissement a financé plus de 200 projets communautaires d'assainissement de l'eau et planté plus de 72 000 arbres et arbustes en bordure du lac et sur les terres agricoles avoisinantes. Il a rétabli les populations de poissons et d'espèces sauvages indigènes du lac Simcoe et réduit la quantité d'eaux usées et de phosphore qui est déversée dans le lac. Le fonds d'assainissement était un moyen rentable et mesurable d'améliorer notre environnement et de lutter contre les changements climatiques. C'est dans un esprit de coopération et de collaboration que j'attends avec impatience le rétablissement du financement pour le lac Simcoe dans le budget de 2020. Il me tarde d'entendre l'annonce de la députée de University—Rosedale.

Nous devons cesser de prendre des décisions politiques faciles. Cela m'amène au sujet du contrôle des armes à feu. Les mots « armes d'assaut de type militaire » dans le discours du Trône ont été employés de mauvaise foi pour attiser la peur à l'égard des propriétaires d'armes à feu respectueux des lois au Canada. Nous n'avons pas de problème d'armes d'assaut de type militaire au Canada: la plupart des crimes commis avec une arme à feu au Canada sont commis avec une arme de poing achetée illégalement et introduite au pays par la frontière sud. Ce n'est pas parce qu'une poignée de criminels commettent des actes criminels que les politiciens doivent commencer à s'en prendre aux citoyens respectueux des lois.

● (1605)

Les armes entièrement automatiques sont déjà interdites au Canada, et ce, depuis des décennies. Qu'est-ce que le gouvernement libéral entend au juste par « armes d'assaut de type militaire »? Il n'a pas encore défini ce terme. Ces fusils semi-automatiques ne remplissent pas les mêmes fonctions et ne possèdent pas les mêmes capacités que les armes à feu utilisées par nos formidables soldats dans le cadre d'opérations militaires. Au mieux, les personnes utilisant le terme « armes d'assaut de type militaire » sont extrêmement ignorantes et, au pire, elles attisent intentionnellement les craintes de la population pour détourner l'attention de leur incapacité de s'attaquer comme il se doit au problème.

L'Adresse

Le pire, c'est que malgré tous les beaux discours, les nouvelles lois proposées sur les armes à feu ne s'attaqueront pas aux causes profondes de la violence liée aux armes à feu, c'est-à-dire les gangs, la criminalité et la pauvreté dans les grands centres urbains. Pour régler le problème des crimes commis au moyen d'une arme à feu, il ne faut pas cibler les propriétaires d'armes à feu et les agriculteurs respectueux des lois, mais plutôt serrer la vis aux criminels utilisant des armes de poing illégales et s'attaquer aux causes profondes.

Dans la circonscription de Barrie—Springwater—Oro-Medonte, on trouve le club de tir de Barrie. Ce club compte environ 1 000 membres, et je dois dire qu'ils sont parmi les gens les plus gentils et les plus respectueux des lois que j'ai jamais rencontrés. Je me demande donc pourquoi le Parti libéral s'acharne à les vilipender et les traite comme des criminels. Cette situation ne peut plus durer.

Le gouvernement n'est pas seulement responsable de notre sécurité publique; il a aussi un grand rôle à jouer concernant la situation économique dans laquelle se trouvent nos concitoyens. Alors que je faisais du porte-à-porte, j'ai entendu dire, maintes et maintes fois, que les temps sont durs. Les biens de consommation de base deviennent de plus en plus chers. Statistique choquante, 46 % des Canadiens sont à seulement 200 \$ de l'insolvabilité. C'est le niveau record d'insolvabilité de la décennie. Cette année, l'année 2019, a vu une augmentation dramatique des faillites, autant pour les personnes que les entreprises. L'endettement des particuliers a atteint un niveau record.

Pire encore, et cela a été annoncé pas plus tard que la semaine dernière, le Canada a perdu 71 000 emplois en novembre. Je tiens à féliciter les libéraux d'avoir rapidement baissé les impôts de la classe moyenne. C'était vraiment nécessaire, mais ce n'est pas cette mesure qui va améliorer la situation économique. Tous ici, nous savons bien que nous avons besoin d'une économie vigoureuse et saine pour pouvoir mettre en oeuvre les filets de sécurité sociale dont dépendent les plus démunis.

J'aimerais raconter quelque chose qui m'est arrivé pendant la campagne. Un jour, à mon bureau de campagne, j'ai reçu un courriel d'un médecin local qui travaillait dans une unité de soins palliatifs à l'hôpital Royal Victoria. Selon le courriel, il y avait un patient à cet hôpital qui souhaitait rencontrer un conservateur. J'avais des choses à faire ce jour-là, mais j'ai tout laissé tomber et je suis allé à l'hôpital Royal Victoria rencontrer cet homme appelé Antonio. Je ne savais pas du tout ce qui m'attendait. J'ai pensé qu'il n'était peut-être pas satisfait de ses soins de santé, des conservateurs ou d'autre chose, alors j'étais un peu inquiet. Évidemment, si un homme est aux soins palliatifs, il ne faut pas remettre sa visite à plus tard.

J'ai laissé tomber tout ce que je devais faire pour aller rencontrer cet homme à l'hôpital. Je m'y suis rendu seul. À mon arrivée, je suis entré dans sa chambre et je me suis présenté. Ses deux petits-enfants, des adultes, étaient à ses côtés. Je lui ai dit que j'étais candidat pour la circonscription de Barrie—Springwater—Oro-Medonte. Antonio, qui avait toutes ses facultés, m'a expliqué pourquoi il voulait rencontrer un député conservateur: il était inquiet de la situation du Canada qu'il allait laisser à ses enfants et à ses petits-enfants. Je le rappelle, cet homme se trouvait aux soins palliatifs, sur son lit de mort. Il aurait pu souhaiter voir un ministre du culte, manger son repas favori et tant d'autres choses, mais il a demandé à rencontrer un député conservateur. Cette journée-là, je me suis rendu à l'hôpital sans savoir à quoi m'attendre, et cette rencontre s'est révélée un appel aux armes pour ma campagne.

À mon départ, je lui ai promis que je ferais tout ce que je pourrais pour gagner. J'ai été élu dans ma circonscription, mais nous ne sommes pas parvenus à former le gouvernement. Encore aujourd'hui, il y a une affiche dans mon bureau où on peut lire « Gagner pour Antonio ». En période un peu plus difficile, nous nous souvenons de lui. Je lui ai fait une promesse. J'ai pris un engagement auprès d'une personne qui se trouvait littéralement sur son lit de mort, aux soins palliatifs. C'est une expérience qui m'est chère et je ne l'oublierai jamais.

• (1610)

M. Kody Blois (Kings—Hants, Lib.): Madame la Présidente, je vais soulever deux points liés à l'économie.

Les députés de l'opposition ont beaucoup parlé des 71 000 emplois au mois de novembre. Loin de moi l'idée de minimiser ce que traversent les familles canadiennes en ce moment, mais j'ose espérer que le député d'en face reconnaît qu'en 2019, sous l'actuel gouvernement, un gain net de presque 30 000 emplois a été enregistré. J'espère que le député d'en face admet que, même si le mois dernier a été difficile pour les travailleurs canadiens, le nombre d'emplois a augmenté dans l'ensemble.

Mon deuxième point concerne les changements climatiques. Je salue le député d'en face, qui souligne la gravité du dossier. C'est une très bonne chose que l'opposition parle de la nécessité d'aller de l'avant. Il a été question d'utiliser le bilan du Canada sur la scène internationale. La tarification de la pollution est un moyen d'exercer de la pression sur les grands émetteurs dans un cadre international. Pourquoi les conservateurs ne croient-ils pas que la tarification de la pollution dans un cadre international aiderait l'ensemble de la communauté internationale?

M. Doug Shipley: Madame la Présidente, le Parti conservateur n'a jamais été d'avis qu'il était utile d'obliger les gens à payer plus de taxes pour contrer les changements climatiques.

Nous ne voulons pas que les gens doivent payer une taxe parce qu'ils vont reconduire leurs enfants au hockey. En tant qu'entraîneur de hockey, je dois toujours m'occuper de 17 parents. Nous ne voulons pas non plus faire payer une taxe aux mères qui vont reconduire leurs enfants à des parties de soccer. Ce n'est pas la solution, selon nous.

Nous croyons au pouvoir de la technologie, et nous aiderons l'ensemble de la planète à faire sa part. Ce n'est pas un problème local, mais un problème d'envergure internationale. Nous souhaitons donc encourager les entreprises à créer des technologies qu'elles exporteront dans le monde entier.

Du côté de l'économie, 71 000 personnes ont perdu leur emploi dernièrement. Le passé est révolu. Comme l'économie ralentit, les emplois commencent à disparaître. Ces 71 000 personnes ont besoin d'un emploi dès aujourd'hui. C'est un enjeu dont on me parle à Barrie. Les gens ont du mal à joindre les deux bouts et doivent se débrouiller. Nous devons leur rendre la vie plus abordable.

• (1615)

M. Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Madame la Présidente, je tiens à féliciter mon estimé collègue de son élection et à lui souhaiter la bienvenue à la Chambre.

Je suis heureux de l'entendre parler de l'environnement, surtout des enjeux liés à nos cours d'eau. Il habite près des Grands Lacs et il sait que j'habite dans la région côtière de la Colombie-Britannique. Au fur et à mesure que davantage de dioxyde de carbone est libéré dans l'atmosphère, l'effet de serre se fait de plus en plus sentir.

Comme on le sait, les Grands Lacs et les océans absorbent environ 90 % de la chaleur du réchauffement planétaire. Le rapport publié à Madrid par l'Union internationale pour la conservation de la nature nous apprend que, à l'heure actuelle, la quantité d'oxygène dans les océans diminue de 2 %, ce qui menace la survie du thon, du voilier et des requins.

À défaut de prendre des mesures énergiques et de mettre en place un organisme de réglementation pour veiller à ce que nous respections les objectifs fixés dans le rapport de l'Union internationale pour la conservation de la nature, soit de réduire nos émissions de 45 %, nous ne pourrions sauver ni les océans ni les cours d'eau.

Le député appuie-t-il la création d'un organisme réglementaire indépendant pour veiller à ce que nous respections les objectifs fixés?

M. Doug Shipley: Madame la Présidente, je remercie le député pour son accueil à la Chambre.

Le Parti conservateur est d'avis que l'effet se produit à l'échelle de la planète. Le réchauffement climatique ne se limite pas au Canada, mais atteint le monde entier. Ce n'est pas simplement un problème local.

En attendant, à Barrie, on s'occupe des problèmes locaux. Nous allons maintenir la pression et nous espérons que le financement pour le lac Simcoe sera rétabli, après avoir été éliminé par le Parti libéral en 2017. Il faut qu'il soit rétabli. Nous devons préserver le lac Simcoe, qui est un moteur important de l'économie locale. Nous souhaitons que le gouvernement rétablisse le financement et qu'il le fasse bientôt.

M. Pat Kelly (Calgary Rocky Ridge, PCC): Madame la Présidente, les propos des libéraux m'incitent à prendre la parole durant ce débat. Il faut savoir qu'en Alberta, il y a actuellement 100 000 travailleurs du secteur de l'énergie qui sont sans travail. Les statistiques sur l'emploi en Alberta, en Saskatchewan et en Colombie-Britannique sont choquantes. Je vais prendre un instant, si le député le veut bien, pour dire quelques mots montrant combien la situation de l'emploi est désastreuse au Canada.

M. Doug Shipley: Madame la Présidente, c'est le secteur des ressources qui a fait du Canada le pays qu'il est, et à l'heure actuelle, ce secteur est confronté à de grandes difficultés. Beaucoup de gens perdent leur emploi. Je l'entends tous les jours de la part d'anciens députés, surtout dans l'Ouest, qui souffrent en raison de ce qui se passe dans le secteur de l'énergie.

Mme Élisabeth Brière (Sherbrooke, Lib.): Madame la Présidente, je partagerai mon temps de parole avec le député de Scarborough—Rouge Park.

[Français]

Ce discours du Trône répond à mes priorités.

Le Canada est une destination attrayante pour les investisseurs. Certes, nous sommes confrontés à certains défis, dont une pénurie de main-d'œuvre. Pendant la campagne électorale, plusieurs de mes concitoyennes et de mes concitoyens m'ont parlé des difficultés à

L'Adresse

trouver de la main-d'œuvre qualifiée. Les Sherbrookoises et les Sherbrookoises sont des gens accueillants et ils sont ouverts à l'immigration pour combler les besoins de main-d'œuvre et enrichir nos communautés.

[Traduction]

Lorsqu'il s'agit de défis sociaux, il n'y a pas de groupe aussi grand, aussi diversifié et aussi important dans la vie économique et courante que les femmes. Alors que nous avons souligné plus tôt ce mois-ci le 30^e anniversaire de la tuerie de l'École Polytechnique, la situation des femmes au Canada et dans le monde continue d'évoluer et les femmes continuent de se heurter à des obstacles.

Les femmes peuvent réussir dans tout ce qu'elles entreprennent, que ce soit le génie, le milieu universitaire, le sport ou la politique, pour ne donner que quelques exemples. Toutefois, elles continuent de se faire mettre des bâtons dans les roues lorsqu'elles décident de se lancer dans une carrière ou lorsqu'elles souhaitent des possibilités d'avancement. Elles ont moins de possibilités d'emploi et leur salaire est inférieur à celui de leurs homologues masculins. De plus, elles sont victimes d'intimidation verbale et physique, de harcèlement et de violence sous toutes ses formes.

[Français]

Si nous voulons nous attaquer sérieusement aux défis sociaux, ici au Canada et autour du monde, nous devons promouvoir l'égalité des genres.

Du point de vue environnemental, notre gouvernement souhaite atteindre la carboneutralité. Pour atteindre cette cible, notre gouvernement a pris la décision ambitieuse de mettre un prix sur la pollution. De plus, notre gouvernement a un plan clair pour protéger la nature et pour éliminer l'utilisation du plastique à usage unique. La problématique des changements climatiques n'est pas unique au Canada. Notre gouvernement a travaillé avec ses collègues internationaux et locaux en ce qui a trait à la lutte contre les changements climatiques, et il continue à le faire.

Notre gouvernement veut s'engager, avec ses pays alliés, à contrer les forces qui veulent interrompre ou détruire l'ordre international fondé sur les règles. C'est pourquoi notre gouvernement veut renouveler ses engagements avec la communauté internationale, et plus particulièrement avec ses alliés de l'OTAN.

Puisque le Canada est un grand pays dont les réalités sont différentes, l'unité nationale sera toujours un enjeu important. Nous ne pouvons pas unir le pays si nous ne travaillons pas à la réconciliation entre la Couronne et les peuples autochtones.

Notre gouvernement prendra des mesures pour codévelopper et introduire un projet de loi visant à mettre en œuvre la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones. De plus, nous poursuivrons le travail d'élimination des avis à long terme sur la qualité de l'eau potable dans les réserves et nous allons proposer un projet de loi pour nous assurer que les peuples autochtones ont accès à des soins de santé de haute qualité et culturellement adaptés.

L'Adresse

Dans le dossier du développement économique, nous travaillons avec nos partenaires et les entreprises pour faire en sorte que le Canada soit un chef de file mondial dans la création d'entreprises de technologies vertes. En même temps, il est important que nous puissions amener nos ressources naturelles vers les marchés internationaux et que nous appuyions les travailleuses et les travailleurs dans le secteur des ressources naturelles pour effectuer une transition vers les énergies propres.

Enfin, notre gouvernement veut fournir de l'aide à la classe moyenne canadienne et à ceux qui travaillent fort pour s'y joindre. Nous allons le faire en investissant dans le logement abordable, en augmentant l'Allocation canadienne pour enfants, en fournissant une aide aux premiers acheteurs, en rendant plus accessibles et plus abordables des places en garderie et en augmentant les prestations et les investissements pour nos aînés.

Le discours du Trône de notre gouvernement est rassembleur, ce qui est important à noter dans le contexte du climat politique actuel. De plus, le discours répond aux priorités importantes, non seulement pour moi, mais aussi pour les Sherbrookoises et les Sherbrookoises.

● (1620)

[Traduction]

Mme Cathay Wagantall (Yorkton—Melville, PCC): Madame la Présidente, j'ai une préoccupation au sujet de la partie du discours du Trône où l'on mentionne que le gouvernement investira davantage dans la santé mentale des anciens combattants. Cette semaine, un ancien combattant m'a appelé pour me dire que sa femme recevait des soins psychiatriques et que son médecin lui a indiqué que c'était une bonne chose qu'elle se soit présentée parce que le programme offert par le ministère des Anciens Combattants prendra fin en décembre.

Il s'agit de fonds offerts aux membres de la famille, aux conjoints et aux enfants des anciens combattants atteints du syndrome de stress post-traumatique. La députée l'ignore peut-être, mais, à cause de ce qui s'est passé lors de la dernière session, un homme qui s'est fait emprisonner pour avoir tué une policière a reçu des fonds d'Anciens Combattants Canada en prison, alors que d'autres fonds sont disponibles pour traiter son syndrome de stress post-traumatique.

La façon dont le gouvernement gère cette situation, c'est en mettant fin au programme dans son ensemble tandis qu'il crée de nouveaux critères, laissant les familles des anciens combattants dans une situation intenable, alors que nous savons qu'il y a déjà 40 000 dossiers qui attendent d'être traités à Anciens Combattants Canada.

Comment se fait-il que, dans le discours du Trône, le gouvernement affirme qu'il en fera davantage pour la santé mentale des anciens combattants et de leur famille, alors que c'est là le genre de mesures que prend Anciens Combattants Canada?

[Français]

Mme Élisabeth Brière: Madame la Présidente, je remercie ma collègue de son intervention.

Nous avons rouvert plusieurs bureaux pour les vétérans, partout au Canada. Nous avons investi plus de 10 milliards de dollars au cours du dernier mandat. Nous serons toujours présents et nous prendrons les meilleures décisions relativement à ce groupe.

[Traduction]

M. Charlie Angus (Timmins—Baie James, NPD): Madame la Présidente, je suis ravi que nous discutons de la question des changements climatiques catastrophiques et de la nécessité de les atténuer. Il n'y a pas de plus grand symbole du climat dans le Nord que l'ours polaire, et nous pouvons voir dans la région de la baie James que l'habitat de l'ours polaire a été touché.

Voilà pourquoi les travaux d'Habitat canadien d'ours polaire, une installation de recherche, sont si importants. En effet, ils nous permettent de comprendre l'orientation à prendre pour protéger l'habitat de l'ours polaire et atténuer les effets des changements climatiques.

Les libéraux sont-ils prêts à appuyer des initiatives régionales fondées sur des données scientifiques pour atténuer les effets des changements climatiques, notamment en ce qui concerne un partenaire aussi important qu'Habitat canadien d'ours polaire?

● (1625)

[Français]

Mme Élisabeth Brière: Madame la Présidente, je remercie mon collègue de son intervention.

Il faut écouter les voix qui s'élèvent nous priant de prendre les bonnes décisions concernant l'environnement et c'est ce que notre gouvernement fait. Il prend les bonnes décisions et avance.

M. Sébastien Lemire (Abitibi—Témiscamingue, BQ): Madame la Présidente, le discours de ma collègue de Sherbrooke était intéressant puisqu'il nous a rappelés les priorités du gouvernement.

Par contre, certains éléments manquaient. Je pense notamment au respect des compétences des provinces, au respect des lois du Québec et des provinces en lien avec la protection de l'environnement et l'aménagement du territoire, à l'augmentation des transferts en santé, à l'imposition de redevances aux géants du Web et à la protection de nos producteurs en légiférant sur la gestion de l'offre.

Est-elle d'accord sur ces priorités et pourquoi ne voterait-elle pas dans ce sens?

Mme Élisabeth Brière: Madame la Présidente, je remercie mon collègue de sa question.

Les Québécois et les Québécoises savent très bien que le gouvernement travaille toujours pour eux et leurs intérêts, pour faire avancer tous ces dossiers et s'assurer qu'ils seront traités dans leurs meilleurs intérêts.

[Traduction]

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, j'aimerais que la députée nous en dise plus au sujet de l'une de nos toutes premières initiatives, à savoir renforcer les assises de la classe moyenne canadienne grâce à une baisse d'impôt.

[Français]

Mme Élisabeth Brière: Madame la Présidente, je remercie mon collègue de sa question.

Comme il a été entendu à la Chambre, le gouvernement a proposé une baisse d'impôts, en fait une augmentation du montant personnel de base pour tous les Canadiens et toutes les Canadiennes. Cela va mettre beaucoup plus d'argent dans leurs poches. De plus, l'Allocation canadienne pour enfants a sorti plusieurs personnes de la pauvreté.

[Traduction]

M. Gary Anandasangaree (Scarborough—Rouge Park, Lib.): Madame la Présidente, je suis absolument ravi d'être ici aujourd'hui, d'avoir été réélu député de Scarborough—Rouge Park et de prendre la parole pour la deuxième fois depuis le début de la 43^e législature.

J'aimerais commencer par rappeler que nous sommes ici réunis sur les terres traditionnelles du peuple algonquin. C'est au Parlement que revient la responsabilité historique de favoriser la réconciliation.

Je suis redevable aux nombreuses personnes qui ont travaillé d'arrache-pied à ma réélection. Permettez-moi, madame la Présidente, de les saluer.

Pour commencer, je remercie les 31 360 électeurs de Scarborough—Rouge Park qui m'ont fait assez confiance pour que je représente leurs intérêts à Ottawa. Je m'engage à travailler pour le bien de chacun des habitants de ma circonscription et je suis impatient de les servir au quotidien.

Je remercie également tous les membres de mon équipe de campagne: ceux qui sont allés cogner aux portes, ceux qui nous ont mitonné de bons petits plats, ceux qui ont fait un don, ceux qui ont fait des appels téléphoniques, ceux qui ont installé des pancartes, ceux qui ont fait le ménage et ceux qui ont tout fait pour que notre message se rende jusqu'aux électeurs de Scarborough—Rouge Park.

Je remercie tous les bénévoles d'avoir travaillé aussi fort et tous les membres de mon personnel du soutien qu'ils m'ont témoigné. Je remercie en outre mon organisatrice de campagne, Tharani Rameswaran, et mon directeur de campagne, Gowthaman Kurusamy, pour le brio avec lequel ils ont dirigé mon équipe. Grâce à eux, nous avons gagné avec le plus grand écart de tout l'Ontario.

En me présentant à la Chambre la semaine dernière, j'ai réalisé les énormes sacrifices que nous faisons tous pour être ici. C'est un insigne honneur de pouvoir être ici tous les jours, mais il y a un prix à payer. Pour moi, c'est de devoir sacrifier des moments que je pourrais passer auprès de ma famille. Chaque jour où je siége au Parlement, je suis loin d'elle. J'ai conscience que Bairavi et Sahanah, mes filles, en savent maintenant davantage qu'en 2015 sur le travail que nous effectuons ici. D'ailleurs, Bairavi a participé au rassemblement pour lutter contre les changements climatiques et elle me parle de la nécessité d'agir de toute urgence dans ce dossier. C'est grâce à elles que je suis ici, à l'instar de bien des députés ayant des enfants. Je fais partie d'un gouvernement qui fait de notre monde un meilleur endroit où vivre. Je ne les remercierai jamais assez pour tous leurs sacrifices, et je m'engage à travailler chaque jour pour que nous leur laissions un avenir meilleur.

Comme beaucoup le savent, ma conjointe Harini est mon roc. J'ai beaucoup de chance de pouvoir compter sur les conseils qu'elle donne en toute franchise, sur son soutien et son amour inébranlable. Je remercie Harini.

Je tiens à remercier tous les députés qui ont siégé au cours de la législature précédente et à souhaiter la bienvenue aux nouveaux députés de tous les partis qui sont résolument déterminés à travailler dans l'intérêt de leurs concitoyens. Il se peut que je ne souscrive pas à certains de leurs points de vue, mais je m'engage à collaborer avec eux afin d'améliorer la vie de tous les Canadiens. Je suis ravi de pouvoir travailler avec le caucus de Scarborough, qui comprend

L'Adresse

six personnes, pour faire avancer les priorités de la population de cette circonscription.

Le discours du Trône et les priorités énoncées par le gouvernement me remplissent de fierté. Je sais que bon nombre de mes collègues se sont prononcés en faveur du discours du Trône et je suis sur la même longueur d'onde qu'eux.

Je tiens à souligner certains objectifs prioritaires pour le gouvernement et pour moi, dans le cadre de la mission que je me suis fixée au Parlement.

Le gouvernement a respecté son engagement de créer le parc urbain national de la Rouge. D'une superficie de 79,1 kilomètres carrés, il a été entièrement constitué au cours de la dernière législature. Nous avons un plan de gestion. Nous continuerons de veiller à ce que l'intégrité écologique soit au cœur de toutes les décisions qui sont prises au sujet du parc.

Beaucoup d'organismes ont travaillé fort à l'établissement du parc, et je tiens à les remercier de leurs efforts infatigables. On ne peut même pas imaginer la profondeur et l'ampleur du parc tant qu'il ne sera pas pleinement réalisé. La plus grande partie du travail a été accomplie au cours des cinq dernières années, mais il y a encore beaucoup de pain sur la planche. Je remercie le zoo de Toronto, la Ville de Toronto ainsi que les municipalités environnantes pour leur soutien dans l'établissement et l'expansion du parc.

Durant la campagne électorale, nous nous sommes engagés à planter deux milliards d'arbres. J'espère qu'au moins un million de ces arbres seront plantés dans le parc urbain national de la Rouge.

Un thème est revenu souvent lorsque j'ai fait du porte-à-porte durant la campagne électorale. Pourquoi le gouvernement n'agit-il pas plus rapidement pour lutter contre les changements climatiques? Au cours des dernières semaines, j'ai visité plusieurs écoles élémentaires, intermédiaires et secondaires. Des enfants de cinquième, sixième, septième et huitième années et des jeunes du secondaire ont demandé sans arrêt pourquoi nous n'agissions pas plus rapidement. Ils nous mettent au défi d'en faire davantage. En fait, tous les Canadiens nous mettent au défi de travailler ensemble afin d'en faire plus pour lutter contre les changements climatiques.

• (1630)

C'est exactement ce que le gouvernement a l'intention de faire. En s'appuyant sur son plan de lutte contre les changements climatiques qui instaure une tarification de la pollution, le gouvernement est déterminé à atteindre la cible de zéro émission nette d'ici 2050. Nous interdrons les plastiques à usage unique d'ici 2021. Nous protégerons 25 % des océans et 25 % des terres du Canada d'ici 2025, une proportion qui passera à 30 % d'ici 2030. Atteindre une économie carboneutre ne sera pas facile. Il faudra un engagement énorme de tous pour atteindre cette cible d'ici 2050.

Enfin, je travaille sur plusieurs dossiers extrêmement importants en matière de droits de la personne. Je vais d'abord parler du Sri Lanka, où des événements récents ont mis en lumière les défis que le pays doit relever.

L'Adresse

Cette année marque le 10^e anniversaire de la fin du conflit armé au Sri Lanka. En juin dernier, le Parlement a adopté à l'unanimité une motion demandant aux Nations unies de mener une enquête sur le génocide perpétré sur l'île. Malheureusement, le Sri Lanka a reporté au pouvoir un criminel de guerre et ses chefs militaires despotes, ce qui a donné froid dans le dos aux acteurs de la société civile dans l'île et dans le monde. Maintenant plus que jamais, la vérité, la paix, la responsabilisation et la réconciliation semblent hors de portée.

Je suis très triste d'apprendre que les journalistes doivent s'autocensurer et couper court à leurs reportages. Je regrette que les avocats et les militants de la société civile doivent s'autocensurer et restreindre leurs activités. Je suis abasourdi de voir que les services secrets sri lankais intimident le personnel des ambassades. Je suis extrêmement offusqué que Shavendra Silva, accusé d'avoir commis des atrocités à l'échelle internationale, continue de diriger l'armée sri lankaise. Je suis stupéfait que Gotabaya Rajapaksa, qui était ministre de la Défense et responsable des forces armées sri lankaises pendant la phase finale brutale du conflit armé en 2009, soit devenu président du pays et que son frère, qui était président en 2009, soit maintenant premier ministre. Hélas, il n'y a plus aucun respect pour le pluralisme, la diversité, la tolérance et la justice dans l'île.

Le Sri Lanka et d'autres pays semblables, comme le Myanmar, jouissent d'une impunité internationale en dépit des atrocités commises, et leurs dirigeants ont réussi à se hisser au pouvoir malgré leur comportement passé. Malheureusement, la démocratie ne pourra pas durer éternellement dans une île où la primauté du droit est bafouée et où la majorité stricte domine. Qui plus est, la communauté internationale n'a pas assumé sa responsabilité en refusant de traduire en justice les auteurs d'atrocités. L'histoire nous a appris que la justice peut être retardée, et je suis convaincu que, un jour, les responsables sri lankais devront faire face à la justice, comme c'est le cas des responsables du Myanmar qui, aujourd'hui, sont jugés devant la Cour internationale de justice.

Je collabore avec un certain nombre d'organismes de défense des droits de la personne très importants et je tiens à souligner le travail du programme Scholars at risk. À l'heure actuelle, 23 établissements d'enseignement postsecondaire au Canada s'emploient à soutenir les érudits et les universitaires dont la vie est en danger imminent. J'appuie le travail du réseau Scholars at risk et j'espère que la Chambre aura l'occasion de faire de même au cours de la présente législature.

Je suis venu au Canada à titre de réfugié lorsque j'avais 10 ans. Pour moi, la question des réfugiés a toujours revêtu une grande importance et est au cœur du travail que je fais. Comme bon nombre de mes collègues, pendant la dernière législature, j'ai participé à l'accueil de réfugiés de la Syrie à leur arrivée dans les aéroports canadiens. Comme beaucoup d'autres, nous étions là pour les appuyer.

Aujourd'hui, 70 millions de personnes sont déplacées et 26 millions sont des réfugiés. Le Canada a fait énormément mais il reste beaucoup à faire.

La mise en œuvre de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones, une tâche très importante, n'a pas été achevée à la dernière législature. Je suis impatient de collaborer avec l'ensemble de mes collègues pour l'achever.

Au cours de la présente législature, je souhaite faire valoir de nombreuses autres questions liées aux droits de la personne.

Comme je l'ai dit hier à l'occasion de la Journée internationale des droits de la personne, les droits humains ne sont pas une question partisane. Ils nous concernent tous et sont fondamentaux pour le Parlement. J'ai hâte de travailler avec chacun de mes collègues pour défendre les droits de la personne tant à l'échelle nationale que sur la scène internationale.

• (1635)

M. Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Madame la Présidente, je félicite mon estimé collègue d'avoir été réélu.

Les libéraux parlent beaucoup de leur engagement à lutter contre les changements climatiques, mais ils n'ont encore pris que bien peu de mesures concrètes. Nous nous réjouissons qu'ils aient mentionné le plastique dans le discours du Trône et qu'ils aient l'intention de faire leur part pour s'attaquer au problème de la pollution par le plastique.

Le député avait appuyé la motion M-151 que j'ai présentée à la dernière législature, qui prévoyait des cibles pour s'attaquer au problème. Malheureusement, le gouvernement n'agit pas vite. Il s'est engagé à interdire le plastique à usage unique d'ici 2021, mais nous ne savons pas encore quels produits il va interdire. Il n'a pas financé certains organismes comme la Coastal Restoration Society, sur la côte ouest de l'île de Vancouver, qui enlève les produits de plastique qui contaminent le saumon dans les ruisseaux et les rivières. Il n'y a pas encore de financement pour les groupes de ce genre.

Que va faire le député pour s'assurer que le gouvernement prend des mesures concrètes pour lutter contre la pollution par le plastique afin de protéger le saumon, un poisson emblématique, ainsi que d'autres espèces, dans nos cours d'eau?

M. Gary Anandasangaree: Madame la Présidente, je félicite mon ami de Courtenay—Alberni pour sa réélection. Je peux lui assurer que le dossier des changements climatiques est fondamental et que le gouvernement le fera progresser. Nous prenons des mesures à bien des égards; l'interdiction des plastiques à usage unique en est un exemple.

Si je ne me trompe pas, nous en sommes à notre cinquième jour de séance. Dans les jours et les semaines qui viennent, nous fournirons suffisamment d'exemples de ce que nous comptons faire pour lutter contre les changements climatiques. J'espère pouvoir collaborer avec les autres partis afin d'adopter les dispositions législatives dont nous aurons besoin pour réaliser de nombreux volets de nos programmes.

• (1640)

L'hon. Judy A. Sgro (Humber River—Black Creek, Lib.): Madame la Présidente, je félicite encore une fois mon collègue pour le travail extraordinaire qu'il fait depuis plusieurs années dans le dossier des droits de la personne. Vous avez encore soulevé des questions auxquelles je m'intéresse comme vous...

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je rappelle à la députée qu'elle doit adresser ses questions et ses observations à la présidence et non au député.

L'hon. Judy A. Sgro: Madame la Présidente, je vous remercie de ce rappel.

Compte tenu de l'excellent travail qu'il fait pour les droits de la personne, le député pourrait-il expliquer aux nouveaux parlementaires, plus particulièrement, comment ils peuvent mieux se faire entendre lorsqu'ils veulent défendre les droits de la personne partout dans le monde?

L'Adresse

M. Gary Anandasangaree: Madame la Présidente, je remercie ma bonne amie et mentor de Humber River—Black Creek pour son soutien indéfectible et ses efforts admirables pour promouvoir les droits de la personne partout dans le monde.

En tant que parlementaires, nous ne sommes parfois pas conscients de l'énorme responsabilité qui nous est confiée et des moyens qui nous sont donnés au Parlement pour mettre en lumière des enjeux peut-être peu discutés ou peu connus. En nous penchant sur l'histoire du Parlement, nous pouvons nous rendre compte des démarches extraordinaires qu'au fil des ans certains parlementaires ont poursuivies individuellement pour faire avancer les choses, qu'il s'agisse de l'apartheid ou de la lutte contre le racisme ou le sexisme. C'est pourquoi j'invite tous les nouveaux députés à faire avancer les dossiers qu'ils considèrent comme importants, parce que de nombreux Canadiens les considèrent aussi comme importants.

M. Todd Doherty (Cariboo—Prince George, PCC): Madame la Présidente, je remercie mon collègue de Scarborough—Rouge Park pour les efforts qu'il a déployés lors de la dernière législature à titre de secrétaire parlementaire pour préserver nos langues autochtones. J'ai épaulé notre collègue précisément en ce qui concerne la Première Nation Lheidli T'enneh, notre Première Nation hôte dans la collectivité de Prince George, quand notre aînée, Mary Gouchie, est décédée et a emporté dans la mort un si grand savoir. Notre collègue a beaucoup travaillé là-dessus et je l'en remercie.

Je souhaite que nous fassions le même travail qu'il a fait sur la protection des langues autochtones. Nous allons avoir besoin d'une voix forte à ce chapitre pour défendre notre secteur forestier et les travailleurs forestiers au chômage de la Colombie-Britannique. Pourrions-nous faire preuve d'autant de ténacité pour eux?

M. Gary Anandasangaree: Madame la Présidente, je remercie le député de Cariboo—Prince George de ses bons mots. Je peux lui assurer que j'appuie tous les travailleurs du Canada et le droit des travailleurs canadiens d'occuper un emploi. Grâce aux efforts de défense déployés par le gouvernement, nous veillerons à ce que l'ensemble des travailleurs dans toute industrie soient appuyés.

M. Brad Vis (Mission—Matsqui—Fraser Canyon, PCC): Madame la Présidente, je vais partager mon temps de parole avec le député d'Edmonton-Centre.

Bien que je sois heureux de prendre la parole aujourd'hui au sujet du discours du Trône, je tiens tout d'abord à remercier les électeurs de Mission—Matsqui—Fraser Canyon de m'avoir accordé leur confiance. Je suis reconnaissant aux membres de l'équipe de base chargée de ma campagne électorale, c'est-à-dire Jeff Wilson, Alison Rachel, Baljinder Brar, Marc Vella, Christopher di Armani, Jagjit Toor, Jalen Kropf et Sukhpreet Kang, de leurs efforts et leurs contributions. Je remercie tous mes bénévoles et mes donateurs de leur temps et de leur généreux soutien financier. Mon épouse, Kathleen, a tant sacrifié et donné pour que je puisse être ici. Je la remercie du fond du cœur.

Je remercie mes deux fils, Declyn et Nicholas, de leurs sacrifices et des sacrifices à venir. Leur père s'est donné pour mission de servir, de donner l'exemple et de lutter pour un avenir meilleur pour tous les Canadiens. Ils sont jeunes, mais, s'ils doivent tirer une leçon de mon temps à la Chambre et des efforts déployés pour en arriver là, c'est celle de défendre ce en quoi ils croient, de lutter sans relâche pour l'excellence et d'agir ainsi pour la gloire de Dieu.

Si on passe maintenant à ma circonscription, Mission—Matsqui—Fraser Canyon, il s'agit d'une énorme circonscription qui re-

groupe une partie du district régional de la vallée du Fraser, le district régional de Thompson-Nicola et le district régional de Squamish-Lillooet. Ma circonscription se trouve dans l'une des plus belles régions du Canada et son potentiel est infini. Elle regorge de ressources naturelles, de pêches, de chemins de fer et terres agricoles. Il s'agit d'une destination prisée par les touristes de partout sur la planète et c'est le paradis des amants de la nature. La descente de rivière pratiquée à Lytton est de calibre mondial. C'est dans la région de Lillooet, région d'une beauté sauvage au secteur agricole en pleine effervescence, que se trouve le vignoble primé de Fort Berens Estate. Il y a le centre de ski Sasquatch à Harrison Mills et, à Ashcroft, on trouve le terminus Ashcroft, un des éléments clés de la porte d'entrée de l'Asie-Pacifique et un port intérieur majeur des chemins de fer du Canadien Pacifique et du Canadien National.

C'est dans la vallée du Fraser qu'on trouve les terres agricoles les plus riches et les plus productives. C'est dans cette région que les ventes à la ferme par habitant sont les plus élevées. La collectivité de Yale fait partie intégrante de l'histoire de la Colombie-Britannique, de la ruée vers l'or et de l'établissement de la province. Les Premières Nations habitent dans cette région depuis des temps immémoriaux et elles ont toutes un lien avec le Fraser. La nation Stó:lo, par exemple, est la nation du fleuve.

Mission—Matsqui—Fraser Canyon, c'est 22 000 kilomètres carrés d'étendues sauvages et complexes qui couvrent littéralement différents climats et différentes cultures entre la vallée du Fraser et les régions du canyon du Fraser. Cela m'amène à aborder les défis qui se posent à nous aujourd'hui par rapport au fleuve Fraser, défis auxquels notre saumon, notre esturgeon, notre truite arc-en-ciel, notre culachon et de nombreuses autres espèces sont également confrontés. Pourtant, ces défis n'ont même pas été abordés dans le discours du Trône du gouvernement libéral. Le saumon du Pacifique est l'une des figures les plus emblématiques de la Colombie-Britannique, tandis que le fleuve Fraser forme l'un des réseaux hydrographiques les plus productifs, sinon le plus productif, au monde. La viabilité future de certaines des populations les plus menacées de cette espèce de saumon autrefois si prolifique est menacée.

L'Adresse

C'est ce qui m'amène au glissement de terrain de Big Bar. Les images prises par satellite confirment qu'il y a plus d'un an, un glissement de terrain s'est produit à Big Bar, sur le fleuve Fraser, juste au nord de Lillooet, en Colombie-Britannique, c'est-à-dire dans la partie nord de ma circonscription, près du traversier de Big Bar. Un gros bloc de roche s'est détaché en amont, dans un secteur étroit du fleuve, ce qui a créé un énorme embâcle et, par ricochet, une chute de plus de 16 pieds de haut. Pourtant, le ministère des Pêches et des Océans a été informé de la situation seulement en juin de cette année. Il faut dire à sa décharge qu'il a offert sa collaboration aux autorités provinciales et aux partenaires autochtones dès qu'il a été mis au courant et que tous s'emploient aujourd'hui à faire en sorte que le saumon puisse contourner cet obstacle ou passer par-dessus. Malheureusement, pour une bonne partie des saumons qui ont tenté cet automne de remonter le fleuve jusqu'à la frayère qui les a vus naître, c'était trop peu, trop tard. Environ 60 000 poissons ont été capturés et placés dans des viviers, puis transportés, certains par hélicoptère, au-delà de l'embâcle, tandis que certains autres profitaient de la baisse du niveau de l'eau pour réussir à se frayer un chemin. Hélas, selon Pêches et Océans, la majorité des poissons qui ont réussi à franchir l'obstacle étaient trop stressés pour se reproduire. On attend toujours les chiffres officiels pour savoir quelle proportion des poissons transportés ont survécu.

Alors que les montaisons n'ont jamais été aussi basses, voilà qui risque de compromettre les générations futures de saumon dans le haut Fraser.

• (1645)

Les stocks de saumon pourraient très bien s'effondrer en amont du glissement. Je n'essaie pas d'être alarmiste. Les scientifiques du ministère des Pêches et des Océans ont en fait indiqué à la Commission du saumon du Pacifique que le glissement de terrain de Big Bar est la cause directe d'un « important risque d'extinction » de la population de saumon dans trois remontées.

Malgré cela, le gouvernement fédéral a attendu au 26 novembre dernier pour diffuser une demande de renseignements urgente à l'intention du secteur privé pour obtenir des propositions de solutions à cette crise. C'était il y a deux semaines alors que le glissement de terrain s'est produit en octobre 2018 et que les autorités sont saisies du dossier depuis juin 2019. Ce n'est tout simplement pas assez rapide pour les nombreuses communautés autochtones et les nombreux chasseurs et pêcheurs dont les activités commerciales, les traditions ou la culture dépendent de ce poisson.

De nombreuses personnes touchées ont communiqué avec moi et je comprends l'exaspération des gens qui ne cessent d'exiger qu'on agisse plus vite pour sauver le saumon sauvage de la Colombie-Britannique, un poisson emblématique. Cette semaine encore, la Fondation du saumon du Pacifique parlait d'une crise. Je joins ma voix à celle du First Nations Leadership Council de la Colombie-Britannique pour demander au gouvernement fédéral de déclarer qu'il y a urgence. Si le travail d'enlèvement des débris du glissement de terrain et de restauration de la zone n'est pas fait maintenant, pendant l'hiver, alors que le niveau d'eau est à son plus bas, cela se répercutera sur les saumons qui reviennent la saison prochaine, qui seront de nouveau menacés d'extinction.

J'ouvre une parenthèse sur l'histoire de la Colombie-Britannique pour dire qu'un glissement de terrain naturel a eu lieu pendant la construction du chemin de fer en Colombie-Britannique en 1914 et qu'il a fallu plus de 50 ans pour que les stocks de poisson se rétablissent après cette catastrophe.

Je demande donc au gouvernement fédéral de prendre toutes mesures immédiates et extraordinaires pour acheminer des travailleurs et des ressources jusqu'au site, de déclarer l'état d'urgence et de débloquer les fonds nécessaires pour régler immédiatement la crise et sauver l'espèce.

Je remercie mes collègues du NPD, y compris le député de Courtenay—Alberni, qui a soulevé la question en réponse au discours du Trône. J'ai hâte de collaborer avec tous les partis pour régler la crise. Il ne s'agit pas d'une question politique, mais d'une plutôt d'un enjeu canadien auquel nous devons nous attaquer ensemble.

Après la période des questions, j'ai rencontré la ministre des Pêches et des Océans. Elle est au courant de la crise et fait de son mieux, en sa qualité de nouvelle ministre, pour y remédier. Je lui demanderai des comptes afin de garantir la survie des poissons.

J'aimerais bien dire que le glissement de terrain survenu à Big Bar est la seule menace qui plane sur le bassin hydrographique du Fraser et les espèces sauvages qui vivent dans cet écosystème, mais, malheureusement, ce n'est pas le cas. Dans l'extrémité sud de ma circonscription, entre les villes d'Abbotsford et Mission, le district de Mission travaille inlassablement pour remplacer des conduites d'eaux usées qui passent sous le fleuve Fraser et qui aboutissent à l'usine de traitement d'Abbotsford. Près de 50 000 personnes dépendent de cette infrastructure essentielle. Les conduites sous pression actuelles ont plus de 30 ans, sont utilisées à pleine capacité et risquent à tout moment de faire défaut. Selon les ingénieurs de Mission, on ne se demande pas « si », mais plutôt « quand », ces conduites d'eaux usées vont connaître des ratés. Les dégâts environnementaux que causerait alors l'écoulement d'eaux usées sur les rives du fleuve Fraser seraient sans précédent.

En 2017, les paliers supérieurs du gouvernement ont décidé d'accorder 6,9 millions de dollars au district de Mission mais, jusqu'ici, seulement une petite portion de ces fonds ont bel et bien été transférés. Depuis, les coûts de construction ont monté en flèche, et les multiples examens gouvernementaux ont entravé le processus, notamment à cause de tracasseries administratives. Il est nécessaire d'injecter immédiatement des fonds pour que le projet puisse être réalisé. On pourra ainsi fournir un service essentiel à une collectivité en pleine croissance et protéger l'environnement pour les générations futures, alors que la population du district de Mission, dans la vallée du Fraser, continue de croître à un rythme accéléré. Je ne saurais trop insister sur la nécessité de régler rapidement ce problème qui touche une infrastructure essentielle.

En conclusion, la santé de l'écosystème du fleuve Fraser est beaucoup trop importante pour s'en remettre au hasard. Comme je l'ai déjà dit, les montaisons de cette année ont déjà atteint un niveau terriblement bas. Le saumon, qui est aux prises avec la pression du développement, le réchauffement des eaux, les changements climatiques, le braconnage et la surpêche, ne peut supporter d'autres facteurs de stress. Il existe des solutions viables et opportunes aux difficultés qui se profilent à l'horizon, mais seulement si le gouvernement fédéral et le Parlement agissent dès maintenant. Je suis prêt, en tant que député du Parti conservateur, à collaborer avec la ministre de l'Infrastructure et des Collectivités, la ministre des Pêches et des Océans et le ministre de l'Environnement dans ces dossiers pressants.

L'Adresse

• (1650)

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Malheureusement, le temps est écoulé, mais le député pourra peut-être terminer son discours au cours de la période des questions et des observations.

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, le député a soulevé un certain nombre d'enjeux. Il ne fait aucun doute que les députés de tous les partis ont des préoccupations liées à ce qui se passe dans leur circonscription. C'est toujours intéressant quand un député soulève une question à la Chambre qui est dans l'intérêt non seulement de sa circonscription, mais aussi de l'ensemble des Canadiens et du pays.

Nous avons présenté certaines mesures législatives, notamment une apportant des modifications à la Loi sur les océans. Nous avons dépensé des centaines de millions de dollars supplémentaires pour protéger les cours d'eau et ainsi de suite. Nous pouvons faire mieux, et nous l'avons reconnu.

Je suis heureux que le député ait avancé ces idées. A-t-il des exemples précis de mesures qu'il aimerait que l'on mette en place?

M. Brad Vis: Madame la Présidente, ce que nous pouvons faire aujourd'hui, c'est travailler avec la ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne pour envoyer des gens sur les lieux du glissement de terrain, à Big Bar, non pas la semaine prochaine, mais dès cette semaine, afin de remédier à la situation et de s'assurer de nettoyer les lieux avant la crue printanière.

Tout le monde en Colombie-Britannique qui est touché par la situation du fleuve Fraser souhaite que des mesures soient prises immédiatement. Je vais travailler avec la ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne pour m'en assurer.

• (1655)

M. Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Madame la Présidente, les priorités cernées par le député de Mission—Matsqui—Fraser Canyon ne devraient pas être partisans. La protection du saumon sauvage est l'affaire de tous.

Cette année, le retour des salmonidés a eu lieu sur la côte, malgré le glissement de terrain de Big Bar. Cependant, le nombre de saumons remontés ne représente que la moitié de la montaison la plus faible jamais enregistrée dans le fleuve Fraser. Le retour dans la rivière Skeena n'a jamais été aussi bas. Dans la rivière Clayoquot, on n'a dénombré que 300 saumons quinnat dans l'ensemble des tributaires, alors qu'il y en a normalement des milliers. On constate la disparition des poissons et un manque de ressources.

Le gouvernement doit élaborer un programme d'aide d'urgence. La situation nécessite un financement pour la restauration équivalent à ce que le gouvernement dépenserait pour un feu de forêt en Alberta ou une inondation dans l'Est du Canada. Il s'agit d'une urgence nationale. Le ministère a besoin d'effectifs. Il doit faire un investissement record dans le Programme de mise en valeur des salmonidés. Les pêcheurs ont besoin d'assurance-emploi, car ils perdent leur maison. La flotte commerciale n'a même pas levé l'ancre avant la fin du mois d'août.

Mon collègue est-il prêt à se joindre à moi pour demander au gouvernement d'élaborer un plan de sauvetage — un programme d'aide d'urgence — pour les résidents de la région côtière de la Colombie-Britannique, compte tenu de la crise qui sévit actuellement?

M. Brad Vis: Madame la Présidente, je m'inquiète, comme le député de Courtenay—Alberni, de la gravité de la situation dans laquelle se trouvent les saumons du Pacifique qui fraient dans les affluents du fleuve Fraser.

Il est urgent d'agir. Il faut régler certains enjeux cruciaux dès maintenant pour assurer la survie du saumon sauvage pour les générations futures.

M. Dan Albas (Central Okanagan—Similkameen—Nicola, PCC): Madame la Présidente, j'offre mes félicitations au député de Mission—Matsqui—Fraser Canyon. Il saura défendre les intérêts de ses concitoyens. Comme je viens moi-même de la Colombie-Britannique, je tiens à le féliciter de son élection.

Le député a souligné l'importance de collaborer avec les municipalités. J'aimerais qu'il nous parle davantage des besoins liés à un projet d'infrastructure en particulier, qui concerne les égouts qui passent sous le fleuve Fraser. C'est un enjeu important, et j'aimerais qu'il soit bien présent dans l'esprit du gouvernement.

M. Brad Vis: Madame la Présidente, la mairesse de Mission, Pam Alexis, travaille sans relâche afin que les efforts coordonnés des gouvernements fédéral et provincial permettent à Mission de recevoir le financement nécessaire.

Quand les droits de douane sur l'acier et l'aluminium ont fait grimper en flèche les coûts de construction, le district de Mission n'avait plus les ressources nécessaires pour assurer le bon avancement du projet. Il s'est aussi buté à un autre obstacle qu'il faudra régler: la réglementation provinciale en matière d'environnement.

Je travaillerai sans relâche avec le district de Mission et avec tous les députés fédéraux pour éviter que le fleuve Fraser devienne la scène d'un autre désastre environnemental.

M. James Cumming (Edmonton-Centre, PCC): Madame la Présidente, aujourd'hui, je prends la parole pour la première fois dans cette vénérable enceinte en tant que député d'Edmonton-Centre. J'aimerais prendre un instant pour remercier les gens de ma circonscription de m'avoir accordé leur confiance afin que je fasse part de leurs préoccupations à cette importante institution. Je leur promets de défendre leurs intérêts avec vigueur et avec toute l'intégrité et la conviction requises.

Je n'aurais pas pu avoir cette chance sans l'aide d'un groupe de bénévoles dévoués qui ont frappé à plus de 70 000 portes et qui, dans bien des cas, m'épaulent depuis plus de six ans. Je remercie Laurie Hawn, qui est le premier à m'avoir invité à offrir mes services, pour avoir cru en moi et pour les services qu'il a rendus à sa collectivité. Je ne le laisserai pas tomber.

Je tiens à exprimer ma profonde reconnaissance à ma famille pour le dévouement et la générosité inébranlables dont elle a fait preuve en me permettant d'être ici aujourd'hui. Mon épouse, Debbie, me soutient dans toutes les aventures que j'entreprends depuis plus de 37 ans. Je remercie mes enfants, Garrett, Taylor et Kennedy, mon gendre, Steven, et ma petite-fille, Maya. Leur papa et grand-papa C tâchera de les rendre fiers.

J'aimerais saluer plus particulièrement mon fils Garrett. Tous les jours, il est pour moi une source d'inspiration en atteignant ses objectifs malgré les difficultés causées par la dystrophie musculaire de Duchenne. Garrett me donne l'énergie et la détermination dont j'ai besoin afin de lutter tous les jours pour ce qui est juste.

L'Adresse

Je veux maintenant parler du discours du Trône sans substance que le gouvernement libéral nous a présenté la semaine dernière. Ce discours mal ficelé ne sert que du réchauffé, mentionne très peu l'Alberta et ne renferme que de rares bonnes mesures. Il nous laisse complètement insatisfaits.

Dans l'ensemble, le discours du Trône des libéraux est essentiellement rempli de platitudes. Il n'offre pas de solutions pour combler les divisions régionales, renforcer notre position sur la scène mondiale ou redonner du travail aux Canadiens des Prairies.

Au lieu de cela, le gouvernement a fait beaucoup de démagogie, sans proposer des mesures concrètes pour les petits entrepreneurs qui ont du mal à survivre dans cette économie en déclin. C'était une expérience décevante pour moi en tant que nouveau député écoutant son premier discours du Trône.

En tant qu'Albertain, j'étais aussi déçu que le gouvernement néglige le moteur économique du pays. Le parti d'en face est toujours demeuré indifférent au sort des 170 000 chômeurs albertains. Les habitants d'Edmonton-Centre en ont pris conscience, et ils ont réagi en conséquence lors des dernières élections. Je ne tiendrai pas pour acquise leur confiance.

Cet automne, j'ai rencontré une famille dans le quartier de North Glenora, dans ma circonscription, dont le père avait perdu son travail dans une entreprise de forage qui avait réinvesti du capital au Texas. Depuis, il a retrouvé un emploi, mais il a perdu 5 000 \$ de revenus par mois. Pour qu'il s'en sorte, ses enfants ont emménagé chez lui pour l'aider à payer le loyer. Il y a des milliers d'histoires similaires à celle-ci que les libéraux oublient complètement quand ils nous noient sous leurs platitudes vides de sens.

Le chef de l'opposition officielle m'a récemment nommé ministre du cabinet fantôme en matière de petites entreprises et de promotion des exportations. Je voudrais faire, à ce titre, un certain nombre de commentaires sur les occasions ratées du discours du Trône des libéraux.

En tant qu'entrepreneur depuis toujours, chef d'entreprise et ancien président de la chambre de commerce, j'ai entendu parler de ce qui fait obstacle à la réussite des petites entreprises au fil des ans et j'ai connu ces difficultés. Je suis heureux de pouvoir mettre à profit ce que j'ai appris et mettre réellement à contribution ce savoir dans cette enceinte.

Jusqu'à présent, le gouvernement libéral a complètement ignoré le triste sort des petites entreprises partout au pays et les difficultés auxquelles elles sont confrontées. Les intervenants du secteur privé s'efforcent de créer de nouveaux emplois et de prendre de l'expansion en ces temps incertains. Les propriétaires de petites entreprises sont des gens qui prennent des risques et travaillent fort. Nous devons les respecter, ce que le gouvernement n'a pas fait, au point même de les accuser de fraude fiscale, ce que je trouve franchement insultant.

Le discours du Trône n'a pas abordé les pertes massives d'emplois, les faillites personnelles ou la fuite régulière de capitaux auxquelles sont confrontées les entreprises partout au pays, notamment en Alberta. En fait, pas plus tard que la semaine dernière, Statistique Canada a annoncé la perte de plus de 71 000 emplois en novembre, ce qui porte le taux de chômage général à un sommet de 5,9 %, la plus forte augmentation des 10 dernières années. En octobre seulement, plus de 13 000 Canadiens sont devenus insol-

vables. Il s'agit d'une augmentation de 13 %, du jamais vu en 10 ans.

● (1700)

En 2018, l'Institut Fraser signalait que les sommes investies par les Canadiens à l'étranger étaient en hausse de 74 %. Les investissements commerciaux au Canada ont par ailleurs décliné de 2 % depuis quelques années, tandis que les investissements directs étrangers ont chuté de 55 %. Les investissements dans la propriété intellectuelle sont eux aussi en baisse. Ces quelques points de référence devraient permettre à mes collègues de saisir à quel point la situation est mauvaise dans le secteur privé et de comprendre pourquoi l'économie canadienne est au plus mal.

Où ces pertes ont-elles eu lieu? Dans le secteur privé, bien sûr, qui est le principal moteur économique du pays et que le gouvernement néglige et ignore encore et encore. Les petites entreprises seront incapables de prendre de l'expansion et de créer des emplois si le gouvernement libéral continue de les accabler de charges sociales toujours plus élevées et s'il leur impose une taxe sur le carbone qui fera augmenter le coût de production de tous les biens de consommation. C'est sans parler des coûts de conformité et de la réglementation, qui empêchent les entreprises de demeurer concurrentielles.

Il n'a pour ainsi dire pas été question de l'allègement des obstacles à la compétitivité des entreprises dans le discours du Trône. C'est à se demander à quoi pensent le premier ministre et le gouvernement. Pourquoi ne sont-ils pas plus fiers du secteur énergétique albertain? Il a pourtant le respect et l'admiration du reste de la planète pour l'éthique de ses normes du travail, pour la manière dont il se conforme à la réglementation, pour ses efforts de conservation de l'environnement et pour son engagement social.

Si nous pouvions exporter nos ressources énergétiques et nos technologies, nous pourrions pousser l'économie canadienne à la hausse tout en faisant baisser les émissions mondiales de gaz à effet de serre.

Quand le gouvernement commencera-t-il à mettre l'accent sur des politiques visant à rassembler le pays au lieu de le diviser? Voilà pourquoi un plus grand nombre d'Albertains nous ont envoyés à Ottawa pour exprimer leurs préoccupations et leurs frustrations, et pour faire entendre aux députés libéraux d'en face ce qui se passe dans cette partie du pays qu'ils négligent et rabaissent si souvent.

Voilà pourquoi le caucus conservateur forme aujourd'hui l'opposition officielle la plus forte de l'histoire du Canada. Nous demandons des comptes au gouvernement et défendons les intérêts de nos électeurs et des Canadiens d'un bout à l'autre du pays.

Les libéraux ont reçu un mandat qui les force à faire preuve de plus de modestie et à collaborer avec les députés de l'opposition. Je suis néanmoins sceptique, étant donné les promesses du discours du Trône. Par rapport à leur discours de 2015, celui-ci est deux fois plus long, ce qui signifie, non pas qu'il renferme plus de politiques, mais simplement plus de platitudes et de promesses vides et beaucoup moins de voies ensoleillées, comme les députés ont pu le constater.

L'Adresse

Nous pouvons tous constater également que les voies ensoleillées et l'économie de Bisounours ont mené à un taux de chômage de 5,9 % dans tout le pays et ont fait gonfler le déficit de dizaines de milliards de dollars. C'est sans compter l'augmentation considérable de la dette économique, la montée en flèche des dépenses publiques — qui laissent peu d'espoir à un retour à un budget équilibré — et les graves inquiétudes que tout cela suscite chez les électeurs et les propriétaires de petites entreprises.

Quand on compare les dépenses gouvernementales de la première moitié de l'exercice en cours à celles de l'année dernière à la même période, on constate qu'elles sont en hausse de 9 %, ce qui est stupéfiant. Nous savons tous qu'il est impossible de se faire oublier en dépensant de la sorte. Il y a quelqu'un, quelque part, qui paiera un jour le prix des habitudes irresponsables du gouvernement libéral en matière de dépenses. Cela veut dire qu'un jour ou l'autre, nous devons tous contribuer pour renverser les effets de ce comportement nuisible.

Je termine en remerciant de nouveau ma famille, les bénévoles et les gens de mon coin de m'accorder leur confiance. Je me ferai un plaisir de défendre leurs intérêts, d'exprimer leurs préoccupations et d'assumer mon rôle de député d'Edmonton-Centre et de ministre du cabinet fantôme chargé du dossier de la petite entreprise et de la promotion des exportations à la Chambre.

• (1705)

M. Marcus Powlowski (Thunder Bay—Rainy River, Lib.): Madame la Présidente, c'est la première fois que je prends la parole à la Chambre des communes. Je suis très fier de représenter les habitants de Thunder Bay—Rainy River. Je tiens aussi à féliciter tous les députés d'avoir été élus à la Chambre des communes.

De nombreux députés ont parlé de ce qu'ils ont entendu lorsqu'ils ont fait du porte-à-porte. Personnellement, j'ai rencontré beaucoup de gens cyniques à l'égard des politiciens et du fait qu'il y a beaucoup de querelles entre les partis, beaucoup de chahut et beaucoup d'hostilité. Les Canadiens veulent que nous collaborions dans l'intérêt du pays.

Je suis à la Chambre des communes depuis seulement quelques jours, mais je n'ai pas l'impression que l'opposition souhaite vraiment travailler avec nous dans l'intérêt du pays. Mon collègue d'Edmonton sous-estime peut-être l'intérêt que certains libéraux portent à la population de l'Alberta.

Beaucoup d'habitants de Thunder Bay vont en Alberta pour travailler, du moins une partie du temps. J'ai beaucoup d'amis qui habitent en Alberta. Nous sommes certainement sympathiques à votre cause et nous serions heureux de collaborer avec vous si vous vous en sentez capables...

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Tout d'abord, je rappelle au député d'être attentif afin de voir le signal que je lui donnerai pour conclure et poser la question. Ensuite, il doit s'assurer d'adresser ses questions à la présidence et non aux députés.

Le député d'Edmonton-Centre peut répondre à la question.

• (1710)

M. James Cumming: Madame la Présidente, je ne suis pas certain s'il y avait une question, mais je ne pense pas. Toutefois, je peux dire que ce côté-ci de la Chambre est tout à fait prêt à travailler avec l'autre côté si vous commencez à élaborer des poli-

tiques qui traitent de certaines questions dont j'ai parlé dans mon discours.

Il y a plus de 150 000 chômeurs en Alberta. J'ai parlé du travailleur dont les enfants sont revenus habiter avec lui pour l'aider à payer le loyer. Lorsque vous commencerez, de l'autre côté, à élaborer des politiques qui peuvent aider ces gens et aider les entreprises, vous obtiendrez la collaboration de toutes sortes de gens.

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je rappelle encore une fois au député qu'il doit adresser ses questions à la présidence et non aux députés.

Nous reprenons les questions et observations. Le député de Timmins—Baie James a la parole.

M. Charlie Angus (Timmins—Baie James, NPD): Madame la Présidente, je tiens à souhaiter la bienvenue à la Chambre au député. J'ai écouté son intervention avec beaucoup d'intérêt. Je représente une région riche en ressources, mais nous devons commencer à parler des émissions qui ne cessent d'augmenter. Je crois qu'il s'agit là d'un des problèmes fondamentaux selon ce que j'entends de la part du Parti conservateur.

Ma famille et mon épouse viennent de l'Alberta. Tous les membres de la famille de mon épouse ont travaillé dans le secteur pétrolier. Pendant la campagne, quand j'ai fait du porte-à-porte dans des quartiers de cols bleus, les gens m'ont dit qu'ils étaient grandement préoccupés par la crise catastrophique des changements climatiques.

Année après année, les émissions canadiennes continuent d'augmenter. Il nous faut une solution nationale qui inclut l'Alberta. La difficulté est qu'il faut commencer à réduire les émissions croissantes du secteur pétrolier. Nous n'entendons certainement rien de la part de Jason Kenney ni du leader actuel du Parti conservateur.

Comment le député et son parti traiteront-ils ce dossier à la Chambre, pour nous permettre enfin de commencer à réduire les émissions canadiennes?

M. James Cumming: Madame la Présidente, le Canada est déjà en train de produire un pétrole répondant à des normes parmi les plus rigoureuses du monde au chapitre de l'éthique et de la réduction des émissions. Si nous voulons vraiment faire une différence en ce qui concerne les émissions mondiales, alors pourquoi le Canada n'adopterait-il pas une stratégie nationale pour employer ses propres ressources et cesser d'importer du pétrole en provenance de pays qui n'adhèrent pas aux mêmes normes que nous?

Par ailleurs, on devrait pouvoir employer la technologie que nous avons élaborée au Canada pour réduire les émissions ailleurs. Le gaz naturel liquéfié et la technologie mise au point en Alberta pourraient être exportés partout dans le monde.

L'hon. Kirsty Duncan (Etobicoke-Nord, Lib.): Madame la Présidente, je vais partager mon temps de parole avec la députée de Humber River—Black Creek.

J'aimerais d'abord remercier les résidents d'Etobicoke-Nord de m'avoir à nouveau accordé leur confiance et le privilège de les servir et de défendre ce qui leur tient à cœur dans cette enceinte.

L'Adresse

Je profite aussi de cette occasion pour vous féliciter, Madame la Présidente, pour le nouveau rôle que vous exercez, et je félicite également tous mes collègues qui ont réussi à se faire élire ou ré-élire. J'ai hâte de travailler avec mes collègues, plus particulièrement lorsqu'il est question de ce qui importe aux résidents d'Etobicoke-Nord: renforcer la classe moyenne, protéger l'environnement et assurer la sécurité de nos collectivités.

J'aime être au service des collectivités et des familles formidables d'Etobicoke-Nord. Etobicoke est mon chez-moi. C'est là que je suis née et que j'ai grandi. J'ai fréquenté la Dixon Grove Junior Middle School et le Kipling Collegiate, qui sont encore fréquentés par de nombreux élèves d'Etobicoke-Nord. Etobicoke est l'endroit où j'ai choisi de faire ma vie et de servir les gens qui comptent beaucoup pour moi.

Etobicoke-Nord est fièrement l'une des collectivités les plus diversifiées au pays. Plus de la moitié de la population y est de première génération et le tiers, de deuxième génération. À l'instar de ma propre famille, qui est venue d'Écosse et d'Ukraine, ces gens sont venus au Canada pour avoir une vie meilleure et, surtout, pour bâtir une vie meilleure pour leurs enfants. Je remercie les familles d'Etobicoke-Nord de m'avoir enseigné leur belle langue, leur culture et leur religion. Je les remercie de m'avoir incluse dans leurs célébrations familiales à l'église, au gurdwara, à la mosquée et au mandir.

Je tiens également à souligner quelques-uns des nombreux organismes qui font un travail important dans notre communauté: les Albion Neighbourhood Services; le refuge pour femmes Ernestine, dont le travail sauve des vies; le centre de santé communautaire Rexdale; la clinique d'aide juridique communautaire Rexdale; le Rexdale Women's Centre; et Youth Without Shelter.

J'aimerais souligner le travail de la filiale 286 de la Légion royale canadienne ainsi que du poste 23 du Service de police de Toronto.

Les gens d'Etobicoke-Nord travaillent dur pour leur famille. Beaucoup occupent deux, voire trois emplois et travaillent six ou sept jours par semaine. Ces gens me disent que la réduction d'impôts pour la classe moyenne instaurée par le gouvernement libéral a une incidence réelle dans leur vie. L'Allocation canadienne pour enfants les aide encore plus. En fait, elle aide 25 000 enfants dans notre collectivité.

Cela dit, le gouvernement est bien conscient qu'il reste encore du travail à faire pour rendre le coût de la vie plus abordable pour les familles. Par conséquent, notre toute première mesure vise à réduire les impôts de la classe moyenne et des gens qui travaillent fort pour en faire partie.

À compter de 2020, cette modification permettra aux Canadiens d'avoir plus d'argent dans leurs poches. En effet, elle augmentera le montant qui est à l'abri de l'impôt fédéral sur le revenu. Une fois la mise en œuvre terminée, près de 20 millions de Canadiens profiteront de cette mesure, qui représente près de 300 \$ en économies d'impôt par année pour une personne. Pour un couple ou une famille, y compris les familles monoparentales, les économies seront encore plus grandes, atteignant près de 600 \$ par année.

Les gens d'Etobicoke-Nord et les Canadiens en général comprennent que les changements climatiques sont réels et qu'ils sont en train de se produire. C'est la question environnementale la plus urgente à laquelle nous faisons face. Il importe de noter que, aux

dernières élections, une majorité de Canadiens ont voté en faveur de mesures sérieuses de lutte contre les changements climatiques.

Le gouvernement libéral a déjà mis en place 50 mesures importantes pour lutter contre les changements climatiques. Même si nous réalisons de véritables progrès, nous savons qu'il reste encore beaucoup à faire. Nous collaborons avec les provinces et les territoires pour prendre des mesures encore plus audacieuses visant à réduire la pollution et à investir dans un avenir plus propre. Nous planterons deux milliards d'arbres au cours des 10 prochaines années, atteindrons un objectif de zéro émission nette d'ici 2050 et protégerons 25 % des terres et des océans du Canada d'ici 2025.

Je veux souligner l'immense travail accompli par le Conseil jeunesse d'Etobicoke-Nord en matière de lutte contre les changements climatiques et de défense de l'environnement.

- (1715)

Le dernier point que je souhaite soulever est celui de la nécessité d'adopter des lois plus strictes sur les armes à feu.

La 23^e division de la police de Toronto couvre Etobicoke-Nord, et c'est l'une des 17 divisions dans la ville de Toronto. Le secteur que dessert la 23^e division arrive au deuxième rang pour ce qui est du nombre de fusillades depuis 2004; c'est une véritable tragédie.

Dès mon arrivée au Parlement à titre de députée d'Etobicoke-Nord, j'ai commencé à demander des mesures concrètes de lutte contre la violence armée et contre les gangs. Lorsque j'étais dans l'opposition, je parlais régulièrement aux ministres et j'ai obtenu que du financement soit consacré à sortir les jeunes des gangs. J'ai amené des femmes endeuillées à Ottawa pour qu'elles rencontrent des députés de tous les partis et j'ai organisé une veille sur la Colline du Parlement pour nos enfants. J'ai aussi réuni tous les ordres de gouvernement, ainsi que des dizaines d'organismes, dans Etobicoke-Nord pour discuter de la violence armée et trouver des mesures concrètes pour y mettre fin.

Je vais expliquer pourquoi. Lorsque je participe à un rassemblement d'une centaine de personnes dans ma région, il n'est pas rare qu'une femme vienne me dire qu'elle est la mère de tel jeune garçon qui a été abattu. Ces meurtres violents sont l'un des pires traumatismes qu'un parent puisse vivre. Ces personnes vivent une grande souffrance émotionnelle et psychologique. Ces familles dévastées ont besoin de soutien, et nos collectivités ont besoin d'appui pour accroître leur résilience.

Des mères éplorées et des aînés de la collectivité nous disent: « Ce sont eux, les jeunes, qui devraient nous survivre. Personne ne nous parle de notre souffrance parce que personne ne veut en entendre parler. »

Dans notre collectivité, des mères éplorées ont uni leurs efforts pour mettre sur pied des groupes, comme Positive Change, dans le but de s'entraider, de prendre des mesures concrètes pour éradiquer la violence et d'améliorer la vie d'autres jeunes. Dans la brochure de Positive Change, on peut lire: « Cinquante fils, frères, petits-fils et amis disparus. Ensemble, mettons fin à la violence. »

L'Adresse

Le gouvernement libéral n'a pas ménagé ses efforts pour retirer les armes à feu illégales de la circulation en adoptant des mesures législatives qui assurent des meilleures vérifications des antécédents, des vérifications raisonnables des permis, des pratiques exemplaires en matière de tenue de dossiers et le transport sécuritaire des armes à feu. Malgré cela, le nombre de crimes commis avec une arme à feu est à la hausse. Dans Etobicoke-Nord, la disponibilité des armes à feu et la prévalence des gangs sont les principales causes des crimes violents.

Ailleurs, et bien trop souvent, il arrive que des gens soient tués ou blessés parce que des criminels se sont servis d'armes d'assaut de type militaire. Ces armes sont conçues pour tuer de nombreuses personnes, et elles n'ont pas leur place au Canada. Les résidents d'Etobicoke-Nord en ont assez des excuses, et ils savent que les pensées et les prières ne rendent pas notre société plus sûre.

Comme nous l'avons promis pendant la campagne électorale, nous allons interdire les armes d'assaut de style militaire. Les chefs de police du pays demandent qu'on impose des restrictions sur les armes d'assaut depuis plus de quatre décennies. Nous avons écouté ce qu'ils avaient à dire et nous allons agir. Nous allons également collaborer avec les provinces et les territoires pour donner aux municipalités la capacité de restreindre davantage les armes de poing ou de les interdire. Nous allons continuer de lutter contre la violence liée aux gangs en investissant 50 millions de dollars supplémentaires par année pendant cinq ans afin d'aider les municipalités à répondre aux besoins des communautés à risque. Nous allons également nous assurer que l'Agence des services frontaliers du Canada et la GRC ont les ressources dont elles ont besoin pour détecter et pour freiner la circulation d'armes à feu à nos frontières.

J'ai parlé longuement de la violence qui sévit dans notre communauté parce que je ne cesserai jamais de m'efforcer de la rendre plus sécuritaire. Cela dit, je tiens à dire que je suis très fier de faire partie de cette communauté et de représenter ces familles fantastiques et ces gens travailleurs. C'est un plaisir pour moi de voir ces familles dans nos écoles, dans différentes activités et chez elles. Les familles sont la force de nos collectivités et de notre pays.

J'aimerais souhaiter à tous mes collègues un très joyeux Noël, de joyeuses Fêtes et une bonne année.

• (1720)

M. Matt Jeneroux (Edmonton Riverbend, PCC): Madame la Présidente, je vous félicite d'avoir été choisie pour remplir cette fonction.

Je félicite également ma collègue d'en face. Au cours de la législature précédente, nous nous sommes affrontés lors de quelques joutes oratoires, ce que j'ai trouvé intéressant. J'ai toutefois été un peu surpris par son discours. Nous avons très souvent eu des discussions sur les sciences. Dans le discours du Trône, il n'y a aucune mention de nombreuses disciplines scientifiques, mis à part le continuum espace-temps. Dans son discours, la députée n'a pas non plus fait mention des sciences.

Beaucoup de téléspectateurs se sont probablement interrogés sur la place des sciences pour le nouveau gouvernement. Maintenant que j'y pense, il n'est pas non plus fait mention du sport. Je ne sais pas si la députée a si bien fait son travail lors de la dernière législature que les libéraux n'ont plus besoin de ces ministères ou s'ils ont simplement décidé que l'enjeu présentait des avantages à l'époque sur le plan politique et qu'il n'en présente peut-être pas autant maintenant. Qu'est-il arrivé aux sciences?

L'hon. Kirsty Duncan: Madame la Présidente, soyons très clairs. Le gouvernement s'est engagé à soutenir les sciences, la recherche, la prise de décisions fondées sur des données probantes, les étudiants et les chercheurs de calibre mondial. Voilà pourquoi nous avons rétabli le formulaire détaillé du recensement. Voilà pourquoi nous avons créé le poste de conseiller scientifique en chef du Canada. Voilà pourquoi nous avons fait le plus gros investissement dans la recherche de l'histoire du Canada, un investissement de 10 milliards de dollars, soit une augmentation de 25 % pour les conseils subventionnaires.

Cela tranche nettement avec ce que nous avons vu sous les conservateurs lorsque le financement pour la recherche a stagné, que les scientifiques du gouvernement ont perdu du financement et que des scientifiques ont protesté devant le Parlement contre l'absence des données scientifiques.

• (1725)

M. Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Madame la Présidente, la députée a beaucoup parlé des données scientifiques. Dans le discours du Trône, les libéraux s'engagent à instaurer une économie sans carbone d'ici 2050. Or, les scientifiques affirment que cet objectif est trop loin dans le temps. En effet, le rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat soutient que d'ici 2030, soit au cours des 11 prochaines années, nous devons réduire les émissions de 45 %. Voilà ce que disent les scientifiques.

Si le gouvernement tenait compte de ses propres données scientifiques ou de l'opinion des scientifiques du monde entier, il prendrait sans tarder des mesures pour faire la transition vers une économie sans carbone, non pas d'ici 2050, mais d'ici 2030. Pour ce faire, il faudrait réduire les émissions de 4,5 % par année. Ce n'est pas ce que propose le gouvernement. Il investit dans l'infrastructure des combustibles fossiles plutôt que dans l'énergie propre.

Le gouvernement doit prendre cette urgence, cette crise climatique, au sérieux. J'espère que la députée tiendra compte des données scientifiques de son gouvernement et qu'elle agira en conséquence.

L'hon. Kirsty Duncan: Madame la Présidente, les changements climatiques sont bien réels. Ils ont déjà commencé, et ils constituent la plus grande menace environnementale de notre temps. Nous devons agir pour le bien de nos enfants et de nos petits-enfants.

Je suis ravie que le député ait mentionné le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. J'ai travaillé avec ce groupe à la préparation de deux rapports. J'étais l'un des principaux auteurs du rapport sur les changements climatiques et la santé humaine en Amérique du Nord. Je travaille avec dévouement depuis des décennies pour qu'on prenne des mesures à propos des changements climatiques.

Je me souviens de l'époque où les conservateurs étaient au pouvoir et où les changements climatiques n'étaient pas reconnus comme une réalité. C'est seulement vers 2012 que le ministre de l'Environnement de l'époque a reconnu l'existence des changements climatiques.

Nous acceptons les preuves scientifiques des changements climatiques. Nous agissons. Nous avons déjà pris 50 mesures pour lutter contre les changements climatiques, et il reste encore beaucoup à faire.

L'Adresse

M. Martin Shields (Bow River, PCC): Madame la Présidente, je salue votre nomination. Je vous remercie d'avoir laissé votre nom sur la liste des candidats et d'avoir suivi le processus qui a mené à votre nomination. Je vous en remercie.

La députée a dit qu'on pourrait procéder une municipalité à la fois. À titre d'ancien maire, j'imagine le méli-mélo qui risque de se produire si les règles et les lois diffèrent d'une ville ou d'une municipalité à l'autre. Ce serait un cauchemar pour les municipalités et les forces policières qui doivent faire respecter ces règles. Les criminels s'en donneraient à cœur joie et se diraient: « Si c'est interdit ici, allons le faire là-bas. »

Le méli-mélo de règles municipales dont parlent les libéraux pose problème.

L'hon. Kirsty Duncan: Madame la Présidente, même si j'aime ma circonscription, je ne saurais trop insister sur les souffrances qui y sont causées par la violence. Entre 2004 et 2018, 458 fusillades se sont produites dans ma circonscription, et 61 personnes ont été tuées par balle. Les pensées et les prières ne suffisent pas, et nous en avons assez d'assister à des funérailles.

L'hon. Judy A. Sgro (Humber River—Black Creek, Lib.): Madame la Présidente, je vous félicite de votre nomination. Nous sommes heureux de vous voir dans le fauteuil que vous avez souvent occupé au cours des dernières années. C'est toujours agréable que vous présidiez une séance. Aussi, vous me rappelez toujours de m'adresser à la présidence, car nous, les députés, avons tendance à nous regarder et à oublier cette consigne.

Je suis ravie d'être de retour. Cela fait 20 ans que je siége à la Chambre, et c'est tout aussi stimulant d'être ici aujourd'hui que lorsque j'ai été élue pour la première fois, il y a deux décennies. Je continue à aimer mon travail. Je suis très honorée d'avoir été réélue par les gens de Humber River—Black Creek. C'est un grand honneur. Je les aime beaucoup et je suis impatiente d'améliorer leur qualité de vie au cours des années à venir.

C'est un honneur et un privilège d'écouter mes collègues, surtout les nouveaux. Nous sommes tous ici pour faire de ce monde un monde meilleur, et beaucoup de possibilités s'offrent à nous pour y parvenir. Lorsque j'écoute ma merveilleuse collègue d'Etobicoke-Nord et que je constate sa détermination et l'ampleur du travail qu'elle a réalisé au cours de ses nombreuses années dans cette enceinte, je me dis qu'elle est un exemple à suivre pour beaucoup de nouveaux députés. Le dévouement et la bienveillance ont une grande valeur, et elle continue de se faire réélire pour les raisons qu'elle a mentionnées. Elle se soucie des gens qu'elle représente et continue de lutter contre la violence liée aux armes à feu qui, malheureusement, est un problème qui touche beaucoup d'entre nous dans la région de Toronto.

Je profite du changement de présidence pour féliciter notre nouvelle vice-présidente adjointe. Vous avez pris place au fauteuil au moment même où je prenais la parole pour la première fois au cours de la nouvelle législature. Ce moment est donc d'autant plus spécial pour moi.

Je remercie mon mari, ma famille, mon personnel ainsi que tous les bénévoles, pour leur travail extraordinaire au cours de la campagne électorale. Notre campagne a été formidable et c'est grâce à chacun d'entre eux. Je m'en voudrais de ne pas féliciter tous les députés. Nous sommes tous ici pour la même raison. Nous appartenons à différents partis, mais il ne s'agit que d'une étiquette. Nous sommes ici pour une raison, c'est-à-dire faire avancer des idées sus-

ceptibles d'améliorer le sort de tout le monde et nous assurer de prendre de bonnes décisions.

J'aimerais revenir aux observations du député d'Edmonton-Centre, qui a abordé de nombreux sujets et exprimé son intention de représenter les petites entreprises à la Chambre. Les députés ont la possibilité de le faire ici. Il me tarde de travailler avec tous les députés afin de faire avancer les dossiers qui nous tiennent à cœur.

Le discours du Trône est une feuille de route qui nous sert de guide pour créer un Canada meilleur, car il peut toujours être meilleur. Nous essayons de présenter des politiques qui toucheront les habitants de Humber River—Black Creek et de leur donner une idée des plans des libéraux. J'ose espérer que les partis de l'opposition adhèrent à bon nombre de nos objectifs et que nous pourrions travailler ensemble à leur atteinte.

Nous parlons des changements climatiques et de la gravité de la situation. Le monde est maintenant conscient que les changements climatiques érodent gravement notre qualité de vie. Partout au Canada, il y a des incendies de forêt, des inondations. Les changements climatiques ont des conséquences considérables sur les infrastructures du pays ainsi que sur la vie des Canadiens. Je pense notamment à ceux qui ont dû évacuer leur domicile en raison des immenses incendies de forêt. La lutte contre les changements climatiques est un dossier sérieux. La salubrité de l'air et de l'eau est fondamentale, et nous y attachons tous de l'importance. Il est primordial d'y consacrer des ressources. En outre, nous devons nous assurer que les choix que nous ferons relativement aux infrastructures seront déterminés en premier lieu par la nécessité de lutter contre les changements climatiques.

● (1730)

Comme l'a mentionné le député d'Edmonton-Centre, de nouvelles technologies sont constamment créées. Il est important d'en tirer parti au maximum, car nous devons faire tout notre possible pour réduire les émissions et améliorer la qualité de l'air pour les Canadiens. Comme tous les partis de l'opposition, le gouvernement a à cœur la protection et l'assainissement de l'environnement pour l'ensemble des Canadiens.

Nous avons parlé de réduire les impôts. Nous aimerions que cela se concrétise. Cette mesure améliorera la vie des Canadiens. Dans ma circonscription, Humber River—Black Creek, les difficultés sont très nombreuses. Par exemple, les petites entreprises cherchent à prendre leur essor, tandis que les familles à revenu unique ont du mal à joindre les deux bouts, à garder un emploi et à prospérer.

Comme je peux le confirmer aux députés après avoir fait du porte-à-porte et parlé à de nombreuses mères seules à la suite des dernières élections, l'Allocation canadienne pour enfants a été d'une grande aide pour des milliers d'habitants de ma circonscription. Cette somme supplémentaire qui est déposée dans leur compte bancaire à la fin du mois leur permet d'offrir de meilleurs repas à leurs enfants. On ne parle pas ici de dépenses superflues. Cet argent n'est pas placé non plus dans un compte bancaire pour quelqu'un. Il a une réelle incidence sur l'alimentation de ces enfants au quotidien. Ceux-ci mangent mieux et plus sainement.

Pour certains, cela peut paraître simple, mais il est vraiment difficile pour certaines des familles que je représente dans plusieurs régions de Humber River—Black Creek d'offrir ce qu'il y a de mieux à leurs enfants avec un faible revenu.

Le logement abordable constitue aussi un problème de taille dans Humber River—Black Creek comme dans le reste du Canada. Un homme est venu me rencontrer. Il reçoit 1 080 \$ par mois en prestations d'invalidité, mais son loyer, qui vient d'augmenter, est maintenant de 1 000 \$. C'est extrêmement difficile de trouver une solution à un problème comme celui-là. J'ai demandé à l'homme en question comment il se débrouillait avec seulement 80 \$. Il a répondu qu'il survit grâce aux banques alimentaires. Je n'aurais jamais cru, en le voyant, qu'il devait faire appel aux banques alimentaires, mais c'est pourtant la réalité.

Franchement, tout ce que nous essayons de faire, c'est d'améliorer la qualité de vie des Canadiens que nous représentons, où qu'ils vivent. C'est une question de justice: les gens, surtout les jeunes familles, doivent jouir des mêmes possibilités que les autres. Que nous ayons réussi à sortir au-delà de 300 000 enfants de la pauvreté est extraordinaire en soi. Il incombe à chacun et chacune d'entre nous de poursuivre dans cette voie et de tout faire pour que cet argent se rende dès maintenant jusqu'aux familles. C'est sans parler des prestations parentales et de maternité. Bon nombre des politiques que nous avons adoptées ont pour but de rendre la vie plus abordable et d'améliorer la qualité de vie de nos concitoyens.

Pour ce qui est des personnes âgées, j'ai été ravie de voir dans le programme qu'on annonçait une hausse de 10 % des prestations de la Sécurité de la vieillesse pour les gens de plus de 75 ans. Cet élément est mon préféré. Comme tous mes collègues, je me battrai pour que cela se concrétise. Nous constatons que les dépenses de nombreuses personnes âgées de 75 ans augmentent, ce qui devient difficile gérer. C'est peut-être en raison de nouveaux soins à domicile, par exemple. Cette augmentation de 10 % aidera grandement les gens dans cette situation ainsi que bon nombre des aînés à qui j'ai parlé.

Il s'agit d'essayer d'améliorer la qualité de vie des Canadiens.

Madame la Présidente, je me réjouis de vous voir occuper souvent ce fauteuil. Je vous félicite de votre récente élection et de votre accession à ce poste formidable de vice-présidente.

• (1735)

M. Matt Jeneroux (Edmonton Riverbend, PCC): Madame la Présidente, au nom du Parti conservateur, je vous souhaite la bienvenue à la présidence. Je me réjouis de vous voir prendre place dans le fauteuil.

Je félicite également ma collègue. Il y a 20 ans, je n'envisageais pas de me retrouver un jour ici à la Chambre, tandis qu'elle y siège quant à elle depuis certes longtemps. J'admets que j'ai appris bien des choses en travaillant avec elle au Comité permanent des transports, de l'infrastructure et des collectivités.

À propos de ce comité, j'espère pouvoir continuer d'y collaborer, cette fois à titre de ministre du cabinet fantôme en matière d'infrastructures et de collectivités.

J'aimerais poser une brève question à la députée. Nous avons entendu parler à maintes reprises des échecs qu'a essuyés la Banque de l'infrastructure, à savoir qu'elle n'a pas réussi à aider les collectivités rurales et qu'elle n'a pratiquement pas favorisé le démarrage de projets. Je souhaite que la députée puisse s'engager ici aujourd'hui

L'Adresse

à s'entretenir avec la nouvelle ministre afin de lui dire que nous devons tourner la page sur la débâcle de la Banque d'infrastructure et fournir du financement pour les infrastructures des collectivités qui en ont vraiment besoin.

L'hon. Judy A. Sgro: Madame la Présidente, le député et moi avons eu beaucoup de plaisir à siéger au comité des transports, de l'infrastructure et des collectivités au cours des quatre dernières années, et je suis très heureuse que nous ayons pu collaborer dans ces dossiers.

Vous m'avez posé une question au sujet des infrastructures. Nous devons absolument financer des projets d'infrastructure, et ceux-ci sont d'autant plus importants que les changements climatiques les rendent nécessaires.

Vous avez parlé de la Banque de l'infrastructure du Canada. Nous ne pouvons peut-être pas encore tenir son succès pour acquis, mais j'espère que nous en tirerons l'argent dont nous avons besoin pour combler l'énorme déficit que le Canada accuse en matière d'infrastructures. Nous n'aurons jamais assez d'argent, que ce soit dans l'Ouest ou dans l'Est du pays. La tâche est immense. L'argent des contribuables ne suffira jamais à financer les projets d'infrastructures qui sont nécessaires, et c'est pourquoi nous cherchons d'autres sources de financement, comme la Banque de l'infrastructure du Canada. Je suis ce dossier de très près et j'espère que cette avenue nous sera favorable.

• (1740)

[Français]

M. Yves Perron (Berthier—Maskinongé, BQ): Madame la Présidente, je félicite également ma collègue de son discours.

Plusieurs députés libéraux parlent d'environnement et disent que le Parti libéral est prêt à agir en matière d'environnement. Nous subissons tous les contrecoups du réchauffement climatique, nos agriculteurs au premier chef, mais nos populations riveraines également.

Le Parti libéral est-il prêt à fixer, par force de loi, les normes de réduction des gaz à effet de serre au minimum nécessaire pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris, ce qui n'est déjà pas très ambitieux? Cela nous obligerait à les respecter dans l'avenir et à faire plus que prendre des engagements vagues et lancer de belles paroles, comme on le fait depuis trop d'années.

[Traduction]

L'hon. Judy A. Sgro: Madame la Présidente, je félicite mon collègue. J'ai bien hâte de travailler avec lui dans le cadre de la 43^e législature.

Je peux affirmer que, en ce qui concerne les changements climatiques et toutes les questions liées aux mesures à employer pour améliorer la protection de l'environnement, les députés libéraux sont tout à fait prêts à faire ce qu'il faut pour protéger l'environnement. J'ai déjà recensé plus de 50 différentes mesures qui nous permettront d'aller de l'avant dans ce domaine.

Je répondrais à mon collègue qu'il lui suffit d'être attentif et de suivre toute l'action qui, je l'espère, devrait arriver.

L'Adresse

[Français]

M. Chris d'Entremont (Nova-Ouest, PCC): Madame la Présidente, je vous remercie de m'accorder ce temps de parole pour que je puisse émettre mes propos sur le dernier discours du Trône. Je partagerai mon temps de parole avec mon nouveau collègue le député de la circonscription de Pitt Meadows—Maple Ridge.

[Traduction]

Je m'en voudrais de ne pas prendre quelques instants pour remercier les citoyens de ma circonscription, Nova-Ouest, de m'avoir fait confiance pour les représenter dans cette 43^e législature. Je tiens également à remercier mon équipe électorale et les bénévoles qui ont travaillé si fort tout l'été et jusqu'à l'automne. J'ai une admiration folle pour eux.

Si la campagne électorale a été très intense dans d'autres circonscriptions, elle s'est déroulée en toute civilité à Nova-Ouest. J'aimerais donc rendre hommage à mes adversaires qui se sont portés candidats dans la circonscription. Je veux parler de Jason Deveau pour le Parti libéral, de Judy Green pour le Parti vert, de Matthew Dubois pour le NPD et de Gloria Cook pour le Parti de la coalition des anciens combattants. Comme ils tenaient passionnément à leurs positions et à leurs idées, j'espère pouvoir faire valoir certaines d'entre elles dans le travail que je suis très fier d'accomplir en tant que député de Nova-Ouest.

Je dois remercier ma famille, en particulier mon épouse, Anne, et mes garçons, André et Alec, de m'avoir permis de me présenter pour la sixième fois. Ils m'ont soutenu de façon inébranlable au cours des 16 dernières années en tant que politicien provincial et j'espère qu'ils seront fiers de moi au cours de cette aventure fédérale.

En Nouvelle-Écosse, un député peut prendre la parole pendant une heure pour répondre au discours du Trône. Cela a donc été très dur pour moi de me limiter à dix minutes tant j'avais de choses à dire.

[Français]

Ma circonscription, Nova-Ouest, est très rurale. Sa superficie est de 300 kilomètres de long par 50 kilomètres de large. Elle est située au sud-ouest de la Nouvelle-Écosse, bordant le golfe du Maine et la baie de Fundy.

Ma magnifique circonscription est riche en patrimoines, puisque nos communautés et nos sites historiques datent du début de notre nation. Par exemple, Port-Royal, situé tout près d'Annapolis Royal, est le premier établissement permanent français du Nouveau Monde et il a été fondé par Samuel de Champlain en 1605. Nova-Ouest inclut des communautés acadiennes importantes telles que Clare et Argyle, où la langue de mes ancêtres est encore parlée, 264 ans après la déportation de 1755.

Cela m'amène à souligner que j'ai été très déçu que la protection des minorités linguistiques n'ait qu'éte effleurée dans le discours du Trône présenté jeudi dernier. Je suis déjà pressé de prendre connaissance des réels engagements du gouvernement relativement à l'important dossier de la protection de la langue française, puisque la continuité de la lutte contre l'assimilation anglophone est très réelle dans toutes les communautés minoritaires francophones de chez nous et de partout au pays.

Je suis fier de pouvoir soutenir l'important travail du Conseil scolaire acadien provincial, de la Fédération acadienne de la Nouvelle-

Écosse et de toutes les associations, puisque notre langue et notre culture font face à d'importants défis. Notre langue et notre culture sont menacées davantage année après année.

En tant que porte-parole de l'opposition en matière de langues officielles, je vais travailler fort pour m'assurer que les voix des communautés francophones en situation minoritaire de ma région et celles de partout au pays sont entendues.

● (1745)

[Traduction]

La question des soins de santé est un autre élément du discours du Trône qui devra être approfondi. C'est aussi le sujet qui est revenu le plus souvent lorsque j'ai fait du porte-à-porte dans Nova-Ouest. Les Néo-Écossais ont du mal à obtenir des soins primaires et, plus particulièrement, à avoir accès à un médecin de famille. À l'heure actuelle, 50 000 Néo-Écossais n'ont pas de médecin de famille. Cette situation est inacceptable et elle cause d'énormes problèmes et de l'incertitude, surtout dans les régions rurales. On peut imaginer la détresse des aînés, des personnes diabétiques et des personnes atteintes d'un cancer qui ne peuvent avoir accès à un médecin de famille. C'est incroyable, mais c'est ce qui se produit tout le temps dans ma région, ce qui oblige des patients à se présenter aux urgences, causant ainsi de longs délais d'attente. Parfois, ils ne prennent même pas la peine d'y aller.

Les soins de santé sont un droit de la personne fondamental, et nous devrions tous veiller à la dignité de nos proches. Il incombe au gouvernement d'écouter attentivement les premiers ministres provinciaux. C'est ce qu'il devrait faire, surtout quand ceux-ci lui demandent d'augmenter les transferts en santé.

[Français]

L'économie de Nova-Ouest est basée sur ses ressources naturelles, telles que l'agriculture dans la vallée d'Annapolis, la pêche au Sud-Ouest et la foresterie dans toutes ses régions.

[Traduction]

Dans la vallée de l'Annapolis, l'agriculture est très diversifiée et novatrice, mais elle dépend en grande partie de produits soumis à la gestion de l'offre, comme les produits laitiers et la volaille. Les agriculteurs doivent prendre connaissance des concessions accordées dans le nouvel ALENA, l'AEUMC, afin d'avoir une meilleure idée de l'avenir de leur industrie. Ils pourront alors recommencer à avoir confiance en leur industrie et continuer d'investir et de croître. Dans ce contexte, l'industrie dans la vallée de l'Annapolis pourra continuer de vendre d'autres produits, comme du vin, des pommes, du boeuf et de nombreux produits horticoles.

[Français]

L'immigration est très importante pour nos régions. Chez nous, au cours des 20 dernières années, nous avons assisté à un exode de masse des talents et des expertises qui étaient bien établis dans nos régions. Actuellement, les propriétaires de petites entreprises ont beaucoup de difficulté à trouver et à garder des gens d'intérêt pour reprendre et faire survivre leur entreprise florissante. Plus que jamais, nous devons nous concentrer sur les idées qui apporteront des solutions viables et qui aideront les transferts afin de nous assurer que ces importantes entreprises et ces importants services restent en fonction et demeurent disponibles pour nos citoyens.

[Traduction]

Je veux aussi souligner que Nova-Ouest possède la plus grande base aérienne de l'Est du Canada, la BFC Greenwood, qui abrite la 14^e Escadre. Nous devons continuer de soutenir nos troupes et veiller à ce qu'elles disposent du matériel nécessaire pour bien faire leur travail. Nous devons également faire en sorte que les militaires aient accès aux services dont ils ont besoin dans l'exercice de leurs fonctions et que les anciens combattants y aient eux aussi accès après avoir servi leur pays avec dévouement et honneur. J'étais heureux de voir ce sujet abordé dans le discours du Trône. Toutefois, je suis sûr que certaines choses dont nous avons vraiment besoin n'y sont pas incluses.

Je dois maintenant parler de notre secteur des pêches, qui est de loin le principal employeur et moteur économique de Nova-Ouest. Des produits de la pêche valent des centaines de millions de dollars arrivent sur nos côtes. Des pétoncles, des poissons de fond, du hareng et du thon sont débarqués dans beaucoup de nos ports, mais le homard est roi. En effet, entre le dernier lundi de novembre et la fin de mai — la pire période pour aller pêcher —, quand les gros bateaux sont tous amarrés au quai, les petits bateaux pêchent l'équivalent de 1 milliard de dollars de homards, qui sont ensuite vendus partout dans le monde.

[Français]

Certains pensent peut-être que l'industrie de la pêche se porte bien, et qu'elle est satisfaite du gouvernement. Or, ils ont tort. Les pêcheurs sont en colère au sujet de nombreuses questions impliquant le gouvernement actuel.

C'est notamment le cas pour ce qui est des changements fiscaux faits par le gouvernement libéral, lequel a retiré des millions de dollars des fiducies familiales de nos pêcheurs, qui travaillent d'arche-pied. Des milliers de navires de pêche avaient été inscrits comme de petites entreprises, permettant ainsi une meilleure planification fiscale. Cependant, cette possibilité a été abolie en un éclair par le gouvernement libéral, qui a de plus traité nos pêcheurs de tricheurs fiscaux, une honte, et une insulte pour ceux-ci.

Je suis fier d'être le porte-parole de mon parti pour l'Agence de promotion économique du Canada atlantique et je veux m'assurer que le gouvernement cesse de s'en prendre aux honnêtes travailleurs de nos industries.

• (1750)

[Traduction]

Les pêcheurs estiment qu'avec les retombées économiques qu'ils créent et les impôts élevés qu'ils paient, ils méritent d'avoir des ports sécuritaires et modernes pour pratiquer leur métier, mais, apparemment, ils se trompent. Leurs installations sont tout à fait inadéquates. Quand elles ne s'effondrent pas jusque dans le fond de l'océan, elles ne sont pas en mesure d'accueillir leurs plus gros navires. Pendant les élections, les libéraux se sont vantés de l'investissement qu'ils se sont engagés à faire, mais je peux assurer à la Chambre que pour ce qui doit être fait, c'est une maigre somme.

Je suis impatient de collaborer avec la ministre des Pêches et le ministre des Transports pour évaluer les besoins réels en matière de sécurité portuaire afin de pouvoir tirer parti des possibilités que nous offrent les océans.

Je pourrais parler de bien d'autres choses, comme des changements climatiques, du contrôle des armes à feu, des zones de pro-

L'Adresse

tection marine, d'Internet, du service de téléphonie cellulaire ou encore du fait que nous avons perdu l'un de nos centres d'appels locaux, mais malheureusement, je manquerais de temps.

[Français]

En conclusion, je suis certain que tous mes collègues de la Chambre seront d'accord avec moi pour dire que nous avons beaucoup de pain sur la planche pour nous assurer que le Canada reste fort et uni. Le discours du Trône n'a pas été rassurant à cet égard.

Notre pays est un pays unique au monde où il fait bon vivre, et c'est une terre d'accueil exceptionnelle. Nous avons le devoir de nous assurer que toute la population canadienne a accès à des soins de santé adéquats, envisage un avenir prospère et peut obtenir des services dans nos deux langues officielles.

En tant que citoyen et politicien engagé depuis de nombreuses années, je ne ménagerai aucun effort pour m'assurer que le gouvernement prend ses responsabilités envers les contribuables canadiens et qu'il les respecte.

[Traduction]

Madame la Présidente, je souhaite à tout le monde un joyeux Noël.

L'hon. Geoff Regan (Halifax-Ouest, Lib.): Madame la Présidente, je vous félicite pour votre accession au poste de vice-présidente adjointe.

J'aimerais profiter de l'occasion pour remercier les habitants d'Halifax-Ouest de m'avoir permis, comme bon nombre de mes collègues, de revenir à la Chambre.

[Français]

J'aimerais accueillir mon bon ami, le nouveau député de Nova-Ouest. Il n'en est pas du tout à ses débuts en politique, mais il est nouveau ici, à Ottawa. Il y a environ 15 ans, nous étions tous les deux ministres, l'un fédéral et l'autre provincial. Nous avons beaucoup coopéré et nous nous entendions bien la plupart du temps.

Mon collègue a beaucoup d'expérience sur le plan provincial et il connaît bien les besoins des gouvernements provinciaux et les défis auxquels ils font face. Nous entendons dernièrement certains commentaires au sujet de la péréquation, que certains premiers ministres provinciaux voudraient changer. Quel est son point de vue à cet égard?

M. Chris d'Entremont: Madame la Présidente, je remercie le député de sa question.

J'ai été ministre de la Santé pendant trois ans en Nouvelle-Écosse. Souvent, nous trouvions que l'argent qui nous parvenait du gouvernement fédéral ne suffisait pas. Nous devons donc prendre des décisions assez importantes, comme dans quelle région de la province offrir quels services.

Les régions ont besoin d'argent pour trouver l'expertise nécessaire à notre système de santé. Il ne suffit pas de trouver des médicaments ou des programmes de soins à long terme. Il s'agit vraiment d'aider les gouvernements provinciaux à trouver une façon d'offrir un service plus adéquat.

L'Adresse

• (1755)

[Traduction]

M. Dan Albas (Central Okanagan—Similkameen—Nicola, PCC): Félicitations pour vos nouvelles fonctions, madame la Présidente. Je suis impatient d'entendre vos décisions et je suis persuadé que le Président et vous saurez voir au bon fonctionnement de la Chambre.

En faisant du porte-à-porte pendant la campagne électorale, j'ai souvent entendu des gens dire qu'ils ont du mal à voir un médecin ou un spécialiste. Les Canadiens veulent que le fédéral collabore davantage avec les provinces dans ce dossier.

J'aimerais revenir sur une chose que le député a dite au sujet de la connectivité. À la dernière législature, le programme gouvernemental Brancher pour innover a été un véritable fiasco. Le programme lui-même a été mal reçu à cause de la manière dont il est conçu. Le gouvernement a lancé une deuxième période de réception des demandes sans même dire à plus de 80 % des participants si leur demande avait été acceptée et s'ils recevraient de l'argent.

J'aimerais que le député nous parle des besoins de sa circonscription en matière de connectivité. Souvent, la disparition de certaines entreprises, comme une scierie ou un centre d'appel, permet aux petites entreprises encore en activité de prendre de l'expansion et d'embaucher du personnel.

M. Chris d'Entremont: Madame la Présidente, la connectivité Internet est importante pour nous. Dans nombre de régions de ma province, la connectivité correspond à celle d'un système sans fil. Dans ces conditions, le rendement se situe en dessous d'un mégabit par seconde. Même recevoir un courriel est très difficile, et c'est encore pire lorsqu'on essaie de se connecter au Web ou à tout autre réseau mondial important qui aide les petites entreprises.

Lorsque j'étais député provincial, j'ai vu des gens qui ont déménagé dans une plus petite collectivité. Ils ont quitté Halifax pour s'installer dans une petite collectivité afin d'y élever leurs enfants. Ils y ont construit leur maison, puis ils se sont rendu compte qu'ils ne pouvaient pas obtenir de service Internet. Ils ne pouvaient pas faire fonctionner leur système de chauffage parce qu'il devait être connecté à Internet.

Il reste beaucoup à faire dans notre région pour que les résidents puissent bénéficier de la connectivité Internet dont ils ont besoin.

[Français]

Mme Claude DeBellefeuille (Salaberry—Suroît, BQ): Madame la Présidente, je suis heureuse que vous m'accordiez la parole. Cela me donne la chance de vous féliciter pour votre nomination. Je vous connais comme une personne très humaine, mais aussi très rigoureuse. Je tenais personnellement à vous souhaiter la meilleure des chances et à vous assurer ma collaboration. C'est un honneur de voir une femme occuper le fauteuil, en espérant qu'à la prochaine législature, on pourra vous retrouver à titre de Présidente de la Chambre. Ce serait tout un honneur pour les femmes parlementaires qui siègent ici.

J'ai écouté avec attention le discours de mon collègue. Je suis contente d'apprendre qu'il a été ministre de la Santé de sa province. La question que je veux lui poser est assez simple. Plus tôt, en répondant à notre collègue d'en face, il a dit que les provinces avaient besoin d'argent pour offrir les services de santé à leur population. Je suis totalement d'accord avec lui. On a besoin d'argent. Toute-

fois, cet argent passe par un transfert d'Ottawa vers les provinces, et vers le Québec.

Peut-il m'expliquer pourquoi son parti, lorsqu'il était au pouvoir, a sabré dans les transferts d'Ottawa vers les provinces? Peut-il nous expliquer, comme ancien ministre de la Santé de sa province, comment il peut accepter qu'Ottawa sabre dans les transferts aux provinces quand la population a autant besoin de services? J'aimerais qu'il s'explique là-dessus.

M. Chris d'Entremont: Madame la Présidente, je remercie ma collègue de sa bonne question.

Nos systèmes de santé ont subi un choc, dans les années 1990, lorsque M. Martin a équilibré son budget sur le dos des provinces. C'est vraiment là que cela a commencé. Plus tard, au fil du temps, on a finalement vu des changements et des gains dans notre système.

Lorsque j'étais ministre, j'ai moi-même subi des compressions budgétaires. Nous nous sommes toujours assurés que ce n'était pas un calcul basé sur la population. Dans l'Est, nous avons des aînés et nous avons des systèmes que d'autres provinces n'ont pas. On a donc besoin de pousser un peu les choses.

[Traduction]

M. Marc Dalton (Pitt Meadows—Maple Ridge, PCC): Madame la Présidente, je vous félicite de votre nomination.

Je suis très heureux d'être ici pour représenter Pitt Meadows—Maple Ridge. Je veux remercier les gens des deux régions de m'avoir élu et je tiens à remercier tous mes bénévoles. Comme l'ont dit d'autres députés, nous ne pourrions pas y arriver sans eux. Je veux aussi remercier le personnel que j'ai engagé à Pitt Meadows—Maple Ridge. Il y a Sean-Mark Gillespie, Linda Kingsbury et Nancy Nagy. Deux d'entre eux ont déjà travaillé avec moi dans le passé. Il y a Jay Denney qui travaillera avec moi ici à Ottawa à partir du mois prochain.

Par-dessus tout, je veux souligner le soutien de ma femme, Marlene. Nous sommes mariés depuis 34 ans et elle m'a toujours offert un soutien remarquable. Lorsque j'étais député provincial, elle venait presque tout le temps avec moi à Victoria et elle viendra souvent avec moi à Ottawa. Les gens de ma circonscription obtiennent un deux pour un.

Pitt Meadows et Maple Ridge sont deux collectivités merveilleuses. Nous vivons dans une région magnifique du pays et du monde. Les gens ne croiraient jamais qu'à quelques minutes à peine de ces villes, on est en pleine nature, que ce soit au parc provincial Golden Ears, à Widgeon Creek, au lac Pitt ou ailleurs. C'est l'une des plus belles régions du Canada. S'il y a des députés qui ne me croient pas, je les invite à nous rendre visite. C'est très pittoresque.

Les deux villes connaissent une croissance rapide. Beaucoup de milléniaux déménagent dans la région pour s'installer dans de nouveaux lotissements, qui poussent un peu partout comme des champignons, parce que la vie y est moins chère. Cette notion est bien relative en ce qui concerne la vallée du bas Fraser.

L'infrastructure du transport est un impératif. Je sais que les libéraux ont fait beaucoup de promesses. Ils ont promis des dizaines de milliards de dollars, mais 40 % de leurs projets n'ont abouti à rien. C'est bien beau de faire des promesses, mais il faut savoir les concrétiser. Nous avons hâte que cela se fasse dans nos collectivités.

Du côté provincial, le NPD a conclu des ententes amicales avec ses syndicats préférés. Cela a rendu les projets beaucoup plus coûteux et a réduit le nombre de projets réalisés, à un coût beaucoup plus élevé pour les contribuables.

Le chemin qui m'a mené ici a été long. J'ai participé au Forum des enseignantes et des enseignants sur la démocratie parlementaire canadienne en 2003, ici à Ottawa. Je suis enseignant de profession. Ce forum a été la meilleure expérience de perfectionnement professionnel de ma vie, et je le recommande à tous les enseignants du pays. Je pense que le prochain aura lieu en février. J'ai vu comment fonctionne la démocratie, et cela m'a donné encore plus le goût de la politique.

Je me suis présenté à l'investiture pour le Parti conservateur quand je suis devenu membre en 2004. Parfois on gagne, parfois on perd. J'ai perdu. Randy Kamp est devenu le député. Il a été élu cette année-là et il a été un excellent député. Il a représenté la région pendant de nombreuses années. Le gouvernement était alors minoritaire, et il y a eu d'autres élections en 2006. J'ai remporté l'investiture la fois suivante, mais dans une autre circonscription, Burnaby—New Westminster. J'ai remporté l'investiture, mais j'ai perdu l'élection.

L'histoire ne s'arrête pas là. J'ai fait le saut en politique provinciale. J'ai remporté deux mandats à titre de représentant de Maple Ridge—Mission. Ce fut une expérience extraordinaire qui m'a beaucoup plus et qui m'a permis de réaliser beaucoup de choses pour mes concitoyens. Je tiens à saluer mes anciens collègues libéraux de la Colombie-Britannique, ainsi que les anciens membres de mon équipe. Certains d'entre eux travaillent sur la Colline des deux côtés de la Chambre. Je vais également bientôt travailler avec Jay Dorney, qui occupera le poste de directeur des opérations.

J'ai toujours souhaité être un jour député à la Chambre des communes. J'ai toujours eu une vision pour le Canada et sa place dans le monde. Je suis né en Allemagne et j'ai grandi dans une famille militaire. Mon père était dans l'Aviation royale canadienne. J'ai vécu sur des bases militaires partout au Canada. J'ai habité au Québec, à Chibougamau, dans le Nord. Il fait un peu frisquet là-haut, mais c'est un endroit magnifique où il fait bon vivre. J'ai également habité à Valcartier, près de la ville de Québec, de même qu'en Ontario, en Alberta, en Colombie-Britannique, et partout au pays.

• (1800)

Ma mère était une Canadienne française.

• (1805)

[Français]

Elle était une Beaudoin. Elle était d'une famille de 18 enfants qui, à l'origine, vivait près de Kapuskasing, dans le Nord de l'Ontario. Pendant les années 40, la famille est déménagée dans le Nord de l'Alberta, près de Falher, une ville reconnue pour ses abeilles et son bon miel.

J'ai de la famille, des centaines de cousins, d'oncles, de tantes et de neveux qui font partie de la communauté franco-albertaine.

[Traduction]

Du côté de ma mère, je suis Canadien français, mais du côté de mon père, je suis Métis. Je peux retracer mes origines à la colonie de la rivière Rouge au début des années 1800 et aux Cris dans la région du Petit lac des Esclaves. Mes racines autochtones sont très importantes pour moi, mes frères, mes sœurs et mes enfants

L'Adresse

adultes. L'un de mes rôles à l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique était celui de secrétaire parlementaire des relations autochtones.

La population autochtone du Canada est celle qui connaît la croissance la plus rapide au Canada. Elle est également la plus jeune. Il s'agit d'un élément essentiel et intégral du présent et de l'avenir du Canada.

Ma circonscription, Pitt Meadows—Maple Ridge, est en quelque sorte une anomalie dans la vallée du bas Fraser. Elle compte une population chinoise, coréenne, philippine, farsi et indo-canadienne croissante, mais les Autochtones constituent le groupe minoritaire le plus important. Je tiens à saluer les membres des Premières Nations de Katzie et de Kwantlen et j'ai hâte de travailler avec eux ainsi que d'établir une bonne relation avec eux.

Je suis membre de la Golden Ears Métis Society, une association dynamique qui est affiliée à la nation métisse de la Colombie-Britannique et qui est présidée par Clara Morin Dal Col.

Quand j'étais enseignant, j'organisais des voyages d'échange au Québec. J'estimais qu'il était important que les élèves connaissent le Canada, éprouvent de l'amour pour le merveilleux pays dans lequel nous vivons et découvrent à quel point le Québec est un endroit magnifique. C'était bien que des élèves du Québec visitent la Colombie-Britannique pour découvrir la beauté du pays dans lequel ils vivent.

[Français]

L'unité nationale est extrêmement importante pour moi. Cela ne me plaît pas du tout d'entendre les gens se plaindre du Québec. J'adore cette province et son peuple. J'aime leur joie de vivre et leur passion.

[Traduction]

Or, j'éprouve le même sentiment à l'égard de l'Alberta, où j'ai de profondes racines et où j'ai fini mes études, à l'instar de la Colombie-Britannique et du reste du Canada. J'ai voyagé d'un océan à l'autre, visité toutes les provinces et deux des territoires. Nous avons un pays formidable.

[Français]

Je suis déçu et vraiment troublé par la façon des libéraux de gouverner notre magnifique pays.

[Traduction]

Pour les libéraux, il semble que, tout ce qui compte, c'est de faire de la politique et de tenter de demeurer au pouvoir, peu importe le stress énorme engendré par leurs politiques et les répercussions néfastes qu'elles ont sur ce magnifique pays qu'est le Canada. Ce n'est pas sans raison que le Bloc Québécois a retrouvé la faveur de l'électorat: c'est le Parti libéral et son chef qui en sont responsables. Ce n'est pas sans raison que les libéraux ont été rayés de la carte en Alberta et en Saskatchewan, qu'ils ont perdu des sièges en Colombie-Britannique, dans les Maritimes et au Manitoba et que, dans les cafés et sur la rue, à Edmonton, Calgary, Fort McMurray, Regina et Saskatoon, on discute du séparatisme de l'Ouest. C'est le Parti libéral et son chef qui en sont responsables.

J'ai entendu dire que la différence entre un chef d'État et un politicien, c'est que le politicien songe aux prochaines élections, tandis que le chef d'État songe à la prochaine génération.

L'Adresse

Je crois que les députés d'en face ont de bonnes intentions et j'encourage le Parti libéral à cesser de faire de la politique identitaire et de diviser les Canadiens. Il devrait agir dans l'intérêt de tout le Canada et non uniquement dans l'intérêt des endroits où il détient le plus de sièges, où des endroits où il a des sièges.

Mon équipe et moi avons frappé à des dizaines de milliers de portes durant la campagne électorale. Cela a été beaucoup de travail, et j'ai aimé l'expérience. C'était l'occasion d'écouter les gens, d'apprendre à les connaître et d'entendre leurs préoccupations. La question dont j'ai le plus entendu parler était celle de l'abordabilité. Rappelons-nous que dans ma circonscription, le revenu familial moyen est d'environ 90 000 \$. C'est difficile pour les familles. Ce n'est pas tellement le salaire qui importe, mais plutôt ce que les gens peuvent garder dans leurs poches. Les impôts de tous les ordres de gouvernement représentent près de 50 % du salaire. L'idée des conservateurs de réduire le stress financier des familles a eu une résonance parmi les électeurs de ma circonscription chez qui j'ai frappé ainsi que dans l'ensemble de la population de la Colombie-Britannique.

Les libéraux disent qu'ils prévoient réduire le fardeau fiscal, mais c'est une illusion: ils donnent d'une main et reprennent encore plus de l'autre. Nous...

• (1810)

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Nous passons aux questions et observations. Le secrétaire parlementaire a la parole.

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, on peut dire à bien des égards que le gouvernement est visionnaire, en particulier le premier ministre, comme en font foi les diverses politiques annoncées au cours des dernières années. Il a pris un engagement ferme à l'égard de la classe moyenne du Canada et de ceux qui travaillent fort pour en faire partie. Il a sorti des gens de la pauvreté en contribuant de manière importante à augmenter le revenu disponible, ce qui a renforcé la classe moyenne et eu en fin de compte des effets bénéfiques sur l'économie. Nous avons fait des progrès considérables. Certes, il y aura toujours des hauts et des bas dans l'économie. Le premier ministre a été un visionnaire de par les engagements qu'il a pris concernant l'environnement et de par sa promesse de bonifier le Régime des pensions du Canada pour ceux qui prennent leur retraite.

La liste est longue, et le temps me manque pour que je puisse énumérer toutes les mesures. Toutefois, je me demande si le député d'en face serait prêt à convenir, après mûre réflexion, qu'il a porté un jugement trop rapide sur le gouvernement actuel.

M. Marc Dalton: Madame la Présidente, avec tout le respect que je dois au député, je n'ai pas jugé le gouvernement trop vite. Je ne l'ai pas jugé assez vite, en fait.

La classe moyenne est en difficulté. Quand on fait du porte-à-porte en Colombie-Britannique ou ailleurs au pays, les gens nous disent que leur revenu disponible diminue. Les députés d'en face ont parlé d'une hausse des emplois, mais ce n'est pas ce que je vois dans ma circonscription. Plus de 400 000 emplois ont disparu depuis l'ajournement de la Chambre, en juin. Le mois dernier seulement, les pertes d'emploi se chiffrent à 71 000, je crois. C'est un problème considérable.

Quant au secteur des ressources, rappelons qu'il ne touche pas seulement l'Alberta et l'arrière-pays de la Saskatchewan. Il a des répercussions sur les Canadiens d'un bout à l'autre du pays.

[Français]

Mme Claude DeBellefeuille (Salaberry—Suroît, BQ): Madame la Présidente, j'ai écouté avec passion le discours de notre collègue.

Il dit que c'est important pour lui de respecter le champ des compétences des provinces.

Peut-il nous expliquer pourquoi il a voté contre le sous-amendement du Bloc, qui proposait justement d'améliorer le discours du Trône et de souligner spécifiquement que le gouvernement devait respecter les compétences des provinces et du Québec, surtout en aménagement du territoire, et leurs lois environnementales?

Peut-il nous expliquer son opinion à cet égard?

M. Marc Dalton: Madame la Présidente, je remercie la députée de la question.

Je crois véritablement aux compétences de chacune des provinces. C'est très important.

[Traduction]

Le Canada a des responsabilités dans certains champs de compétence provinciale. Tous les Canadiens paient des taxes et des impôts qui servent à fournir des services, que ce soit dans le domaine de la santé ou dans d'autres domaines. Les champs de compétence sont définis dans la Constitution, et il est important de la respecter.

M. Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Madame la Présidente, je félicite mon collègue de Pitt Meadows—Maple Ridge de son premier discours à la Chambre.

À l'heure actuelle, l'élevage de saumon sur la côte Ouest est en proie à une épidémie. Une quantité record de saumon sont infestés de poux du poisson. Ces saumons se trouvent dans des fermes d'élevage situées le long des routes migratoires des jeunes saumons. Le gouvernement continue d'autoriser la présence de poissons malades dans les piscicultures à enclos ouverts. Une quantité massive de poissons meurent. Des organismes tels que la Fondation du saumon du Pacifique réclament le déménagement des piscicultures à enclos ouverts en milieu terrestre. Le gouvernement libéral a promis qu'il le ferait d'ici 2025. Or, nous n'avons toujours vu aucune mesure prise en ce sens.

Dans la propre circonscription du député, on observe un effondrement du saumon kéta dans la rivière Alouette. La population est passée de 160 000 poissons il y a une décennie à environ 500 cette année, alors qu'on attendait le retour de 60 000 poissons. Le fleuve Fraser a également connu un effondrement des stocks, ainsi que le plus faible retour de son histoire...

• (1815)

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Laissons le député de Pitt Meadows—Maple Ridge formuler une très brève réponse, s'il vous plaît.

M. Marc Dalton: Madame la Présidente, la pêche au saumon et la migration des saumons sont essentielles. Je pense qu'il est très important de protéger la migration des saumons.

J'ai préconisé l'installation d'une échelle à poissons sur la rivière Alouette en direction du lac Alouette, ce qui est très important. C'est ce que j'ai fait au niveau provincial et c'est ce que je ferai à titre de député.

M. Darren Fisher (Dartmouth—Cole Harbour, Lib.): Madame la Présidente, c'est un plaisir de voir l'une de mes anciennes voisines de banquette prendre place à nouveau dans le fauteuil ce soir. Félicitations.

Je sais que tous mes collègues m'ont souvent entendu le dire, mais c'est un immense honneur de prendre la parole à la Chambre en cette 43^e législature.

J'aimerais prendre un moment pour remercier les gens formidables de ma circonscription, Dartmouth—Cole Harbour, la plus magnifique des circonscriptions au Canada. Je dis cela avec tout le respect que je dois aux députés qui ont prononcé des discours extraordinaires à la Chambre aujourd'hui, et qui m'ont donné l'occasion d'entendre parler de tant de circonscriptions exceptionnelles partout au pays. J'adore vraiment ces premières semaines de séance, car j'ai la chance d'entendre parler de toutes ces incroyables circonscriptions qui forment notre merveilleux pays.

Je tiens à remercier les bénévoles infatigables qui ont travaillé très fort pour diffuser notre message progressiste de porte en porte. Notre groupe de bénévoles était formidable et diversifié, composé de Néo-Canadiens, de propriétaires d'entreprise, d'ainés et de beaucoup de jeunes. Je salue tous les jeunes qui n'ont ménagé aucun effort durant la campagne. Nos bénévoles ont consacré beaucoup de leur temps et de leur énergie pour que nous puissions poursuivre l'important travail que nous accomplissons pour les Canadiens. Je les remercie.

Je manquerais à mon devoir si j'oubliais de mentionner que je vais partager mon temps de parole avec le député de Surrey-Centre.

Aucun député ne serait ici sans l'aide de son conjoint et de sa famille. Je dois remercier Anne, ma tendre épouse depuis 20 ans, et mes enfants Bruen et Ava de leur soutien durant la campagne et à chaque jour que je passe dans ma circonscription ou dans ce magnifique endroit.

Je veux aussi prendre un moment pour remercier le député d'Halifax-Ouest de son service à titre de Président au cours de la 42^e législature. Il a travaillé fort pour ramener la bienséance et le respect à la Chambre des communes. Il s'agit d'un travail difficile et je crois qu'il mérite notre gratitude.

Je souhaite également féliciter le nouveau Président, le député de Nipissing—Timiskaming. Je ne doute pas qu'il s'acquittera de ses tâches avec honneur, lui aussi, et qu'il poursuivra le travail du député d'Halifax-Ouest pour faire en sorte que l'ensemble des députés respectent les règles à la Chambre.

La circonscription de Dartmouth—Cole Harbour regorge de gens compatissants qui sont animés d'un esprit communautaire. Mon coin de pays est le genre d'endroit où les habitants s'entraident, où les voisins s'épaulent et où les portes sont toujours ouvertes à ceux dans le besoin. Il n'a jamais été plus agréable de vivre à Dartmouth. Je le répète souvent.

Notre milieu des affaires est florissant et dynamique. Nous comptons de nombreux entrepreneurs incroyables qui démarrent des entreprises partout dans la circonscription. Je pense à Selby's Bunker, à Cole Harbour, et à Lake City Cider, à Dartmouth. Chose

L'Adresse

certaine, nous avons de nombreux restaurants, cafés, brasseries, magasins et autres commerces qui méritent tous le détour. Les organismes comme Village on Main, la Cole Harbour & Area Business Association, la Downtown Dartmouth Business Commission et la Greater Burnside Business Association font un travail remarquable pour défendre les intérêts commerciaux dans la circonscription. Ils comptent de plus en plus de membres, et je suis ravi de pouvoir continuer à travailler avec eux afin que les décisions prises par le gouvernement aident les entreprises locales à croître, à connaître du succès et à maintenir les emplois dans la région.

Notre communauté artistique et culturelle est bien vivante. Il y a toujours des festivals, des spectacles et des expositions au centre culturel Alderney Landing.

Nos espaces verts, tels que le sentier du marais salé et le parc Shubie, rehaussent la qualité de notre milieu de vie. Les joueurs de hockey Sidney Crosby et Nathan MacKinnon sont tous deux originaires de Dartmouth—Cole Harbour, mais le hockey n'est pas tout ce qui fait la réputation de notre circonscription. En effet, nos lacs et cours d'eau sont le centre d'attraction et le cœur de la collectivité. Le lac Banook est reconnu comme le meilleur lac au monde pour le canotage, le kayak et l'aviron. Le nouveau député de Milton saura me donner raison là-dessus.

Pour revenir un instant au hockey, beaucoup de mes collègues savent que c'est mon sport préféré, car je l'ai mentionné une fois ou deux à la Chambre. Certaines personnes soutiennent même que le hockey a vu le jour sur le beau lac Banook, à Dartmouth. Toutefois, comme beaucoup de gens dans mon entourage viennent de Windsor, en Nouvelle-Écosse, je ne vais pas me lancer dans ce débat. La survie de mon mariage en dépend.

À un jet de pierre du lac Banook, dans ce qui est maintenant le corridor vert du canal Shubenacadie, la compagnie Starr Manufacturing a fabriqué les premiers bâtons de hockey destinés à être vendus. Nous ne pouvons évidemment pas oublier les incroyables patins Starr.

• (1820)

Même si les choses vont bien dans Dartmouth—Cole Harbour, il n'en va pas de même pour tout le monde.

Nous avons des organismes extraordinaires, comme le Dartmouth North Community Food Centre, VETS Canada, la Public Good Society of Dartmouth, Margaret's House et bien d'autres personnes et groupes qui s'efforcent de veiller à ce que personne ne soit oublié.

Je trouve important de souligner le travail de ces organismes, d'apprendre d'eux et de continuer de les appuyer. Les partenariats de gens qui se dévouent sur le terrain, auprès de la population, sont le moteur de l'épanouissement de nos collectivités.

De l'air pur, des cours d'eau en santé, nous devons laisser aux prochaines générations une planète en meilleur état. Les habitants de ma circonscription, et la majorité des Canadiens, nous ont demandé de prendre des mesures plus fermes pour lutter contre les changements climatiques et protéger nos océans.

L'Adresse

Je viens du Canada atlantique. Nous voyons de nos propres yeux les conséquences néfastes de l'augmentation du niveau de la mer. Nous voyons les dommages que la pollution par le plastique cause à la vie marine et à nos collectivités. La protection de l'environnement est au cœur de nos préoccupations et une de mes grandes priorités.

Au cours de la dernière législature, le Comité permanent de l'environnement et du développement durable, dont j'étais membre, a travaillé fort pour produire un rapport sur les aires protégées. Ce rapport a incité le gouvernement à faire des investissements sans précédent en vue de protéger la nature dans toutes les régions de notre beau pays.

Nos efforts contribuent à protéger des aires comme celle des lacs Blue Mountain-Birch Cove, en Nouvelle-Écosse. Grâce à la création d'aires protégées, nous contribuons à la protection d'espèces comme la tortue mouchetée et l'orignal de la Nouvelle-Écosse continentale et nous aidons à maintenir l'intégrité écologique de la province.

Pendant mon premier mandat comme député, j'ai eu la chance de présenter un projet de loi d'initiative parlementaire qui visait à créer un environnement plus sain. Il s'agissait du projet de loi C-238, Loi relative à la stratégie nationale sur l'élimination sûre et écologique des lampes contenant du mercure, qui est maintenant en vigueur au Canada. Je tiens à remercier les députés des deux côtés de la Chambre qui ont appuyé ce projet de loi. Cette loi contribue à ce que la terre, l'air et l'eau du pays soient exempts de mercure.

Dartmouth—Cole Harbour abrite une industrie en pleine croissance et dynamique, qui se spécialise dans les technologies propres. Des entreprises comme One Wind font la promotion de l'énergie propre et renouvelable et emploient des centaines de personnes dans ma circonscription. En fait, seule la pénurie de main-d'œuvre spécialisée nuit à la croissance de cette industrie.

C'est aussi dans ma circonscription que se trouve Mara Renewables. Cette entreprise a découvert une souche d'algue marine qui est utilisée pour produire des oméga-3 bénéfiques pour la santé, sous forme de suppléments nutritionnels, sans avoir à pêcher de poisson. C'est génial.

En fait, le secteur des technologies océanographiques est en plein essor à Dartmouth, notamment par l'entremise du COVE, le Centre for Ocean Ventures & Entrepreneurship. Situé dans le secteur riverain à Dartmouth, le COVE est un pôle incroyable pour les technologies océanographiques, que ce soit pour la recherche ou l'industrie.

À la dernière législature, j'ai aussi défendu la mesure incitative sur les véhicules zéro émission. Cette mesure a permis à plus de Canadiens d'avoir les moyens de passer à la voiture électrique. Cela dit, ce n'est pas suffisant. Nous devons en faire plus pour inciter les gens à faire l'essai de ces véhicules, pour garantir que l'approvisionnement soit suffisant à l'échelle du pays et pour veiller à ce que les Canadiens soient de plus en plus nombreux à connaître les avantages de cette technologie.

Nous savons que nous devons en faire plus pour renforcer le système de santé partout au pays. Nous demeurons résolus à collaborer avec les provinces et les territoires afin d'améliorer le système de santé et faire en sorte que tous les Canadiens reçoivent les soins dont ils ont besoin, quand ils en ont besoin.

Au cours des dernières années, des habitants de Dartmouth—Cole Harbour m'ont raconté qu'ils sont obligés de choisir entre se nourrir et payer les médicaments sur ordonnance dont ils ont besoin.

Je sais que je chantais toujours le même refrain pendant mon mandat précédent, mais le Canada a besoin d'un régime universel d'assurance-médicaments. Dans le discours du Trône, on a dit que l'assurance-médicaments est l'élément crucial qui manque dans le modèle de soins de santé universels au Canada, et je suis on ne peut plus d'accord. Le gouvernement continuera de travailler pour faire de ce projet une réalité pour tous les Canadiens. Je peux dire aux résidents de ma circonscription, Dartmouth—Cole Harbour, que je ne vais pas arrêter de militer pour ce projet.

Je vous félicite, Madame la Présidente, et je félicite tous les députés qui ont été élus pour la première fois ou qui se sont fait réélire.

• (1825)

M. Eric Melillo (Kenora, PCC): Madame la Présidente, nombre de résidents de ma circonscription sont préoccupés parce que le discours du Trône ne fait aucune mention de la connectivité à large bande en milieu rural. Or, l'accès à Internet devient de plus en plus essentiel pour participer à la vie moderne, et les résidents des régions rurales et éloignées du pays sont désavantagés à cause de la piètre connectivité Internet.

Le député pourrait-il parler de l'importance de cette question et m'indiquer quand le gouvernement compte en faire une priorité?

M. Darren Fisher: Madame la Présidente, je souhaite la bienvenue au député.

S'il avait été ici lors de la dernière législature, ou s'il était attentif, il saurait que nous avons fait d'énormes investissements dans la connectivité. D'ici 2030, chaque foyer canadien aura accès à Internet haute vitesse. J'encourage le député à rester à l'écoute. Nos ministres extraordinaires ont beaucoup travaillé sur ce dossier. Nous allons atteindre cet objectif d'ici 2030.

Mme Lindsay Mathyssen (London—Fanshawe, NPD): Madame la Présidente, je vous félicite de votre nomination également.

J'ai été ravie d'entendre l'intervenant précédent indiquer que le gouvernement est ouvert à l'idée de créer un régime universel d'assurance-médicaments. Il s'agit d'un dossier sur lequel nous souhaitons désespérément travailler avec le gouvernement. Nous voulons voir instauré un régime réellement universel à payeur unique. C'est formidable. Je suis très contente de l'entendre.

Le député mentionne que des gens souffrent et vivent des difficultés. Un de ses ex-collègues a parlé du problème de logement. Chez nous, dans la circonscription de London—Fanshawe, et dans le reste de la ville de London, en Ontario, 5 000 familles sont sur une liste d'attente pour obtenir un logement abordable ou un logement social. Au cours des 10 dernières années, les loyers à London ont augmenté de 70 %, et les familles ordinaires ne peuvent tout simplement pas suivre cette hausse.

Il y a assurément une crise du logement. Lorsque j'ai fait du porte-à-porte, des gens m'ont fait part de leur inquiétude et de leur crainte. Ils voient des voisins incapables de joindre les deux bouts. Ils sont de plus en plus serrés. Le fédéral se décharge sur les municipalités de sa responsabilité relativement à ces services, et c'est tout simplement honteux. Les gens n'y arrivent tout simplement pas.

Le député du gouvernement appuiera-t-il le plan du NPD, qui consiste à bâtir 500 000 logements abordables, lesquels sont nécessaires? Cette mesure aiderait les gens de partout au Canada et notamment ceux de London—Fanshawe.

M. Darren Fisher: Notre plan est meilleur, madame la Présidente. Notre stratégie en matière de logement est la meilleure. Jamais dans l'histoire le gouvernement du Canada n'aura consacré autant d'argent au logement. J'estime que lorsque nous aurons pris ces engagements et que nous aurons conclu ces ententes bilatérales avec chaque province, nous assisterons à une croissance phénoménale du logement.

La députée a raison. On en parle. J'en ai parlé dans mon discours. En faisant du porte-à-porte à Dartmouth—Cole Harbour, j'ai entendu les gens dire que ceux qui réussissent sont là pour aider les laissés-pour-compte. C'est l'une des raisons pour lesquelles je suis si fier des gens de ma circonscription, qui sont d'une immense générosité.

Nous travaillons à l'élaboration d'une stratégie nationale en matière de logement. Le 23 août dernier, nous avons signé un accord bilatéral avec la Nouvelle-Écosse. La députée de South Shore—St. Margarets était présente ce jour-là pour signer l'entente en présence du ministre du gouvernement de la Nouvelle-Écosse. Cela va changer la donne dans le domaine du logement au Canada.

Mme Pam Damoff (Oakville-Nord—Burlington, Lib.): Madame la Présidente, je suis ravie de vous voir dans ce fauteuil. Je vous transmets mes félicitations.

Je tiens à remercier le député de son travail à la Chambre.

Pendant la campagne électorale, on a beaucoup entendu parler de l'Allocation canadienne pour enfants et de son effet positif sur les familles. Le député a parlé de la Stratégie nationale sur le logement. Un certain nombre de mesures contribuent à extraire des Canadiens de la pauvreté.

L'Adresse

La circonscription que je représente est riche, il n'y a aucun doute là-dessus. Toutefois, elle n'est pas exempte de pauvreté, et il s'y trouve des gens qui en arrachent. Je me souviens avoir discuté avec un couple ayant plusieurs enfants. Ces personnes m'ont parlé de la somme qu'elles touchent tous les mois et qui leur sert à acheter des aliments pour nourrir leur famille.

Je saurais gré au député de nous parler un peu de certaines des mesures que nous avons prises, mais aussi, et surtout, de celles que nous pourrions adopter pour atténuer la pauvreté au Canada.

• (1830)

M. Darren Fisher: Madame la Présidente, l'Allocation canadienne pour enfants sera probablement considérée comme l'une des meilleures politiques sociales de l'histoire du Canada. Des gens courent vers moi pour me serrer dans leurs bras et me remercier de l'Allocation canadienne pour enfants.

Elle a changé des vies dans Dartmouth—Cole Harbour. Il y a des gens qui ne pouvaient pas inscrire leurs enfants au hockey, à des sports organisés ou à des cours de musique. Il y a des gens qui ne pouvaient pas mettre de nourriture dans la boîte à lunch de leurs enfants.

Dans ma circonscription, la situation a changé. Elle a énormément changé. Le jour où je quitterai la Chambre, l'Allocation canadienne pour enfants sera l'une des réalisations politiques dont je tirerai le plus de fierté.

[Français]

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Comme il est 18 h 30, la Chambre s'ajourne à demain, à 10 heures, conformément à l'article 24(1) du Règlement.

Je vous remercie toutes et tous de votre patience.

(La séance est levée à 18 h 31.)

TABLE DES MATIÈRES

Le mercredi 11 décembre 2019

DÉCLARATION DE DÉPUTÉS

La fermeture de la Fonderie Brunswick	
M. Cormier	263
Bellechasse—Les Etchemins—Lévis	
M. Blaney (Bellechasse—Les Etchemins—Lévis)	263
Newmarket—Aurora	
M. Van Bynen	263
Jean Pagé	
Mme Michaud	263
La 43^e législature	
M. El-Khoury	264
Le Programme des travailleurs étrangers temporaires	
M. Berthold	264
Les vœux du temps des Fêtes	
M. Sikand	264
Le milieu artistique	
Mme Dzerowicz	264
Les vœux du temps des Fêtes	
Mme Block	265
Mississauga—Erin Mills	
Mme Khalid	265
Jean Pagé	
M. Martel	265
L'Iran	
M. Bezan	265
L'endettement des étudiants	
Mme Mathysen	265
La municipalité de Saint-Philippe	
M. Therrien	266
L'emploi en Alberta	
Mme Harder	266
Les anciens combattants	
M. Sorbara	266

QUESTIONS ORALES

Le commerce international	
M. Scheer	266
M. Trudeau	266
M. Scheer	267
M. Trudeau	267
L'économie	
M. Scheer	267
M. Trudeau	267
M. Scheer	267
M. Trudeau	267

Les affaires étrangères	
M. Scheer	267
M. Trudeau	267
Le commerce international	
M. Blanchet	267
M. Trudeau	268
M. Blanchet	268
M. Trudeau	268
M. Singh	268
M. Trudeau	268
L'assurance-médicaments	
M. Singh	268
M. Trudeau	268
Le commerce international	
M. O'Toole	268
M. Trudeau	268
M. O'Toole	269
M. Trudeau	269
M. Martel	269
M. Trudeau	269
M. Hoback	269
M. Trudeau	269
Mme Alleslev	269
M. Trudeau	269
Mme Alleslev	269
M. Trudeau	270
M. Blanchet	270
M. Trudeau	270
M. Blanchet	270
M. Trudeau	270
M. Rayes	270
M. Trudeau	270
M. Rayes	270
M. Trudeau	270
Les ressources naturelles	
M. Chiu	270
M. Trudeau	270
M. Albas	271
M. Trudeau	271
Les affaires autochtones	
Mme Gazan	271
M. Trudeau	271
M. Angus	271
M. Trudeau	271
Le commerce international	
M. van Koevorden	271
M. Trudeau	272
L'emploi	
M. Deltell	272
M. Trudeau	272
M. Deltell	272
M. Trudeau	272
M. Poilievre	272

M. Trudeau	272
M. Poilievre	272
M. Trudeau	272
Le commerce international	
M. Simard	273
M. Trudeau	273
M. Brunelle-Duceppe	273
M. Trudeau	273
M. Baldinelli	273
M. Trudeau	273
Les ressources naturelles	
Mme Sahota (Calgary Skyview)	273
M. Trudeau	273
Les affaires étrangères	
M. Genuis	274
M. Trudeau	274
La fiscalité	
M. Sidhu (Brampton-Est)	274
M. Trudeau	274
Les télécommunications	
Mme Rempel Garner	274
M. Trudeau	274
L'agriculture et l'agroalimentaire	
M. Barlow	274
M. Trudeau	274
La justice	
M. Moore	274
M. Trudeau	275
L'infrastructure	
Mme Brière	275
M. Trudeau	275
Les ressources naturelles	
M. Cannings	275
M. Trudeau	275
L'honorable Deepak Obhrai	
M. Reid	275
M. Oliphant	276
M. Plamondon	277
M. Masse	277
Le Président	278

AFFAIRES COURANTES

Loi de crédits n° 3 pour 2019-2020	
M. Duclos (au nom du ministre de la Justice)	278
Les délégations interparlementaires	
M. Fisher	278
Mme Fry	278
Mme Dzerowicz	278
M. Sheehan	278
Les comités de la Chambre	
M. Lamoureux	278
Motion	278
Adoption de la motion	279

Procédure et affaires de la Chambre	
M. Lamoureux	279
Motion	279
Adoption de la motion	279
Les services de bien-être aux enfants des Premières Nations	
M. Angus	279
Motion	279
Adoption de la motion	279
Pétitions	
L'Irak	
M. Genuis	279
Questions au Feuilleton	
M. Lamoureux	280
Demandes de documents	
M. Lamoureux	280
Demande de débat d'urgence	
L'industrie du bois d'oeuvre	
Mme McLeod (Kamloops—Thompson—Cariboo)	280
Décision de la présidence	
Le Président	280
Le caucus du Parti conservateur	
M. Kmiec	280

DISCOURS DU TRÔNE

Reprise du débat sur l'Adresse en réponse	
M. Brassard	280
M. Hardie	282
M. Johns	282
M. Shipley	283
M. Blois	284
M. Johns	284
M. Kelly	285
Mme Brière	285
Mme Wagantall	286
M. Angus	286
M. Lemire	286
M. Lamoureux	286
M. Anandasangaree	287
M. Johns	288
Mme Sgro	288
M. Doherty	289
M. Vis	289
M. Lamoureux	291
M. Johns	291
M. Albas	291
M. Cumming	291
M. Powlowski	293
M. Angus	293
Mme Duncan (Etobicoke-Nord)	293
M. Jeneroux	295
M. Johns	295
M. Shields	296
Mme Sgro	296
M. Jeneroux	297

M. Perron	297
M. d'Entremont	298
M. Regan	299
M. Albas	300
Mme DeBellefeuille	300
M. Dalton	300
M. Lamoureux	302

Mme DeBellefeuille	302
M. Johns	302
M. Fisher	303
M. Melillo	304
Mme Mathysen	304
Mme Damoff	305

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>